

CONSEIL DES MINISTRES

Jeux Méditerranéens, Internet et importation de véhicules au menu P. 3

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

Pluies et neige sur plusieurs wilayas P. 4

LE PRÉSIDENT DE LA CIPA «Un signal fort aux investisseurs»

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 2



PR SENHADJI

«Omicron» se propage rapidement mais ses symptômes sont moins graves

Lire l'article de R. N. page 3



BOUIRA

Un mort et 5 blessés dans une collision

Lire l'article de Farid Haddouche page 4

DISCUSSIONS MINISTÈRE-SYNDICAT

La grève du Cnapeste se poursuit en attendant...

Lire l'article de M. Aziza page 4

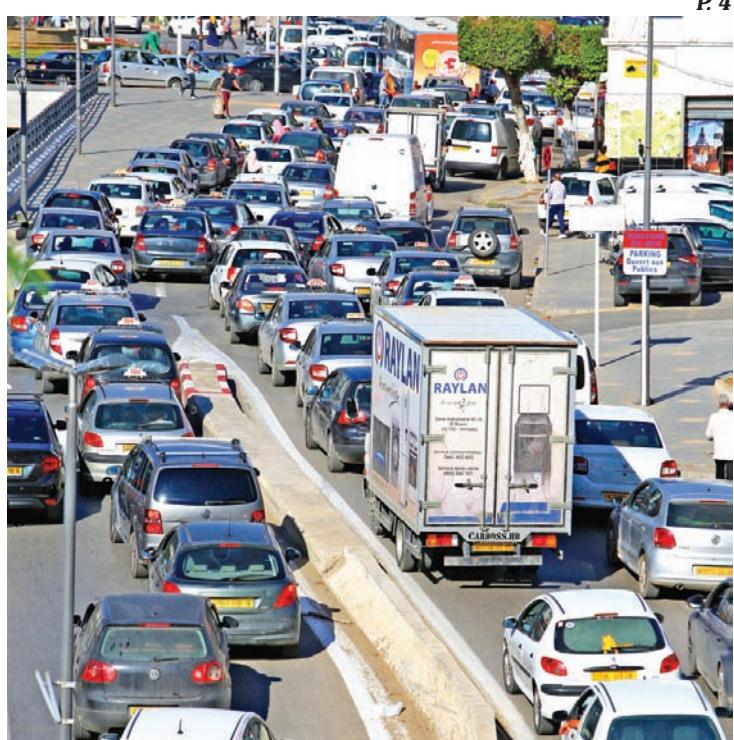


COMMUNE D'ORAN
Les défis et les priorités de la nouvelle équipe municipale

Lire l'article de Houari Saaïdia page 12

ALGER

16 projets pour fluidifier la circulation P. 4



Le président de la CIPA «Un signal fort aux investisseurs»



El-Houari Dilmî

Répresentant moins de 6% du produit intérieur brut (PIB), le secteur industriel reste à la traîne en raison de multiples facteurs, les pratiques bureaucratiques, comme l'a rappelé samedi le président de la République.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le président de la confédération des industriels et producteurs Algériens (CIPA), Abdelwahab Ziani, a qualifié l'allocution du président Tebboune lors de l'ouverture de la Conférence nationale sur la relance industrielle, de « pas très positif dans le chemin de la levée de tous les obstacles bureaucratiques, à l'effet de rapprocher l'administration du chef d'entreprise et de l'investisseur d'une manière générale », a-t-il déclaré. « Nous sommes d'autant plus optimistes que le chef de l'Etat a promis la levée de tous les obstacles concernant près de 600 projets bloqués, ce qui peut générer plus de 75.000 emplois », a-t-il indiqué, ajoutant qu'en matière d'industries manufacturières, le président Tebboune a « rappelé les instructions adressées aux banques, prévoyant un financement à hauteur de 90% de la valeur des projets ».

Le président de la CIPA s'est également félicité de ce qu'il a qualifié de « signal fort du président de la République à l'adresse des chefs d'entreprises et du patronat, ce qui va contribuer à rétablir la confiance entre les acteurs économiques et l'Etat », a-t-il souligné. « Même s'il faut reconnaître que le secteur industriel dans notre pays connaît des avancées notables, les leuteurs bureaucratiques ont eu pour conséquence néfaste de retarder ou de geler carrément la réalisation de nombreux projets importants », a encore martelé Abdelwahab Ziani, rappelant que pour la première fois, l'Algérie va terminer l'année avec près de 5 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures, même si cela reste insuffisant comparé au formidable potentiel d'un pays continent comme le nôtre, a-t-il affirmé. « Malgré la pandémie de Covid-19 qui a lourdement affecté l'économie nationale, le secteur industriel a réussi à répondre à la demande nationale, notamment en matière de consommables médicaux comme les masques de protection dont nous sommes largement auto-suffisants », a expliqué l'invité de la Radio, ajoutant que la « crise sanitaire a eu pour retombée positive d'obliger le secteur industriel à innover pour se montrer à la hauteur de nos espérances ». Comme déclaré par le président Tebboune, « l'année

2022 sera consacrée exclusivement à l'économie et à la relance du secteur industriel pour en faire l'un des piliers du développement durable et un motif essentiel du véritable développement », a encore indiqué le président de la CIPA, rappelant la création prochaine de zones de libre échange et l'ouverture des postes frontaliers au niveau des frontières méridionales de l'Algérie, « ce qui va booster davantage les exportations vers le marché africain ».

«UNE RÉVISION AU PLUS TÔT DE L'ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE»

«Une analyse comparative (benchmarking) effectuée il y a plus de trois années par une société étrangère à la demande du ministère du Commerce, donnait l'Algérie en tête dans pratiquement tous les domaines devant des pays comme l'Egypte, le Maroc, la Tunisie et la Côte d'Ivoire, ce qui donne une idée sur la force de frappe dont dispose l'Algérie, notamment en matière d'industries de transformations agroalimentaires et pharmaceutiques ou encore l'électroménager, le ciment et la céramique qui peuvent rapporter au pays jusqu'à 40 milliards de dollars/ an sans parler du secteur agricole », a encore relevé Abdelwahab Ziani. A propos du secteur agricole justement, le président de la CIPA a parlé de 5000 projets en cours, «une formidable opportunité pour le pays pour peu que les banques publiques jouent le jeu et se montrent comme un vrai partenaire de l'investisseur local », a-t-il souligné. Au sujet de l'Agence nationale du foncier qui sera opérationnelle en 2022, Abdelwahab Ziani a qualifié la création de cet organe comme une « grande avancée », ce qui va « faciliter grandement aux investisseurs l'acquisition d'assettes foncières dans un court délai moyennant un cahier des charges soigneusement étudié », a-t-il indiqué. Qualifiant la bureaucratie «d'ennemi public N°1 en Algérie», Abdelwahab Ziani a cité l'exemple d'autorisations exigées par l'administration «qui n'ont jamais existé ni sont prévues par la loi », -t-il révélé. « La corruption, cet autre cancer, doit également être combattu de toutes nos forces, et la numérisation de l'administration est la meilleure solution pour lutter à la fois contre les pratiques bureaucratiques et la corruption », a-t-il suggéré. Enfin, le président de la CIPA a appelé à la révision au plus tôt de l'accord d'association avec l'Union européenne. «Un accord qui a fait perdre 250 milliards de dollars à l'Algérie sans aucune contrepartie », a-t-il conclu.

Relance industrielle Pour une approche renouvelée

Les travaux de la Conférence nationale sur la relance industrielle se poursuivaient dimanche au niveau de quatre ateliers thématiques pour dessiner les contours d'une nouvelle stratégie de relance de l'industrie nationale à même de soutenir l'économie nationale. Les ateliers, dont les thèmes ont été décidés par le ministère de l'Industrie, organisateur de la rencontre, se déroulent au Centre international des conférences (CIC) Abdellatif-Rahal.

Des responsables représentant plusieurs départements ministériels et organisations patronales, des présidents d'associations, des chefs d'entreprises publiques et privées, aux côtés d'experts et d'universitaires, participent aux ateliers. Ces espaces de débat représentent une opportunité pour discuter des solutions à adopter, en adéquation avec la situation économique et industrielle actuelle du pays et tirer profit des leçons et expériences du passé, avec l'implication des différents acteurs. Les quatre thèmes retenus sont «Le soutien aux entreprises et la promotion de la production nationale et des exportations», «L'amélioration

du climat de l'investissement et le foncier industriel nécessaire à la promotion de l'investissement», «La gouvernance des entreprises publiques économiques et le rôle de l'Etat», et «L'intégration, la diversification et le développement de la compétitivité». Plusieurs experts et économistes ont plaidé, samedi à Alger, pour une approche renouvelée de la gouvernance de la politique industrielle, permettant une relance de l'industrie nationale et l'augmentation de sa part dans le produit intérieur brut (PIB). Intervenant au cours des travaux de la Conférence, l'enseignant universitaire Hacen Boukla a appelé à «concevoir la politique industrielle autour d'un dialogue entre l'ensemble des parties prenantes, autour d'objectifs et d'engagements communément partagés». Il a, ainsi, préconisé de «sortir de l'élaboration de la politique industrielle sur la base d'un ensemble de mesures formalisées qui a montré ses limites», soulignant la nécessité d'adopter «une approche renouvelée de la gouvernance de la politique industrielle basée sur un processus dynamique». Cette démarcation

Le président palestinien à Alger



Le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, est arrivé dimanche après-midi à Alger, dans le cadre d'une visite d'Etat de trois jours en Algérie. Le Président Abbas a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

La création de l'Etat palestinien a été annoncée, en 1988, à partir d'Alger, et l'appel à la relance de la cause palestinienne ou à une reprise du processus de paix avec Israël, pour aboutir à la solution de deux Etats, ne serait mieux entendu qu'à partir d'Alger.

La question de la mobilisation de la nation arabe et de la communauté internationale en général, pour le couronnement des droits du peuple palestinien à travers l'édification de son Etat indépendant, avec El Qods pour capitale, sera certainement au centre des discussions entre le président Tebboune et le président palestinien Mahmoud Abbas, lors de sa visite d'Etat en Algérie entamée dimanche 5 décembre et qui devrait se prolonger jusqu'au 7 décembre.

Le chef de la diplomatie algérienne Ramtane Lamamra a confié dans un récent entretien au journal Al Qods Al Arabi que l'Algérie recevra le président palestinien Mahmoud Abbas avant le fin de l'année afin de « confirmer nos positions historiques en faveur de la cause palestinienne ».

Et, il n'y aurait pas meilleure occasion, pour remettre sérieusement cette cause à l'ordre du jour, que le prochain Sommet arabe, prévu à Alger au mois de mars 2022.

Les derniers développements intervenus sur la scène locale et plusieurs autres dossiers importants tiendront également une bonne place dans les discussions entre les deux présidents, dont les violations répétitives de l'enceinte de la mosquée Al Aqsa par l'occupant israélien et le problème des colonies, ainsi que la normalisation des relations diplomatiques entre certains pays arabes (Emirats Arabes Unis, Bahreïn et Maroc)

et Israël. Peut-on lors du prochain Sommet arabe d'Alger fermer l'œil sur cette normalisation, en faisant valoir dans ce cadre la souveraineté de la décision de ces Etats arabes ? Ces pays ont offensé un principe moral liant les pays arabes à la cause palestinienne, qui veut que la normalisation des relations avec Israël doit intervenir en caution à la création d'un Etat palestinien libre et souverain, mais le fait est là, et on aurait décidé de faire avec au prochain Sommet arabe. Mais de là à tenter de faire valoir cette relation avec Israël pour jouer les intermédiaires entre Israéliens et Palestiniens afin de favoriser la reprise du processus de paix, le pas serait grossier, voire éhonté.

Faut-il dans ce sens s'attendre, lors de cette visite du président de l'Autorité palestinienne à Alger, à une réponse au roi du Maroc qui a annoncé le 29 novembre dernier, à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, qu'il « mettra à profit sa position et ses relations privilégiées avec toutes les parties et les puissances internationales agissantes afin de réunir les conditions propices à un retour des parties à la table des négociations » ? Bien avant, une première réponse a été donnée par le président de l'Autorité palestinienne qui a qualifié, le jour même de l'annonce en question par le roi du Maroc, de « coup de poignard dans le dos de Jérusalem » l'alliance sécuritaire maroco-israélienne. Cela appelle franchement le Maroc à faire profil bas quand il s'agit de parler de la défense de la cause palestinienne. Pourrait-on jamais être un ami de l'opposant et défendre sa victime ?

Pr Senhadji «Omicron» se propage rapidement mais ses symptômes sont moins graves

Le Professeur Kamel Senhadji, président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, invité à une émission de la Télévision nationale, a estimé que si le nouveau variant Covid-19 «Omicron» «se propage rapidement», il reste que «ses symptômes sont moins graves que ceux du variant «Delta»».

R. N.

Selon le Pr Senhadji, «à ce jour, aucun décès lié au variant «Omicron» n'a été signalé dans les pays où il a été détecté» et ce, «malgré sa forte transmissibilité», ajoutant que le nouveau variant «pourrait aider à éléver l'immunité collective qui sera le vaccin naturel à ceux qui seront contaminés».

Cependant, pour l'intervenant, «la meilleure solution» pour lutter contre cette pandémie de coronavirus Covid-19, reste «la vaccination et le respect des mesures sanitaires». Le plus important pour le moment, selon lui, «c'est de maîtriser la transmission du variant «Delta» qui est majoritaire en Algérie et dans le monde entier, représentant plus de 90% des contaminations». Concernant l'efficacité des vaccins, le Pr Senhadji considère que tous ceux disponibles en Algérie «sont efficaces» et peuvent l'être «dans la lutte contre le nouveau variant», rappelant que le vaccin est disponible dans les quatre coins de l'Algérie.

DES CAS SUSPECTS FINALEMENT NÉGATIFS

Par ailleurs, et selon le Pr Fawzi Derrar, DG de l'Institut Pasteur d'Algérie, intervenant sur la chaîne Ennahar TV, les analyses de «cas suspects de contamination au variant «Omicron» ont finalement été «négatives». Ajoutant que des analyses sont en cours concernant d'autres cas suspectés de contamination au variant «Omicron», promettant que dès l'apparition du premier cas, le ministère de la Santé l'annoncera. «L'apparition en Algérie du variant «Omicron» n'est pas à écarter», a-t-il affirmé, esti-

Coronavirus

172 nouveaux cas et 7 décès

Cent soixante-douze (172) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 141 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, dimanche, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 211469, celui des décès à 6103 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 145195 cas.

Par ailleurs, 16 patients sont actuellement en soins intensifs,

ajoute la même source. En outre, 28 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 15 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 5 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

Conseil des ministres Jeux Méditerranéens, Internet et importation de véhicules au menu

Le président de la République a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et à l'approbation de projets de loi et de décrets et à la présentation de nombreux exposés relatifs à plusieurs secteurs, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, ce dimanche 5 décembre 2021, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation de projets de loi et de décrets et à la présentation d'exposés relatifs aux secteurs de la recherche scientifique, des startup et des télécommunications ainsi qu'au suivi des préparatifs des Jeux Méditerranéens prévus en 2022 à Oran.

Après l'ouverture de la séance par le président de la République et la présentation d'un exposé sur l'action gouvernementale par le Premier ministre, ministre des Finances, le Conseil a approuvé le projet de loi fixant l'organisation, la composition, le fonctionnement et les missions de l'Académie algérienne des sciences et technologies, aussi bien que des décrets présidentiels portant ratification de conventions internationales.

Le président de la République a donné les instructions suivantes:

Premièrement: l'Académie algérienne des sciences et technologies :

- Réunir les conditions pour la réussite de cette instance à travers le parachèvement de son installation suivant sa nouvelle organisation, sa composition, son fonctionnement et ses missions.

- S'orienter vers la conclusion d'accords de jumelage et de partenariats internationaux avec des académies internationales ayant des critères similaires à ceux de l'Académie algérienne dont le rôle doit être promu à travers les médias.

- Cœuvrer à répercuter l'impact positif de l'Académie sur le système éducatif et la recherche scientifique.

- Insister sur l'institution d'un règlement intérieur à la hauteur de la place de l'Académie en tant que plus haute instance scientifique dans le pays.

Deuxièmement: les préparatifs pour les jeux méditerranéens 2022 à Oran :

- Charger le ministre de la Jeunesse et des sports du suivi et du constat sur le terrain de façon hebdomadaire pour s'enquérir du rythme d'avancement des travaux, en coordination avec le wali d'Oran, et soumettre au Premier ministre, ministre des Finances des rapports précis et transparents, en présentant un état des lieux mensuel au Conseil des ministres.

- Créer dans l'immédiat une instance chargée du suivi des préparatifs avec la participation de personnalités hautement qualifiées et expérimentées dans la gestion des manifestations sportives internationales.

- Répartir les responsabilités et veiller à une coordination constante avec les autorités locales et tous les acteurs.

- Lancer une consultation internationale pour la sélection d'opérateurs en matière de matériel sportif.

- Veiller à assurer aux athlètes algériens tous les moyens afin de les préparer et améliorer leur niveau pour s'adjuger les premières places en termes de médailles pour honorer l'emblème national.

Troisièmement : état de la connexion à Internet :

- Le Président a valorisé l'amélioration du débit internet réalisée depuis 2020.

- Créer de nouveaux câbles sous-marins internationaux pour la connexion à Internet avec des pays européens.

- Remplacer les câbles en cuivre par la fibre optique dans les plus brefs délais.

- Nécessité d'améliorer et de renforcer

le débit internet, notamment au niveau des établissements financiers pour encourager le paiement électronique dans divers domaines.

Quatrièmement: perspectives de développement de l'économie de la connaissance et des startup:

Après avoir salué la percée réalisée par les startup en tant qu'enjeux pour diversifier l'économie nationale et ouvrir la voie aux jeunes créateurs en vue de la création d'entreprises performantes et des emplois, le président de la République a enjoint les ministres de l'Industrie et du Commerce ainsi que les ministres délégués chargés des startup et des micro-entreprises de préparer l'organisation, pour début 2022, d'un salon international consacré à la présentation des expériences des micro-entreprises et l'échange d'expériences avec d'autres pays.

Le Président de la République a affirmé également :

- La prise en charge par l'Etat de la protection des brevets d'invention des jeunes algériens.

- Octroyer davantage d'incitations aux jeunes pour la création des startup et mettre en lumière leurs expériences réussies à travers les médias.

Par ailleurs, le président de la République a ordonné la révision immédiate du cahier des charges fixant les conditions d'importation des véhicules et l'accélération de l'annonce des concessionnaires agréés, insistant sur l'impératif de fournir, au niveau régional et dans les grandes villes, un réseau de services après-vente en tant que condition pour accepter leurs dossiers. Il a également rappelé que la loi n'interdisait pas l'importation individuelle de véhicules.

Avant la clôture de la séance, le Conseil des ministres a approuvé des décisions individuelles portant nomination à des postes supérieurs de l'Etat.

**Raïna
Raïkoum**

El-Houari Dilmî

Du maquis bureaucratique algérien

Comment faire pour nettoyer le maquis bureaucratique des cols blancs véreux ? Le président Tebboune est encore monté au créneau, samedi, pour parler de «véritable crime contre l'économie nationale», causé par l'hydre à sept têtes que constituent les bureaucrates nichés un peu partout au sein de l'administration, ce premier parti politique algérien ! Loin d'être un aveu d'impuissance : «Je sais que mes décisions ne sont pas appliquées sur le terrain», a tonné le chef de l'Etat, promettant de tordre le cou à tous ceux qui se dressent sur son chemin. «La sanction sera là, qui vivra verra», a-t-il promis. «La peur du gendarme, c'est le début de la sagesse; oui, pour regarder dans le rétroviseur de temps à autre, mais pas trop, sinon on va droit dans le mur...», avait déjà prévenu le chef de l'Etat. Ici, retour sur la néo-théorie du triple mandat, une marque de fabrique sous nos ciels ennuyés. Mettant à l'épreuve sa géniale théorie, l'mir, sorti enturbanné du ventre de sa mère, passera son premier mandat à la tête de la commune de Sidi Balak à se remplir les poches à tire-larigot, cachant l'oseille à l'intérieur de son ventre, dans les parois de son estomac, par-devant son pantalon, par-derrière sa gandoura. De la thune malodorante, il en mettra même dans les tirelires grandeur nature de ses enfants, dans ses savates, sur le toit, dans la cave, à l'intérieur de la buanderie et même dans l'écurie où il élevait des animaux bipèdes. Devenu le premier satrape du douar, l'mir «empoché» mettra tous ses sujets dans sa grande poche sans fond. Ainsi, le premier mandat fut entièrement consacré à moi et à ma petite famille, écrira-t-il pour la postérité dans son

journal intime, caché sous son oreiller en osier. A son deuxième mandat, raïs l'baladia de Sidi Balak fut pris d'un élan philanthropique si irrépressible qu'il distribua généreusement du blé sonnant et trébuchant aux nombreux membres de sa grande famille. Du plus petit jusqu'au plus vieux, la grande famille du maire devint si riche qu'elle fut élevée au rang de Chourafas de tout le douar, avec l'empreinte de l'ange Gabriel sur le front. Des postes d'emploi, des villas, des terres les plus généreuses, des voitures cossues, la grande famille du maire de Sidi Balak ne manqua de rien, jusqu'au jour où le maire fut prié de se présenter à un troisième mandat. Ainsi, le deuxième mandat fut entièrement consacré à ma grande famille, écrira l'mir dans son journal intime, toujours caché sous son oreiller en osier.

A son troisième mandat, l'mir de Sidi Balak convoqua les grands du douar pour leur annoncer avec pompe et fracas le programme qu'il compte mettre en œuvre au service exclusif de ses chers concitoyens du douar. Il eut un discours correspondant à une syllabe près à ceci : «Mes chers concitoyens, après avoir cravaché dur au service de ma petite famille, puis me trouer les poches pour verser par pelletées entières dans les poches engrossées de ma grande famille, j'ai décidé de consacrer le restant de ma carrière semi-publique à mes compatriotes du douar oublié des hommes haut juchés. Ainsi, j'ai découvert que la propension de tout humain à se servir avant de servir son prochain. Apprenez, donc, à croire que nul ne peut servir ses convives si la table étalée à ses pieds ne suffit pas à rassasier sa propre appétence» !

Discussions ministère-syndicat La grève du Cnapeste se poursuit en attendant...

M. Aziza

La grève du Cnapeste se poursuit pour la quatrième semaine consécutive, à raison de deux jours par semaine. Hier encore, les adhérents du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'éducation (Cnapeste) ont marqué leur journée par un débrayage qui se poursuivra aujourd'hui, avec pratiquement la même mobilisation.

C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé le porte-parole du Cnapeste, Messaoud Boudiba, au Quotidien d'Oran. Et de préciser que son syndicat a été convié à une deuxième rencontre de discussions avec les responsables du ministre de l'Education le 30 novembre dernier ; la base et le conseil national sont chargés d'évaluer le procès-verbal signé à l'issue de cette rencontre qui a eu lieu en plein mouvement de

grève. Notre interlocuteur a tenu à préciser que des réunions sont prévues dès aujourd'hui dans les établissements scolaires. Ces dernières seront suivies par des rencontres des bureaux régionaux du syndicat dans les différentes wilayas du pays, afin d'évaluer le contenu du PV signé. Donc, dira-t-il, le sort de la grève (le maintien ou le gel) sera tranché une fois que le Conseil national sera réuni. « Nous n'avons pas encore arrêté la date de la tenue de notre Conseil national mais il se tiendra très prochainement », dit-il.

Ainsi et selon le PV cosigné entre les deux parties, le ministère de l'Education nationale s'est engagé à remettre le dossier ou la revendication relative à la révision progressive du régime indemnitaire, dans le cadre de l'amélioration des niveaux des salaires, aux plus hautes autorités du pays. Parmi les engage-

ments pris et annoncés par la tutelle, la régularisation des arriérés de salaires et le paiement des primes et autres indemnités au plus tard d'ici le 31 décembre 2021.

Pour ce qui est de la gestion des œuvres sociales, le ministère de l'Education s'est engagé à régler tous les problèmes qui entravent leur gestion et ce en adoptant certaines mesures techniques pour faciliter le travail aux commissions chargées de répondre aux préoccupations des fonctionnaires de l'éducation.

La tutelle s'est engagée, par ailleurs, à organiser des concours professionnels de promotion des enseignants, dans les trois paliers, notamment pour la promotion aux grades d'enseignants principaux et formateurs.

Les autres dossiers abordés sont liés à l'activité syndicale, le dossier du logement et la médecine du travail.

Alger

16 projets pour fluidifier la circulation

Le ministre des Travaux publics, Kamal Nasri, a annoncé dimanche le lancement de seize (16) projets dans la capitale pour fluidifier la circulation.

Dans une déclaration à Echo-rouk News, M. Nasri a annoncé le lancement de 16 projets dans les parties ouest, sud et sud-ouest de la capitale pour fluidifier la circulation, précisant que le délai de réalisation est de 12 mois.

Selon lui, les travaux risquent de durer plus longtemps en raison de la densité du trafic routier qui caractérise la capitale.

Des instructions ont d'ailleurs été

données aux maîtres d'œuvre pour travailler la nuit et éviter ainsi de perturber la circulation, a dit le ministre.

M. Nasri a fait savoir que ces projets ne régleront qu'en partie le problème de la congestion urbaine dans la capitale, d'où les autres solutions envisagées par son département de concert avec le secteur des transports. Il a précisé qu'une étude globale et approfondie sur la circulation dans la capitale avait été réalisée dans ce cadre par les deux départements.

Le premier responsable du sec-

teur a également évoqué des solutions provisoires, notamment l'interdiction de la circulation des poids lourds sur le réseau de la capitale la journée.

Concernant la Transsaharienne, le ministre a affirmé que ce projet était l'une des priorités de l'Etat qui tend à le développer, indiquant que des travaux de réhabilitation sont en cours au niveau des tronçons In Salah-Tamanrasset-In Guezzam.

Pour le dernier tronçon de 7 km jusqu'à la frontière, les travaux seront lancés dans les prochains jours, a précisé M. Nasri.

Pluies et neige sur plusieurs wilayas



Des chutes de neige affectent depuis dimanche dans la soirée les reliefs du Centre du pays dépassant les 900 mètres d'altitude et ceux de l'Est dépassant les 800 mètres d'altitude, indique un bulletin météorologique spécial émis dimanche par l'Office national de la météorologie.

Les wilayas du Centre concernées par cette perturbation météorologique de niveau de vigilance orange sont Tissemsilt, Ain Defla, Médea, Blida, Tizi Ouzou et Bouira, affirme la même source.

Quant à la validité du BMS, précise le même communiqué, elle s'étend jusqu'au lundi à 15h00, ajoutant que l'épaisseur de la neige sur plusieurs

ge estimée entre 10 et 15 cm. Pour les wilayas de l'Est du pays touchées par la neige, il s'agit de Bejaïa, Jijel, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Batna, Khencela et Tébessa, souligne le communiqué de l'Office national de la météorologie.

La validité du BMS pour ces régions prend fin lundi à 23h00, ajoute la même source, indiquant que l'épaisseur de la neige est estimée entre 15 et 20 cm.

Un premier BMS annonçait des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, accompagnées localement de chutes de grêle et des rafales de vent sous orages sur plusieurs

wilayas du Centre et de l'Est du pays. Placées au niveau de vigilance Orange, les wilayas concernées sont Tipaza, Alger, Blida, Boumerdes, Tizi Ouzou, Bouira, Médéa et Ain Defla, précise le BMS, dont la validité s'étend au lundi à 15h00 avec des cumuls estimés entre 20 et 40 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 60 mm.

Les pluies touchent également Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Souk Ahras, Guelma, Constantine, Mila, Sétif et Bordj Bou Arreridj, dont la validité s'étend jusqu'au lundi, à 21h00 avec des cumuls estimés entre 30 et 50 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 70 mm.

Monoxyde de carbone Deux victimes à Tébessa et Bejaïa

Cinq (05) personnes sont décédées et 149 autres blessées suite à des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas, indique un communiqué de la Protection civile (DGPC).

Les services de la Protection civile ont enregistré durant la même période le décès de deux personnes, mortes asphyxiées par gaz de ville. Il s'agit de deux hommes, l'un âgé de 45 ans décédé à l'intérieur de son domicile de la cité El Malâab, relevant de la commune de Bekkaria, dans la wilaya de Tébessa et l'autre de 52 ans issu de la commune de Timizrit à Bejaïa, souligne la même source.

La Protection civile a affirmé avoir prodigué durant ces dernières 24 heures, des soins de première urgence à 38 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (Co) émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau, à l'intérieur de leurs domiciles à travers plusieurs wilayas du territoire, ajoutant que les victimes ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées vers les établissements sanitaires.

Ainsi, les secours de la Protection sont intervenus pour

Bouira

Un homme tué par le monoxyde de carbone

Un septuagénaire est mort dimanche matin à Saharidj (Est de Bouira) suite à son intoxication au monoxyde de carbone, selon les détails recueillis auprès des services de la Protection civile.

Il s'agit d'un homme âgé de 70 ans retrouvé mort dans la matinée à son domicile, selon le chargé de communication de la Protection civile, le Sous-lieutenant Youcef Abdat.

« La victime est morte asphyxiée suite à l'inhalation du monoxyde de carbone qui provenait d'un réchaud », a encore expliqué l'officier Abdat. L'unité de la Protection civile de M'Chedallah est intervenue pour l'évacuer vers l'hôpital.

En dépit des incessantes campagnes de sensibilisation

l'extinction de 03 incendies urbains et divers à travers les wilayas de Tamanrasset, M'Sila et Bouira. Ils ont secourus deux personnes incommodées par la fumée à M'sila et une autre présentant des difficultés respiratoires dans la wilaya de Bouira, souligne le communiqué de la DGPC, indiquant que l'intervention de la Protection civile a permis de circonscrire ces incendies et d'éviter leurs propagation vers d'autres lieux mitoyens.

Dans le cadre des activités de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué durant les dernières 24 heures, 15 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, portant sur la pandémie Covid-19, affirme le même communiqué, rappelant aux citoyens la nécessité du port de la bavette et le respect des règles de la distanciation physique.

Les mêmes unités ont également effectué 06 opérations de désinfection générale à travers le territoire national, ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, note la même source.

Bouira

Un mort et 5 blessés dans une collision

Farid Haddouche

Une collision entre une voiture et un camion de gros tonnage, s'est produite hier à 04h00 du matin sur l'autoroute est-ouest, dans la commune de Djebahia, à une trentaine de Kilomètres à l'ouest du chef-lieu de wilaya de Bouira. Un homme âgé de 26 ans est mort et 5 autres personnes ont été blessées. Les éléments de la protection civile du secteur de Djebahia appuyés par l'unité secondaire de Kadidia, sont intervenus, pour évacuer la dépouille de la victime à la

morgue du centre hospitalier Amar Ouamrane de la daira de Lakhdaria. Les 5 blessés, âgés entre 26 et 50 ans, ont été secourus et admis aux urgences du même hôpital.

Les services de la sécurité routière de la gendarmerie nationale qui ont ouvert une enquête sur ce tragique accident, ont indiqué qu'ils ont classé ce passage de la commune de Djebahia, comme étant un point noir. Des accidents très fréquents se produisent à ce niveau notamment au lieu-dit Belhanche, qui est une descente dangereuse.

Ethiopie

La guerre entre dans une phase d'incertitude

L'armée éthiopienne a affirmé cette semaine avoir repris le contrôle de territoires récemment tombés aux mains des rebelles tigréens, semblant consacrer la stratégie du Premier ministre Abiy Ahmed de rejoindre les soldats au front pour y conduire lui-même les combats.

Pourtant, la façon dont le gouvernement a remporté ses victoires et ce qu'elles signifient concrètement dans la guerre qui dure depuis plus d'un an demeurent des sujets de débats, à un moment où le conflit entre dans une nouvelle phase incertaine.

Il y a tout juste un mois, les rebelles du Front populaire de libération du Tigré (TPLF) menaçaient Addis Abeba, après avoir pris le contrôle de Dessie et de Kombolcha, villes stratégiques situées sur une autoroute reliant la capitale au nord du pays et à Djibouti. Les rebelles affirmaient avoir atteint Shewa Robit, à 220 km au nord-est d'Addis Abeba. Mais après qu'Abiy Ahmed a assuré la semaine dernière qu'il dirigerait désormais les opérations sur le terrain, le gouvernement a annoncé une série de victoires et les rebelles ont reconnu avoir modifié leur stratégie. Les médias d'Etat lui ont emboîté le pas avec une couverture triomphaliste.

«L'ennemi est détruit, désintégré», a déclaré jeudi l'Ethiopian Broadcasting Corporation citant M. Abiy. Il ne fait aucun doute que le gouvernement peut prétendre «avoir la main» dans des domaines spécifiques, a estimé Awet Weldemichael, un expert en sécurité de la Corne de l'Afrique à l'Université Queen's au Canada. «Seul le temps nous dira si cela peut se traduire par une supériorité dans la guerre», a-t-il ajouté.

COMBATIVITÉ

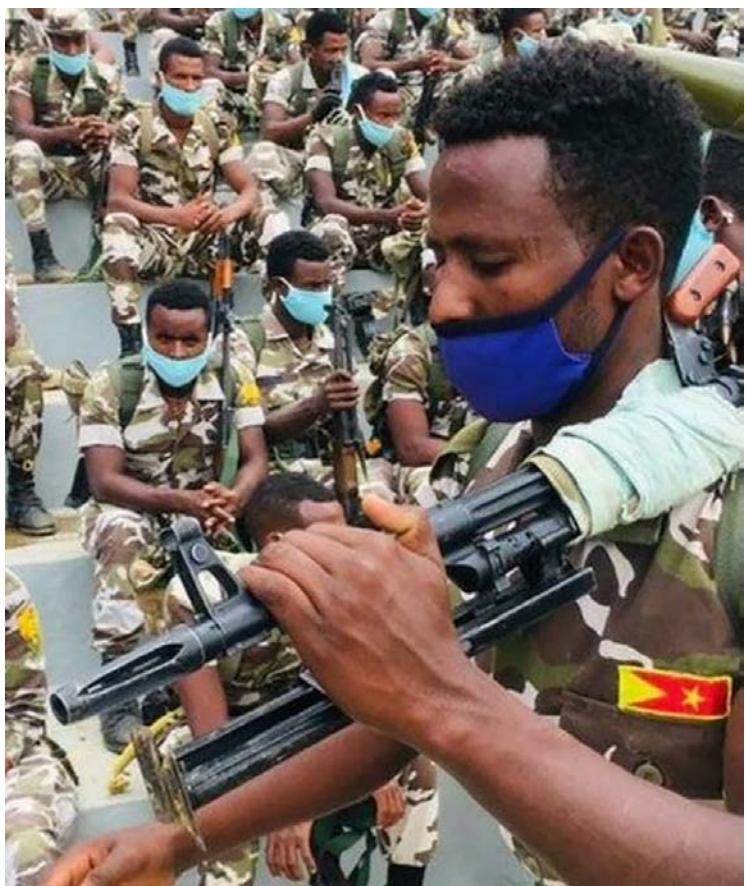
Selon l'ONU, la guerre en Ethiopie a déjà fait plusieurs milliers de morts, plus de deux millions de déplacés et plongé des centaines de milliers d'autres personnes dans des conditions proches de la famine depuis que le conflit a éclaté en novembre 2020. Le Premier ministre Abiy Ahmed avait alors envoyé des troupes dans la région du Tigré, la plus septentrionale, pour renverser le TPLF en réponse, selon lui, aux attaques des rebelles contre les camps de l'armée. Les insurgés ont effectué un retour en force en reprenant la majeure partie du Tigré en juin, avant de rejoindre les régions voisines d'Amhara et d'Afar. Le conflit a pris un nouveau tournant il y a un mois, lorsque le TPLF a affirmé avoir capturé Dessie et Kombolcha. La marche des rebelles vers Addis Abeba a déclenché une panique internationale et une série d'ambassades ont exhorté leurs citoyens à quitter l'Ethiopie dès que possible. «Je ne sais pas si nous devons parler d'avancée», a déclaré à l'AFP un responsable occidental à la mi-novembre. «Il n'y a pas une énorme colonne de blindés se dirigeant sur Addis. C'est plus complexe que cela. Il y a des fantassins qui vont dans les montagnes, ils tirent et encerclent certaines zones» mais ne semblent pas contrôler com-

plètement les villes et villages, a-t-il détaillé. Le TPLF n'a également jamais explicitement déclaré qu'il souhaitait entrer dans la capitale, refusant simplement d'exclure une telle décision.

Alors que les efforts diplomatiques semblaient marquer le pas, le gouvernement a d'abord revendiqué la reconquête de villes d'Afar, puis mercredi de celle de Lalibela, un site classé au patrimoine mondial par l'Unesco, qui était tombée aux mains du TPLF en août. Vendredi, les médias officiels ont annoncé que les villes situées sur la route allant au nord vers Dessie et Kombolcha avaient été «libérées». Ces nouvelles pourraient être le signe que les forces gouvernementales, ainsi que des milliers de nouvelles recrues qui se sont enrôlées ces derniers mois, sont plus combatives qu'il n'y paraît. «J'ai été assez surpris par la dernière contre-offensive du gouvernement», a reconnu Mehdi Labzae, un sociologue qui étudie les questions foncières et la mobilisation en Ethiopie. «J'ai vu toutes les personnes qui ont été mobilisées (...) mais je pensais qu'elles n'étaient pas formées et qu'elles seraient rapidement détruites», a-t-il ajouté.

REPLIS LIMITÉS ET DRONES

«Au combat, on sait qu'il y aura



des ajustements et des replis limités ainsi que des avancées significatives», a déclaré le chef militaire du TPLF, Tadesse Woredé, dans une interview diffusée vendredi. «Pour réduire les problèmes et les vulnérabilités dans certaines zones que nous avions atteintes, nous avons décidé de quitter volontairement certains de ces endroits», a-t-il ajouté. «Pourquoi les rebelles du TPLF feraient-ils demi-tour maintenant?», s'est interrogé Mehdi

Labzae. «Cela signifie qu'il y a quelque chose qui les inquiète ou quelque chose qui ne va pas bien pour eux». Une possibilité, souligne Awet Weldemichael de l'Université Queen's, est que la puissance aérienne supérieure du gouvernement a inversé la tendance sur le terrain, du moins pour l'instant. «Les drones auraient joué un rôle décisif dans les combats actifs, dont nous ne savons pas encore toute l'étendue», estime-t-il.

Allemagne

Angela Merkel, «l'inoxydable» chancelière tire sa révérence



Seize années au pouvoir et une popularité «inoxydable»: Angela Merkel va quitter définitivement la scène mercredi, laissant un grand vide dans le monde, où elle a incarné valeurs et sens du compromis, mais été aussi critiquée pour son manque de vision. A 67 ans, et après 5.860 jours au pouvoir, elle va passer la main au social-démocrate Olaf Scholz, qui sera élu mercredi chancelier par le Bundestag. Avec 16 ans dans les murs de la chancellerie à Berlin, Angela Merkel aura presque égalé, à neuf jours près, le record de longévité de son mentor Helmut Kohl.

Beaucoup de jeunes Allemands n'ont connu qu'elle à la tête du gouvernement. On les appelle la «génération Merkel». Celle qui aura été élue 31 années durant au Bundestag se voit affublée en retour du surnom de «Mutter» (Maman) par l'opinion. Malgré l'usure du temps, elle peut se targuer d'une popularité au firmament. Selon une récente enquête de l'institut

Pew, elle jouit à l'international d'une cote de confiance de 72%. Qu'elle semble loin cette année 2019, lorsque la chancelière, à la tête d'une grande coalition droite-gauche à bout de souffle, paraissait dépassée par la mobilisation de la jeunesse pour le climat.

TREMLEMENTS

Comme un symbole du crépuscule de son règne, Mme Merkel avait été victime de spectaculaires crises de tremblements lors de cérémonies officielles, faisant naître des interrogations sur la capacité d'une chancelière réputée «presque infatigable» àachever son quatrième et dernier mandat. Mais la pandémie de coronavirus a rebattu les cartes. Les trois quarts des Allemands se disent satisfaits de son action à la tête de l'Allemagne, selon les sondages. Face au Covid-19, cette scientifique de formation a privilégié

pédagogie et démonstrations rationnelles aux postures lyriques. Le confinement, qui a rappelé à Mme Merkel sa vie dans l'ancienne Allemagne de l'Est communiste, a constitué, de son propre aveu, «une des décisions les plus difficiles» en 16 ans de pouvoir.

MERKÉLISME

La pandémie et ses conséquences ont aussi livré une nouvelle démonstration de son pragmatisme, sa capacité à changer de position pour faire descendre la température, passé à la postérité sous le nom de «merkélisme». Championne de l'austérité européenne après la crise financière de 2008, au risque d'asphyxier la Grèce, Mme Merkel s'est en effet convertie à la relance budgétaire européenne et à la mutualisation de dettes, seules à même selon elle de sauver le projet européen. En 2011, c'est la catastrophe nucléaire de Fukushima qui l'avait convaincue en quelques jours d'enclencher le retrait progressif de l'Allemagne de l'énergie nucléaire. Mais sa prise de risque historique intervient à l'automne 2015, lorsque Angela Merkel décide d'ouvrir son pays à des centaines de milliers de demandeurs d'asile syriens et irakiens. Malgré les inquiétudes de l'opinion, elle promet de les intégrer et de les protéger. «Nous y arriverons!», assure-t-elle. Peut-être la phrase la plus marquante prononcée au pouvoir par Mme Merkel, rétive aux discours enflammés. Jusqu'alors, celle qui porte toujours le nom de son premier mari, avait toujours cultivé une image de femme prudente voire froide, sans aspérités, aimant les pommes de terre, l'opéra et la randonnée. Pour expliquer sa décision sur les migrants, prise sans vraiment consulter ses partenaires européens, elle avait évoqué ses «valeurs chrétiennes» et un certain devoir d'exemplarité d'un pays qui porte la responsabilité de l'Holocauste. Cette charité chrétienne, celle qui est née le 17 juillet 1954 sous le nom d'Angela Kasner la tient de son père, un

pasteur parti volontairement vivre avec toute sa famille dans l'Allemagne de l'Est communiste et athée pour prêcher l'évangile. «Mon héritage m'a façonné, notamment l'aspiration à la liberté pendant ma vie en RDA», avait-elle confié lors du 30e anniversaire de la réunification. Mais sa décision d'ouvrir les frontières inquiète, la peur de l'islam et des attentats s'installent, et l'électorat conservateur se détourne en partie vers l'extrême droite. Un tabou se brise en Allemagne. Elle en est rendue responsable.

CHANCELIÈRE «TÉFLON»

Angela Merkel a toutefois toujours assumé sa décision et, après l'irruption de Donald Trump et le Brexit, elle se voit proclamée «leader du monde libre» dans un contexte de montée des populismes. Barack Obama, un des quatre présidents américains qu'elle aura connus depuis 2005, la décrit dans ses Mémoires comme une dirigeante «fiable, honnête, intellectuellement précise», une «belle personne». La «chancelière téflon», sur qui les problèmes glissent, reste un animal politique aussi singulier que redoutable, sous-estimée par ses adversaires. En 2000, c'est en profitant d'un scandale financier au sein de son parti qu'elle prend les rênes de son parti de centre droit, l'Union chrétienne-démocrate.

La débutante sans charisme marginalise ensuite tous les hiérarchies masculins qui lui font de l'ombre. Le 18 septembre 2005, c'est face au chancelier social-démocrate Gerhard Schröder qu'elle arrache une victoire électorale sur le fil. Un premier succès aux élections générales, suivi de trois autres en 2009, 2013 et 2017. Lors d'une cérémonie d'adieu à l'armée jeudi, elle a concedé que ces 16 années lui avaient «demandé des efforts politiques et humains», avant de mettre en garde contre la «fragilité» de la «confiance» dans la science et la politique, à l'heure des «théories du complot» et des «discours de haine».

Le royaume du Maroc, une caution supplémentaire pour l'Etat sioniste !

En signant des accords de sécurité avec Israël, le Makhzen ne fait que renforcer la position d'Israël dans le monde arabe et aujourd'hui, en Afrique du Nord, le rêve du grand Israël et du sionisme va se réaliser avec la bénédiction de Mohamed VI. Mais, peut-il y avoir vraiment la paix avec le sionisme ?

Par Youcef Dris

Le Maroc ne peut pas ignorer, lui qui a toujours eu des relations, certes discrètes, mais réelles avec Israël, que dès le début, la colonisation sioniste et la création de l'Etat d'Israël se sont accompagnées d'un négationnisme total (nous employons intentionnellement ce mot qui est très chargé symboliquement dans l'Histoire juive) vis-à-vis des Palestiniens. Dès le départ, pour les futurs Israéliens, la Palestine n'existe pas.

Dans les livres scolaires israéliens, on va jusqu'à nier l'existence d'un peuple palestinien. Ceci ne pouvait être ignoré par le Maroc, puisque les relations entre Israël et le Maroc existent depuis la création de l'Etat hébreu en 1948.

Une relation secrète s'est développée entre les deux États, et que vient de renforcer ouvertement Mohamed VI qui n'a fait que perpétuer les engagements de son père Hassan II.

Les mensonges fondateurs des sionistes pour assurer leur suprématie en terre palestinienne sont (l'idée proférée par Zangwill) qui décrète : « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». On y ajoute quelques énormités comme l'idée que les Juifs auraient toujours vécu en « Eretz Israël » ou qu'ils sont majoritaires à Jérusalem depuis les années 1800, et la boucle est bouclée. Bien sûr, les dirigeants sionistes avaient bien conscience à leur arrivée que les Palestiniens représenteraient un obstacle à leur projet de « civilisation ». Les futurs dirigeants Ben Gurion et Ben Zvi pensaient (ils l'ont écrit en 1918) que ces « fellahs » qui vivaient en Palestine accepteraient le projet sioniste, mais ils se trompaient.

À l'époque, même des pays européens avec à leur tête la France avaient utilisé cette théorie dans les pays colonisés, en Afrique du Nord et plus particulièrement en Algérie. Le colonialisme est considéré et même décreté plus tard comme un phénomène positif, le monde européen apportant la civilisation à des peuples moins développés. Mais dès l'arrivée des premiers colons sionistes, ce qui est mis en place, c'est une dépossession progressive des Palestiniens, comme avec les Algériens, de leurs propres terres et donc de leur pays. Le KKL (Fonds national juif) s'approprie par tous les moyens des terres pour les Juifs.

L'Agence juive crée les embryons d'un futur Etat juif dans lequel les Non-juifs n'ont aucun droit. Quand les Palestiniens réalisent ce qui est à l'œuvre, c'est alors la première grande révolte (Hébron 1929). Dès cette époque, le courant « révisionniste » du sionisme dont le dirigeant est Vladimir Jabotinsky élabore la théorie du transfert. Puisque les Palestiniens sont décidés à résister, il faut élever entre les Juifs et eux une muraille infranchissable.

Le concept de ce qui deviendra

70 ans plus tard le Mur (de l'apartheid) est né. Il propose de déporter les « Arabes » au-delà du Jourdain. Le Maroc en bon élève en fit pareil pour le Sahara Occidental en érigent lui aussi un mur des sables appelé également « mur marocain » avec l'affirmation du Maroc sur sa souveraineté sur l'ancienne colonie du « Sahara espagnol », en opposition aux revendications d'indépendance portées par le Front Polisario. Ce mur est gardé par environ 100.000 soldats marocains. Dans l'idée de transférer les Palestiniens, les dirigeants sionistes ont reçu une aide précieuse de la part du colonisateur britannique quand celui-ci a réprimé la révolte palestinienne de 1936 (plus de 12.000 morts et toute « l'élite » palestinienne exilée). En 1948, le transfert (l'expulsion des Palestiniens) était programmé avec le plan Dalet.

La pré-méditation de cette entreprise, constamment proclamée par les Palestiniens a été confirmée par les historiens israéliens (entre autres Ilan Pappe) au moment de l'ouverture des archives, et appuyée discrètement par le roi du Maroc, président du Comité Al Qods, sachant que le roi Mohamed VI du Maroc a hérité de son père Hassan II la présidence du Comité « Al Qods » (Jérusalem). Une minorité de Palestiniens a échappé à la Naqba (la catastrophe) et a pu rester. 50 ans plus tard, l'historien sioniste Benny Lévy qui a pourtant reconnu les crimes de guerre de la guerre de 48 estime qu'il aurait fallu tous les expulser. Pour gagner les élections de 2001, Ariel Sharon a fait campagne sur le mot d'ordre «achever la guerre de 48» et donc expulser tous les Palestiniens, y compris ceux qui ont la nationalité israélienne. En 1967, la conquête et la colonisation étaient programmées. Aujourd'hui en Israël et c'est tragique, une majorité de l'opinion pense que, tout comme les Amérindiens des Etats-Unis ou les Aborigènes d'Australie, les Palestiniens deviendront à terme totalement marginalisés et incapables de réclamer leurs droits. Les seules nuances portent sur la façon d'en finir (déportation, encerclement dans des bantoustans, Etat palestinien croupion, institutionnalisation de l'Apartheid...).

Pour cette opinion, la « légitimité » d'un Etat juif allant de la Méditerranée au Jourdain est indiscutable et les Palestiniens sont des intrus et des terroristes. Les mots d'ordre mille fois répétés « les Palestiniens veulent continuer l'œuvre des Nazis » deviennent des évidences à force d'être martelés. Et Mohamed VI ne peut ignorer cette situation, lui qui est entouré de conseillers de confession israélite. Il faut lire les sites sionistes pour mesurer l'étendue de la névrose collective actuelle. D'authentiques néonazis regroupés dans une délégation de 35 parlementaires européens d'extrême droite visitent Israël et sont



reçus à la Knesset sans aucune protestation. Même Jean-Marie Le Pen lorsqu'il était candidat est arrivé en troisième position aux élections présidentielles françaises dans le vote des Français vivant en Israël. Alors comment s'étonner que le Makhzen puisse signer des accords de défense avec l'Etat sioniste, accords qui ne font que cautionner des crimes évidents et avérés pourtant niés en Israël comme celui du jeune Mohamed tué dans les bras de son père devant la colonie de Netzarim à Gaza, et que tout le monde a vu, même le peuple marocain ! L'idée que des Juifs et Non-juifs ne peuvent pas vivre ensemble est une théorie sioniste qui se met en pratique chaque jour en Palestine !

Décreté Comité d'El Qods, ce Comité sous l'égide de Mohamed VI ne s'est pas réuni une seule fois pour savoir de quoi il en retourne. De nombreux observateurs décryptent l'inertie de Mohamed VI comme un soutien tacite à Israël. Dans son livre « Comment le peuple juif fut inventé », Shlomo Sand met à bas les mythes fondateurs du sionisme : il n'y a eu ni exil, ni retour. Aujourd'hui en Israël, le « mal absolu », c'est l'Arabe, c'est l'Islam, et ce qu'approuve le Makhzen en signant les accords de la honte avec Israël. Pourtant, avant le sionisme, il n'y a eu en pays musulman rien de comparable aux pogroms qui se sont multipliés en Europe contre les Juifs. Les sionistes ont inventé l'idée que les communautés juives du monde entier, des Polonais aux Falachas, des Marocains aux Baltes formaient un même peuple. Ils se sont acharnés à effacer les langues, les cultures et les traditions pour imposer une identité unique, une langue unique, un « homme nouveau » avec les clichés colonialisateurs du pionnier se battant et défrichant son pays.

Ils ont utilisé la religion et une idée de race pour définir qui était juif et avait donc tous les droits dans le futur Etat juif et qui ne l'était pas. Ils ont cultivé le « complexe de Massada » selon lequel les Juifs ont

été, sont et seront toujours des victimes. Au nom de ce complexe, la souffrance et l'identité de « l'autre » n'existent plus.

Mais d'où vient l'impunité d'Israël ? Face à l'opinion publique mondiale, la légitimité d'Israël vient de deux idées. Le sionisme serait un mouvement de libération national et l'idée d'un Etat juif en Palestine serait indiscutable après le génocide.

Après la 2^e Guerre mondiale, il y a eu un consensus mondial pour la création de l'Etat d'Israël. Pour l'Europe, il y a l'idée de la « fin du problème juif », puisqu'ils auront désormais un pays. Ainsi donc, l'Europe s'est débarrassée de son crime sur le dos du peuple palestinien qui n'avait pas la moindre responsabilité dans le génocide. Dès la fin des années 50, l'Etat d'Israël voit le profit à tirer d'une récupération complète de la question du génocide. C'est l'époque de la création du musée Yad Vashem (sur le territoire du village martyr Deir Yassine) et du procès Eichmann. Israël se présente comme un havre de paix pour les Juifs du monde entier. Il est vrai que beaucoup de Juifs ne savaient pas où aller. Aujourd'hui, s'il y a bien un pays où les Juifs sont en sécurité, c'est Israël et il en sera ainsi tant que durera la destruction de la Palestine. Aujourd'hui, c'est au tour du Maroc de vouloir installer les sionistes au Maghreb, destination offerte par Mohamed VI aux sionistes comme l'ont fait les Européens avant lui. Mais eux, c'était pour se débarrasser du problème chez eux, à l'inverse du roi du Maroc en mal d'expansion territoriale et qui a besoin d'Israël pour concrétiser ses lubies du grand Maroc.

Israël est devenu, ce qui n'était pas inéluctable, une tête de pont occidentale au Proche-Orient, et maintenant, grâce au Makhzen, une tête de pont en Afrique. Avec la normalisation avec le Maroc, c'est aujourd'hui une caution supplémentaire du fait que, quels que soient les crimes commis, il n'y a

jamais de sanctions de cet Etat d'Israël surarmé, dépensant l'essentiel de son budget dans l'armement et les technologies de pointe qu'il met de nos jours à la disposition de Mohamed VI et du Makhzen qui comptent l'utiliser contre ses voisins. Le Maroc a déjà tenté un « sociocide » contre l'Algérie. Une tentative vaine de destruction du lien social en parlant de l'indépendance de la Kabylie en vue de détruire l'unité territoriale, et économiquement en noyant notre pays de drogue, comme l'occupation israélienne qui a fait éclater la Palestine en 5 entités distinctes.

Le Maroc de Mohamed VI espère que ses amis israéliens pourront reproduire en terre algérienne le massacre de Gaza (l'opération « plomb durci »), où il y a eu 1400 morts et de nombreux crimes de guerre. Ces violations du droit international ne sont pas les premières que l'Etat sioniste commet depuis sa création.

La première violation flagrante et impunie de l'Etat d'Israël a été de ne pas appliquer la résolution 194 de l'ONU (décembre 1948). Approuvant à ces décisions de fait, le Maroc, en signant des accords avec Israël espère en faire pareil, aidé en cela par les sionistes, contre les Sahraouis qui se battent pour la libération de leurs territoires.

Pour arrêter cet expansionnisme effréné de l'Etat sioniste, compte tenu de l'absence durable de sanctions de la part des Etats, les citoyens du monde doivent répondre à l'appel de 172 associations palestiniennes qui date de 2005 : BDS (boycott, désinvestissement, sanctions). Boycott total : commercial, économique, politique, scientifique, culturel, sportif... de l'Etat d'Israël tant que durera l'occupation, et tant que des valets comme le roi du Maroc ouvrent leurs pays au sionisme. Il faut se ranger derrière l'anticolonialiste israélien, comme l'a décreté l'universitaire Neve Gordon qui a dit : « je suis pour le boycott, c'est la seule façon de sauver mon pays ».

Espace public : en fonction des rapports de force, lieu d'aliénation ou agora d'émanicipation

Par Khider Mesloub

1ère partie

Sans conteste, quelle que soit la configuration gouvernementale du pays, à structure institutionnelle démocratique ou despote, l'espace public revêt aux yeux de la classe dominante une dimension politique hautement symbolique et stratégique.

Dès le 19^e siècle, les architectes de la politique antisubversive conçoivent l'urbanisation comme un espace de pacification politique et de désamorçage des conflits sociaux. En effet, avec la naissance du capitalisme, le développement exponentiel des villes induit une politique architecturale et urbanistique soucieuse prioritairement du maintien de l'ordre établi. Pour ce faire, tout le territoire urbain est configuré dans le dessein de restreindre les relations humaines, d'entraver les rencontres collectives, paralyser l'expression de la spontanéité sociétale (artistique, ludique, politique), dans l'espace public désormais privatisé par l'État totalitaire tentaculaire, ce Léviathan, unique «détenteur du monopole de la violence légitime», protecteur des intérêts des classes dominantes contre le peuple atomisé, aliéné.

Historiquement, il existe une corrélation entre rapports de production capitaliste et processus d'urbanisation. Le développement des villes est lié à l'éclosion du capitalisme. Par ailleurs, la ville favorise l'émergence d'un espace politique. La politique s'organise autour d'un nouvel espace institutionnel formé par la nouvelle formation économique et sociale dominante, la bourgeoisie.

Cet espace organise la politique par la production de représentations sociales idéologiquement orientées vers la défense des intérêts du capital. L'urbanisme, espace répressif et aliénant, pétri d'idéologie bourgeoise fondée sur la sacralisation de la propriété privée, constitue une superstructure du capitalisme.

Avec le triomphe du capitalisme, autrement dit de la bourgeoisie, la ville comme l'habitat, c'est-à-dire l'espace où la société se produit et se reproduit, seront organisés désormais par l'État qui structure et rationalise la production, la circulation et la reproduction sociale. Aussi, l'espace est un produit social. L'espace fait l'objet d'enjeux politiques et de luttes entre les différentes formations sociales en conflit, car, dans la production capitaliste de l'espace social, il existe des espaces dominants et des espaces dominés. Des espaces réservés aux classes privilégiées, et des espaces dévolus aux classes populaires et ouvrières.

Au sein du capitalisme, l'espace, valeur marchande, s'articule autour de la production de la plus-value et de la consommation des marchandises. Par ailleurs, l'espace ne se résume pas aux constructions matérielles (habitat, édifices, entreprises), c'est surtout une construction sociale vectrice de représentations idéologiques. Tout espace est producteur d'idéologies, de représentations sociales dominantes, en l'espèce, celles de la classe dominante : la bourgeoisie.

L'espace, c'est-à-dire l'urbanisme et l'architecture, vise la préservation de l'ordre social existant. Aussi, la maîtrise de l'espace permet la préservation du pouvoir (économique, politique et militaire), la reproduction de la domination, le maintien des divisions sociales. L'ordre urbanistique ne fait qu'entretenir et pérenniser cette domination de classe et ces divisions sociales dans l'espace. L'urbanisme ne vise pas seulement à entretenir le fonctionnement du système capitaliste et les hiérarchies sociales dans et par

Depuis quelques années, à la faveur de l'amplification des manifestations populaires et des mouvements sociaux de protestation internationaux, l'espace public est devenu une source de préoccupation majeure pour les classes dirigeantes.



l'espace, il permet également d'agir sur la société par le contrôle social, la standardisation des modes de vie, la rationalisation des sociabilités réduites à leurs mécaniques expressions productives et consommatrices.

Dans la conception étatique de l'organisation urbanistique, plus que jamais l'espace public doit demeurer une zone de non-droit pour ses habitants.

En dehors de leur lieu d'exploitation réduit à l'entreprise et aux temples de la consommation incarnés par les centres commerciaux et les boutiques, les «citoyens» sont sommés de confiner leur existence dans leur habitation carcérale bâtie dans ces édifices immobiliers (cités-dortoirs érigés loin des centres urbains, excentrés des centres névralgiques des instances du pouvoir) verticaux ravagés par la pollution sonore et atmosphérique, dévastés par la vacuité existentielle et la solitude pathologique.

Ainsi, dans le souci d'harmoniser le capitalisme par l'instauration forcée d'une paix sociale par essence hypothétique et la neutralisation coercitive des velléités de révoltes subversives, l'aménagement urbanistique et architectural est conçu dans l'optique de contrôle social de l'espace public, d'injonction de manière de vivre et de restriction de la circulation par ailleurs mise sous surveillance via les caméras et encadrée par les forces de l'ordre surarmées.

Au reste, les urbanistes et les architectes ont toujours eu pour fonction primordiale de

concevoir un espace public totalement policé, chloroformé, cautérisé. Une architecture urbaine où la bonne «conscience citoyenne» effacerait toutes les aspirations sociales. Un espace où l'opposition de classe serait artificiellement annihilée. Une agglomération où les citoyens sans distinction sociale partageraient dans un esprit de civilité mercantile les mêmes espaces de travail aliénant et de consommation individualiste débridée.

Un espace urbain censément «harmonieux», «citoyen», construit pour l'apaisement social (mais en vrai un cadre social violemment miné par les morbidités chroniques générées par les conditions de vie pathogènes, la précarité et la paupérisation); bâti pour la neutralisation des conflits sociaux, la pacification des rapports sociaux et la sécurisation des biens (des riches); la protection des gens honnêtes (entendu gens de Biens) et de la propriété (par essence apanage de la minorité privilégiée). Un espace où les distinctions sociales seraient diluées, les clivages de classe jugulés, les crispations communautaristes désamorcées.

Néanmoins, un espace urbain où la stratification sociale imprime son empreinte géographique de classe. Dans lequel chaque quartier abrite une classe sociale spécifique. Dans lequel seuls les univers de travail et les surfaces de consommation sont partagés en commun avec cette frange opulente de la population à la solvabilité ostentatoirement exhibée pour signifier son arrogance puissante et se distinguer par son indécente prospérité. Dans lequel les agglomérations publiques sont astreintes à la réglementation, soumises à l'interdiction de toute manifestation ou ordinaire rassemblement sans autorisation préalable. Un espace public où seules les forces de l'ordre, bras armé des classes dominantes, sont autorisées à occuper sans limitation, à coloniser de manière visible et violente, au besoin, pour dissuader tout regroupement, intimider et terroriser la population par les contrôles, humiliations, verbalisations, arrestations, bastonnades.

Acet égard, il est utile de souligner que la violence et la répression ne constituent plus l'unique instrument de domination : l'idéologie «citoyenne», cette religion du capital aux commandements dévotement observés par les adeptes de la soumission, pourvoit aisément au maintien de l'ordre par la servitude volontaire, l'intériorisation psychologique des règles dominantes. Dans le capitalisme High Tech triomphant, les individus, selon le concept de la fausse conscience réifiée popularisée par le philosophe George Lukacs, intériorisent les normes sociales et semblent asservies, dépossédés de leur existence par une forme d'aliénation participative et de participation aliénante. Avec leur mentalité de colonisé, les hommes et femmes participent spontanément à leur propre asservissement pédagogiquement façonné, à leur aliénation médiatiquement fabriquée.

A suivre



Face à la quatrième révolution économique mondiale Quelle politique industrielle pour l'Algérie ?

Par Abderrahmane Mebtoul *

Suite et fin

Donc il s'agit d'éviter la vision bureau de lois soit la seule solution alors que la solution durable est de s'attaquer au fonctionnement de la société avec des actions concrètes sur le terrain loin des discours et promesses utopiques. Combien d'organisations et de codes d'investissement depuis l'indépendance politique sans impacts réels. Tirons six leçons pour l'Algérie. Premièrement, la politique industrielle doit tenir compte des engagements internationaux de l'Algérie et évaluer sans passion les impacts des accords de libre-échange avec l'Europe, avec le monde arabe avec le continent Afrique, ainsi que les déséquilibres de la balance commerciale avec d'autres pays comme la Chine et la Russie, accords qui nécessitent des dégrèvements tarifaires progressifs ne pouvant pénétrer les marchés mondiaux où règne une concurrence acerbe qu'avec des entreprises publiques et privées performantes, innovantes.

Sans compter l'assainissement des entreprises publiques qui ont coûté selon le Premier ministère plus de 250 milliards de dollars au Trésor durant ces 30 dernières années, plus de 80% étant revenues à la case départ, les réévaluations incessantes du fait de la non maîtrise des coûts, durant les 10 dernières années plus de 65 milliards de dollars, l'annonce de 4 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures pour 2021 doit tenir compte non seulement de la valeur - car certaines produits, comme les engrains et autres ont vu leurs prix augmenter au niveau du marché international de 30% à 50% - mais aussi en volume. C'est la seule référence pour voir s'il y a eu réellement augmentation des exportations et performances des entreprises algériennes, et pour la balance nette pour l'Algérie soustraire les matières premières importées en devises et des exonérations fiscales. Or, les recettes en devises des dérivés d'hydrocarbures ont été avec plus 2 milliards de dollars en 2020 (rapport officiel de Sona-trach) et environ de 2,5 milliards de dollars pour 2021 et en ajoutant les semi-produits à faible valeur ajoutée plus de 3,5 milliards de dollars, représentant entre 97/98% du total. Deuxièmement, la forte croissance peut revenir en Algérie. Mais elle suppose la conju-

gaison de différents facteurs : une population active dynamique, un savoir, le goût du risque et des innovations technologiques sans cesse actualisées, le combat contre toute forme de monopole néfaste, une concurrence efficace, un système financier rénové capable d'attirer du capital et une ouverture à l'étranger. Ces réformes passent fondamentalement par une démocratie vivante, une stabilité des règles juridiques et l'équité, les politiques parleront de justice sociale. La conduite d'ensemble de ces réformes ne peut ni être déléguée à tel ou tel ministre ni mise dans les mains de telle ou telle administration. Elle ne pourra être conduite que si, au plus haut niveau de l'Etat, une volonté politique forte les conduit et convainc les Algériens de leur importance d'où avec l'ère d'internet une communication active transparente permanente. Ensuite, chaque ministre devra recevoir une « feuille de route » personnelle complétant sa lettre de mission et reprenant l'ensemble des décisions qui relèvent de sa compétence. Au regard de l'importance des mesures à lancer et de l'urgence de la situation, le gouvernement devra choisir le mode de mise en œuvre le plus adapté à chaque décision : l'accélération de projets et d'initiatives existantes, le vote d'une loi accompagnée, dès sa présentation au Parlement, des décrets d'application nécessaires à sa mise en œuvre et pour les urgences seulement des décisions par ordonnance pourront être utilisées.

Troisièmement, les actions coordonnées et synchronisées dans le temps exigent le courage de réformer vite et massivement, non des replâtrages conjoncturels mais de profondes réformes structurelles à tous les niveaux en ayant une vision stratégique pour le moyen et le long terme, devant donc réhabiliter la planification et le management stratégique. L'Algérie peut y parvenir dans un délai raisonnable. Elle en a les moyens. Pour cela, elle doit réapprendre à envisager son avenir avec confiance, libérer l'initiative, la concurrence et l'innovation car le principal défi du XXI^e siècle pour l'Algérie sera la maîtrise du temps. Le monde ne nous attend pas et toute Nation qui n'avance pas recule forcément. Retarder les réformes ne peut que conduire à la désintégration lente, à l'appauvrissement, une perte de confiance en l'avenir puisqu'avec l'épuisement de la rente des hydrocarbures, l'Algérie n'aura plus les moyens de préparer

ces réformes et vivra sous l'emprise de la peur, voyant partout des menaces où les autres voient des chances. Cette croissance exige l'engagement de tous, et pas seulement celui de l'Etat en organisant les solidarités devant concilier efficacité économique et équité par une participation citoyenne et un dialogue productif permanent.

Quartièmement, le pouvoir algérien a vécu longtemps sur l'illusion de la rente éternelle. La majorité des Algériens dont le revenu est fonction à plus de 70% de la rente des hydrocarbures doivent savoir que l'avenir de l'emploi et de leur pouvoir d'achat n'est plus dans la fonction publique, et que celui des entreprises n'est plus dans les subventions à répétition. L'essentiel de l'action est entre les mains des Algériens, qui devront vouloir le changement et partager une envie d'avenir, d'apprendre davantage, de s'adapter, de travailler plus et mieux, de créer, de partager, d'oser. La nature du pouvoir doit également changer supposant une refonte progressive de l'Etat par une réelle décentralisation autour de grands pôles économiques régionaux, impliquant qu'il passe de l'Etat gestionnaire à l'Etat régulateur, conciliant les coûts sociaux et les coûts privés, étant le cœur de la conscience collective, par une gestion plus saine de ses différentes structures.

Cinquièmement, pour s'inscrire dans la croissance mondiale, l'Algérie doit d'abord mettre en place une véritable économie de la connaissance, développant le savoir de tous, de l'informatique au travail en équipe, de l'arabe, du français, du chinois à l'anglais, du primaire au supérieur, de la crèche à la recherche. Elle doit ensuite faciliter la concurrence, la création et la croissance des entreprises, par la mise en place de moyens modernes de financement, la réduction du coût du travail et la simplification des règles de l'emploi. Elle doit favoriser l'épanouissement de nouveaux secteurs clés, dont : le numérique, la santé, la biotechnologie, les industries de l'environnement, les services à la personne avec le vieillissement de la population. Simultanément, il est nécessaire de créer les conditions d'une mobilité sociale, géographique et concurrentielle et de permettre à chacun de travailler mieux et plus, de changer plus facilement d'emploi, en toute sécurité. Pour mener à bien ces réformes,

l'Etat et les collectivités locales doivent être très largement réformés. Il faudra réduire leur part dans la richesse commune, concentrer leurs moyens sur les groupes sociaux qui en ont réellement besoin, faire place à la différenciation et à l'expérimentation, évaluer systématiquement toute décision, a priori et a posteriori.

Sixième, la justice sociale, ne signifiant pas égalitarisme, source de démotivation, n'est pas l'antinomie de l'efficacité économique. Mais toute Nation ne peut distribuer plus que ce qu'elle produit, si elle veut éviter la dérive sociale. Il s'agira de concilier l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale, en intégrant la sphère informelle représentant plus de 40% de la masse monétaire en circulation, plus de 30% du PIB et non compris les hydrocarbures entre 40/50% de la superficie économique et de l'emploi, que l'on ne combat pas par des mesures administratives qui ont pour effet son extension.

En résumé, gouverner c'est prévoir d'où l'importance pour l'Algérie de se préparer à ces nouvelles mutations évitant de vivre sur l'utopie du passé car le monde devrait connaître entre 2025/2030/2040 un profond bouleversement du pouvoir économique mondial. L'Algérie dispose des compétences lui permettant de dépasser la crise pétrolière. Il est nécessaire d'avoir une vision positive de l'avenir et d'éviter les positions et comportements défaitistes. L'Algérie dispose de tous les atouts pour créer la richesse hors économie de la rente devant s'adapter au nouveau monde avec la transition numérique (lutter contre les cyberattaques) et énergétique à l'horizon 2030. L'entraîne principale au développement en Algérie provient de l'entropie qu'il s'agit de dépasser impérativement, renvoyant pas seulement aux facteurs économiques mais également sociaux et politiques dont une autre gouvernance par la profonde moralisation des dirigeants et de la société. Espérons des actions concrètes pour l'avenir, loin des discours populistes et des séminaires sans aucune portée, afin de dynamiser l'économie nationale car en ce mois de décembre 2021 la configuration socio-économique est globalement la même, depuis de longues décennies, une économie de nature publique rentière.

*Professeur des universités, expert international

ALGER

La semaine du volontariat

Le coup d'envoi de la semaine nationale du volontariat a été donné samedi à Alger, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des Volontaires, le 5 décembre, dans l'objectif de consacrer la culture du volontariat et renforcer l'esprit de citoyenneté chez les jeunes.



Supervisant le lancement des festivités de cet événement, devant durer jusqu'au 10 décembre, le Secrétaire général (SG) du ministère de la Jeunesse et des Sports, Tiabi Slimane a mis l'accent dans son allocution, lue au nom du ministre, Abderezak Sebgag, sur l'importance d'organiser cette semaine nationale avec l'implication des parties prenantes et de la société civile, le but étant de faire connaître cette action humanitaire dans l'activité de proximité et consacrer l'esprit de citoyenneté.

L'événement se veut également une occasion pour « consolider le volontariat afin de renforcer la cohésion entre les jeunes au service de la patrie », a-t-il expliqué, soulignant l'importance « d'organiser cette action humanitaire afin de consacrer la culture du volontariat chez l'ensemble des catégories sociales ». De son côté, le directeur des Echanges et du Tourisme juvénile à la tutelle, Mohamed Hamid a indiqué, dans une déclaration à l'APS, en marge de cette manifestation, que la semaine du volontariat était également une façon « de mettre en valeur les efforts consentis par les volontaires à longueur d'année afin de venir en aide aux

franges nécessiteuses et servir la patrie dans les domaines social et humanitaire ».

Cet acte de volontariat, ajoute M. Hamid, s'inscrit dans le cadre de « la mise en œuvre du plan d'action du gouvernement qui stipule la nécessité de donner la place importante à l'acte de volontariat, avec la participation des jeunes et de toutes les catégories de la société, notamment, la société civile », soulignant l'importance d'organiser cet acte humaniste, « par la mise en place d'une charte nationale et d'une loi qui déterminent le travail, les droits des volontaires et les missions qui leur sont confiées dans un cadre organisé ». Il a mis l'accent, à l'occasion, sur la nécessité de réfléchir à la création d'une fédération ou d'une instance nationale de l'acte de volontariat qui comprend tous les acteurs dans les différents domaines juvénile, sanitaire et environnemental, dans le but de promouvoir l'acte de volontariat et pouvoir trouver des solutions efficaces aux différents problèmes dont pâtissent les volontaires dans le domaine. Par ailleurs, l'intervenant a abordé le programme tracé, en vue de la célébration de la Journée internationale des volontaires dans la forêt de Bouchaoui, indiquant qu'il

sera procédé à cet effet, à l'organisation d'une campagne de nettoyage et de la plantation de plus de 600 arbustes dans cette forêt, « en vue de protéger l'environnement naturel, inaugurer une fresque commémorant l'acte du volontariat, créer une voie réservée aux motocycles, organiser une campagne de don de sang et tenir, tous les dimanches, une conférence sur le comment accomplir un acte de volontariat avec la participation de toutes les parties actrices en la matière ». De son côté, le directeur des Forêts et de la ceinture verte dans la wilaya d'Alger, Hocine Ali, a affirmé que sa direction prend part à la semaine nationale du volontariat, en coordonnant le travail avec le secteur de la Jeunesse et avec la participation de la société civile et des Scouts musulmans algériens (SMA), en vue « de poursuivre la campagne de plantation de grande envergure qui a débuté en octobre passé et s'étalera jusqu'au 31 mars prochain ».

Le responsable a rappelé tout ce que fait son secteur actuellement en vue de ré-assainir et nettoyer les espaces forestiers qui ont été endommagés du fait des incendies qui se sont produits l'été passé dans les différentes régions du pays.

Des commerces cambriolés à Staouéli

Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté trois (3) individus suspectés du cambriolage de commerces à Staouéli, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale.

Les services de la sûreté de wi-

laya d'Alger, représentés par la brigade de la police judiciaire de la circonscription administrative de Zéralda, ont traité une affaire d'association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un vol aggravé, a précisé la même source. Suite au dépôt de plusieurs

plaintes faisant état du cambriolage de commerces et de kiosques à Staouéli, les éléments de la brigade de la police judiciaire ont mené des investigations qui se sont soldées par l'arrestation de trois suspects, a souligné le communiqué.

Après achèvement des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

1er jourmada el oula 1443				
El Fedjr 06h15	Dohr 12h39	Assar 15h14	Maghreb 17h35	Icha 18h59



LAGHOUAT

Commémoration de l'anniversaire de la résistance

Le musée du Moudjahid de Laghouat a commémoré samedi le 169ème anniversaire de la résistance de Laghouat, à travers une rencontre animée par une pléiade de Moudjahids et d'universitaires. Le carnage de la population de Laghouat, le 4 décembre 1852, était l'un des plus atroces massacres perpétrés par les forces coloniales françaises contre le peuple algérien, relevant même à l'utilisation d'armes interdites. Enseignants d'Histoire et Moudjahidine ont mis en avant l'utilisation par l'armée coloniale, lors de leur invasion de Laghouat, d'armes interdites pour dissuader la population locale, faisant plus de 2.500 Chahids. Selon le Moudjahid Mohamed Bouziani, cette invasion a été qualifiée de « holocauste » eu égard aux armes toxiques interdites utilisées par les forces coloniales, dont le chloroforme, dans le bombardement de la ville, engendrant morts, dévastation et désolation. Dr. Mâamar Djirène, enseignant d'Histoire à l'Université de Laghouat, a souligné que « le recours des forces coloniales à l'utilisation d'armes prohibées dans leur assaut était le seul moyen de prendre la ville, qui était ceinte d'une muraille empêchant tout accès de l'ennemi par voie terrestre ». Et d'ajouter : « après la chute de la ville, les soldats français ne se

BOUIRA

Une victime du monoxyde de carbone secourue

Le premier cas d'intoxication au monoxyde de carbone, a été enregistré, hier dans la matinée, vers 9h23, au village El Madjene, dans commune d'Omar, à une vingtaine de kilomètres au nord du chef-lieu de wilaya.

Il s'agit d'une jeune femme de 23 ans qui a inhalé du monoxyde de

carbone émis par un appareil de chauffage. La victime, complètement inanimée, a été secourue par les éléments de la Protection civile qui sont intervenus pour la réanimer et l'évacuer par la suite aux urgences de la polyclinique de la daïra de Kadiria.

Farid Haddouche

21 bétiers volés dans une étable

C'est ainsi qu'avant-hier, en pleine nuit, un éleveur de cheptel, fut victime d'un vol d'un troupeau de moutons estimé à 21 têtes. Le fait s'est produit au village Beni Azem, dans la commune de Lakhdaria, à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest du chef-lieu de wilaya. Selon la victime qui est un éleveur connu dans sa localité, ce sont des inconnus qui se sont introduits dans l'étable, distante d'une centaine de mètres de sa demeure familiale, pour s'emparer de 21 bétiers. Les services de la gendarmerie

rie territorialement compétents, une fois alertés par la victime, se sont déplacés sur le lieu pour faire une constatation et à partir de là, ils ont ouvert une enquête, dans le but d'arrêter les auteurs et récupérer le troupeau volé. Il y a lieu de noter qu'à l'approche de la saison hivernale synonyme du grand froid et de longues nuits sombres, les vols de bétail se produisent de manière fréquente, dans les régions rurales de la wilaya de Bouira, notamment dans les contrées agropastorales.

F. H.

Des trafiquants de psychotropes arrêtés

Après plusieurs opérations, au cours desquelles des éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Sour El Ghazlane, ont pu arrêter plusieurs personnes accusées de promotion et de consommation de drogue. Ces derniers en poursuivant leurs efforts pour lutter contre ce fléau ont pu arrêter avant-hier, 2 jeunes âgés de 22 et 29 ans, en possession de psychotropes. Ils étaient à bord d'une voiture de tourisme en provenance de

la ville de Sidi Aissa, et ils avaient 60 comprimés hallucinogènes de marque Rivotril, ainsi qu'une somme d'argent estimée à 3.500 DA. A l'issue des procédures d'enquête, un dossier pénal a été constitué à leur encontre. Ces derniers ont été présentés devant le procureur général près le tribunal de Sour El Ghazlane pour délit de possession de substances psychotropes en vue de la vente.

F. H.

TÉBESSA

Les prix des légumes flambent

Si le prix de la pomme de terre amorce une certaine baisse, après des semaines de flambée, d'autres légumes frais font dans le sens inverse, tomate, courgette, poivron, haricots frais, betteraves et concombre poussent des ailes, en affichant une hausse sensible, variant de 20 à 40 dinars, voire plus.



Ali Chabana

La pomme de terre, héroïne pour un temps des étals, semble s'essouffler, passant de 120 à 140 dinars le kilogramme à seulement 60 dinars, au grand bonheur des ménagères. Après l'arrivée sur le marché de grandes quantités de pomme de terre qui ont eu une incidence positive pour casser le monopole de la spéculation. Pour le consommateur, ce prix revu à la baisse est le bienvenu, même s'il est encore élevé en tenant compte du pouvoir d'achat des familles nombreuses ou nécessiteuses, qui continuent d'adopter dans leur menu journalier ce tubercule comme aliment de base, cherché de la vie oblige, soutient-on haut et fort. Et puis, la pomme de terre et autres légumes ne sont pas les seuls soucis des foyers algériens. D'autres charges viennent souvent se greffer sur le minuscule budget familial fortement grignoté dès la fin du mois, alors il faudra trouver toutes les astuces pensables et imaginables, pour s'en sortir des périls des dépenses et des imprévus. Rencontré près du marché des fruits et légumes, improvisé au beau milieu des ordures, sous le

pont de Bab Zouatine, Belgacem, un septuagénaire retraité : «Personnellement, il m'est arrivé de zapper tous les produits maraîchers exposés, en rentrant chez moi les mains presque vides, avec un minimum d'achats, tout simplement à cause de la folie des prix. La première caractéristique du marché des fruits et légumes, c'est son instabilité, en dépit de la disponibilité de l'offre. C'est rageant de se voir toujours soumis à ce rythme de la hausse soudaine, au moment où on croit au retour à la normale pour une plus au moins longue durée». Aïcha, une femme au foyer vivant avec ses quatre enfants, est du même avis, elle, qui a l'habitude de courir les marchés à la recherche des bons prix. Faute de pouvoir remplir son couffin, elle cible quelques légumes les moins onéreux. «Depuis tout à l'heure, mon va-et-

vient à travers les étals n'a pas été fructueux; vous voyez, je n'ai rien acheté, à chaque fois je suis obligée de recompter mes sous et donc de rayer de la liste des légumes que je trouve «superflus». Au final, la moisson est maigre». Quelque peu déçue, Khalti Aïcha rebrousse chemin, en se contentant de pâtes alimentaires, les œufs étant aussi chers, le poulet, n'en parlons plus. Le froid hivernal donne des idées pour ceux qui n'en peuvent plus, pourquoi ne pas revenir aux bonnes recettes d'une cuisine traditionnelle : autrefois, on procédait au stockage de produits du terroir, mijotés à la maison, nos grands-mères et mères faisaient dans les prévisions, en emmagasinant des provisions, «sait-on jamais!», couscous, barkoukeh, mermaz, quedid, mesali, frik, dehane, tout cela était qualifié à juste titre par «el oula».

Un homme retrouvé mort

Un homme âgé de 42 ans a été retrouvé mort, samedi dernier vers midi, au douar Elma Lassoued, dans la commune d'El Houijebt, à l'est de Tébessa, selon le communiqué de la cellule de presse de la DPC. D'après la même source, la victime

est sortie la veille à la recherche de ses vaches. Le corps de la personne décédée a été transféré à l'hôpital Alia Salah du chef-lieu. L'enquête des services compétents déterminera les circonstances et causes du décès.

A. C.

SKIKDA

Effondrement d'un balcon

Le balcon d'un édifice inoccupé (ex-hôtel de France) de Skikda, situé au boulevard principal de la ville, s'est effondré vendredi soir sans causer de dégâts matériels ou humains, a-t-on appris samedi du chef de daira, Lamine Benchour. Après avoir confirmé que l'édifice constitue un danger pour les passagers, les services de la wilaya ont décidé, à l'issue d'une réunion d'ur-

gence, de procéder à la démolition de parties de l'édifice composé de trois étages et d'un rez-de-chaussée abritant des locaux commerciaux et de garder l'ossature afin d'éviter tout danger, a précisé le même responsable.

Il a été fait recours, a-t-il indiqué, au matériel de l'Entreprise portuaire de Skikda pour entamer l'opération de démolition qui s'est

poursuivie jusqu'à une heure tardive de la nuit de vendredi à samedi sous la supervision du wali, Houria Medah. Selon le même responsable, dès l'achèvement de l'opération de démolition et de nettoyage de la route pour l'évacuation des gravats, il a été procédé à la réouverture de la route qui avait été fermée pour éviter tout incident.

CONSTANTINE

Programme de plantation de 5.000 arbustes

Plus de 5.000 arbustes seront mis en terre dans la wilaya de Constantine, à l'initiative de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), dans le cadre de la Semaine nationale du volontariat, a-t-on appris samedi auprès de la DJS.

Le coup d'envoi de ce programme de plantation d'arbustes, qui se poursuivra jusqu'au 10 décembre courant, a été donné depuis l'Etablissement d'éducation physique et sportive (EPS), par la plantation de 500 arbustes, a précisé à l'APS le chef du service des activités

de la jeunesse à la DJS, Hakim Kaledi. Les actions de reboisement, initiées en collaboration avec la conservation des forêts, se feront à travers les divers établissements du secteur, auberges et maisons de jeunes, ainsi que les quartiers adjacents, a-t-il ajouté, précisant que l'opération aura également pour objectif de rattraper le manque d'espaces verts sur l'ensemble du territoire de la wilaya, protéger l'environnement, freiner le phénomène de l'érosion du sol et renforcer le couvert végétal.

ILLIZI

Campagne de vaccination contre la poliomyélite

Une campagne de vaccination contre la poliomyélite a été lancée dans la wilaya d'Ilizi dans le cadre du programme national de vaccination ciblant les enfants et les nouveaux-nés, a-t-on appris samedi, auprès des services locaux de la santé. Encadrée par un personnel médical et paramédical de l'Etablissement public de santé de proximité «Ibn-Sina», la première phase de cette campagne, qui cible les enfants de moins de quatre (4) ans, vise l'éradication de cette pathologie à travers les différentes communes de la wilaya, no-

tamment les zones enclavées. Elle sera suivie d'une seconde opération (vaccination) de consolidation, a précisé le chef de service d'épidémiologie et de la prévention, Dr Yacine Dib. Menée à la même période de chaque année au niveau des structures de santé de proximité, cette campagne préventive, qui vise à éradiquer cette pathologie infantile dans la région, a été appuyée par une action de sensibilisation (conseils et orientations) et des émissions radiophoniques sur cette maladie et les mesures à suivre pour la prévention de la santé publique.

ANNABA

Hommage à l'historien Mohamed Arkoun

Le parcours intellectuel de l'écrivain, penseur, chercheur et historien algérien, Mohamed Arkoun (1928-2010), a fait l'objet d'une journée d'étude, organisée samedi à Annaba, avec la participation d'écrivains, d'universitaires et d'étudiants. La rencontre, organisée par la Bibliothèque principale de lecture publique d'Annaba en coordination avec l'Association algérienne des études philosophiques, s'inscrit dans le cadre du cycle de rencontres culturelles et intellectuelles initiées par la Bibliothèque principale de lecture publique de la ville pour faire connaître et mettre en avant de grands noms de la littérature et de la pensée algérienne, a précisé la directrice de cette structure, Salihia Nouacer.

Les participants à cette rencontre ont évoqué la pensée de Mohamed Arkoun et ses contributions pour enrichir le débat autour de la pensée et de questions philosophiques et spirituelles, mettant l'accent sur sa pensée critique qui «rejette les évidences et appelle à cultiver l'esprit critique pour répondre aux exigences de la

modernité et se conformer à son temps». Dans ce contexte, le Pr. Omar Boussaha, du département de philosophie de l'Université Alger-2, a considéré que Mohamed Arkoun était «un intellectuel libéré des postulats, qui abordait la pensée avec une vision prospective centrée sur l'esprit pour analyser et lire l'Histoire».

Dans sa conférence portant sur «La liberté et l'humanisme chez Mohamed Arkoun», le même universitaire a relevé que l'édition de la société pour Arkoun consistait à «libérer l'homme des contraintes imposées qui entravent le progrès des sociétés et à consolider les principes d'humanité pour réguler les relations et les rapports». De son côté, le Pr. Ali Khafif de l'université Badji Mokhtar de Annaba, a évoqué les mécanismes de l'analyse du discours de Mohamed Arkoun, en mettant l'accent sur l'aspect linguistique.

Le penseur algérien, Mohamed Arkoun, compte à son actif plusieurs ouvrages et écrits dont «Humanisme et interprétation dans la pensée de Mohamed Arkoun».

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

1er jounada el oula 1443				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h01	12h25	15h01	17h22	18h46



Répartis entre plusieurs communes Réception prochaine de plus de 7.000 nouveaux logements sociaux

Plus de 7.000 logement sociaux en cours de réalisation dans plusieurs communes seront réceptionnés au courant du 1^{er} trimestre de l'année prochaine, indiquent les services de la wilaya.

D.B.

Ce quota de logements sera destiné aux mal-logés de la wilaya dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire. Ce quota vient s'ajouter à quelque 14.000 autres logements qui ont été réceptionnés. Les opérations d'attribution qui ont été lancées il y a plus de quatre mois se poursuivront dans les tout prochains jours et concerneront à la fois les habitants du vieux bâti, ceux de la formule à points et les occupants des bidonvilles. Outre le logement social, un important quota de logements de la formule LPA sera aussi réceptionné au cours de l'année prochaine.

Lors de sa dernière visite d'inspection de plusieurs chantiers de logements par le wali d'Oran, M. Saïd Sayoud, ce dernier avait annoncé la levée du gel des projets de logements promotionnels aidés LPA, esti-

més à plus de 4.500 logements. Il a tenu à rassurer les souscripteurs et les promoteurs immobiliers concernés par cette formule que les projets de 4.500 LPA seront relancés et que toutes les contraintes seront levées. Oran a bénéficié d'un nouveau quota de 4.500 unités LPA en 2019, dont 1.700 situés dans le nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana». Cette formule a connu un engouement de la part des citoyens, pas moins de 33.000 demandes ont été formulées en 2018. Il y a lieu de signaler que près de 2.500 logements sociaux répartis sur plusieurs communes seront distribués prochainement à leurs bénéficiaires.

Selon nos interlocuteurs, le wali d'Oran M Saïd Sayoud a instruit l'ensemble des communes concernées pour l'affichage des listes dans les jours à venir, y compris pour les chantiers dont les travaux ont dépassé le taux de réalisation de 60%. Se-

lon les mêmes services, ces logements sont achevés et actuellement en phase d'affichage des listes des bénéficiaires et il ne reste que le passage de la phase des recours pour leur distribution. A ce titre, il es prévu la distribution de 400 logements à Oued Tlélat, 150 à El Braya, 300 à Boufatis, 156 à Aïn El Kerma, 200 à Sidi Benyebka, 300 à Aïn El Bya, 180 à Hassi Mefsoukh et 700 à Misserghine. Le retard dans l'attribution des programmes achevés des logements sociaux dans plusieurs communes de la wilaya est à l'origine de plusieurs actions de protestation des mal-logés à travers la wilaya d'Oran, notamment les habitants des bidonvilles. A ce titre, et selon des sources proches de la wilaya, une opération de relogement ciblant certains bidonvilles à l'image de Sidi Chahmi, Es-Senia et Ras El Aïn et programmée dans les prochains jours.

Sidi El Bachir

Une quantité importante d'ossements et de crânes d'animaux dans des poubelles



J. Boukraa

Une grosse frayeur avait pris, avant-hier soir, les habitants de la cité 1.600 logements de Sidi El Bachir dans la commune de Bir El Djir, après une découverte peu ordinaire. Ces derniers ont été stupéfaits de découvrir une montagne d'ossements et une dizaine de crânes d'animaux fraîchement abattus. Leur peur s'est accrue pensant qu'il s'agissait de carcasses d'ânes. Selon un habitant, les faits se seraient produits pendant la rencontre comptant pour la Coupe arabe FIFA se déroulant au Qatar entre notre équipe nationale et celle du Liban. Le ou les protagonistes auraient profité de ce créneau horaire où la cité et ses rues étaient désertées par les fans de foot pour jeter dans leurs poubelles cette grosse quantité de restes de boucherie. Un autre ajoute que les voisins avaient contacté l'association de pro-

tection des consommateurs qui s'est chargée d'alerter les autorités locales dont la police.

L'inquiétude a donc gagné la population. Une vidéo montrant les os et la viande jetés à même le sol a ébranlé les réseaux sociaux à Oran. Les riverains se sont interrogés sur l'origine et la destination de cette viande. Qui sont derrière cet abattage ? Un citoyen a pris la peine d'avertir la population et les riverains en disant: «faites attention à ce que vous mangez». Les premières constatations faites par les services concernés ont dévoilé qu'il s'agit bel et bien d'une viande bovine.

Cette découverte étrange a fait raviver l'affaire de la viande hachée de baudet commercialisée en tant que viande ovine, il y a quelques années à Oran et à Alger. Plusieurs citoyens ont manifesté leur colère et leur peur de tomber entre les mains de personnes sans

scrupules en mesure d'accomplir le pire pour le gain facile.

Les riverains ont lancé un appel aux services concernés pour ouvrir une enquête et mettre toute la lumière sur cette découverte, notamment que les carcasses avaient été jetées récemment, et cela est confirmé par la couleur de la viande fraîche, en plus d'être jetées dans un endroit exposé et en milieu urbain. Pour rappel, plusieurs fois des carcasses d'ânes ont été découvertes dans des quartiers à Oran. La dernière fois remonte à 2019 où des restes d'ânes ont été découverts loin de Haï El Yasmine. Cinq têtes d'ânes ont été jetées au beau milieu des déblais. La découverte faite la nuit de samedi à dimanche à Sidi El Bachir nous rappelle que l'abattage clandestin est devenu une pratique courante, tout au long de l'année, à travers plusieurs communes limitrophes.

L'ambassadeur du Japon en visite à Oran Pour une coopération bilatérale plus renforcée

K. Assia

Les relations algéro-japonaises sont excellentes, a indiqué l'ambassadeur du Japon en Algérie son excellence M. Kono Akira en marge de sa visite de courtoisie effectuée avant-hier samedi au siège du journal «Le Quotidien d'Oran». Des relations bilatérales qui, selon le diplomate, remontent bien à avant l'indépendance de l'Algérie comme en témoigne le bureau régional d'Extrême-Orient du FLN installé à Tokyo en 1958. Dans ce contexte, l'ambassadeur rappelle l'évolution de ces relations d'amitié après l'indépendance, notamment dans les années 70 et 80 où des entreprises japonaises à l'exemple de JGC ont contribué au développement du secteur des hydrocarbures notamment à Arzew avec la réalisation de la raffinerie de pétrole ou encore le complexe gazier de Hassi Rmel. Après un ralentissement des relations dû à la décennie noire et l'attaque terroriste perpétrée en 2013 à Tiguentourine, la coopération entre les deux pays a été relancée avec la stabilité de la situation sécuritaire et les consultations effectuées entre les

représentants des deux gouvernements.

Par ailleurs, ces relations ont été aussi «ralenties» par la pandémie du Covid-19, une crise sanitaire qui malheureusement a eu ses effets partout dans le monde et depuis le rétablissement de la situation sanitaire, les choses ont repris. «Ainsi, l'on assiste à une reprise des contacts entre les opérateurs économiques japonais et leurs homologues algériens», a noté le diplomate. Il souligne à cet effet le séminaire en ligne «Algeria Business & Economic Seminar: Challenges and Opportunities» organisé le 28 septembre dernier à Tokyo par le bureau de promotion des investissements et de la technologie BPIT de l'Organisation des Nations unies pour le développement des industries ONU-DI de Tokyo en collaboration avec l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI). Divers organismes ont pris part à cet événement à l'exemple de l'ANDI, la CACI, Sonelgaz, Bomare, JICA, JETRO et plus de 120 entreprises japonaises.

En affichant l'intérêt accordé par les hommes d'affaires nippons au marché algérien, le diplomate a

tenu à souligner qu'avec les réformes engagées par l'Algérie en matière d'investissement, l'annulation de la loi 51/49 et la stabilité du pays, le climat d'affaires s'annonce favorable aux investissements et l'Algérie dispose de nombreuses potentialités, de richesses et d'atouts prometteurs pour le renforcement de la coopération bilatérale. Par ailleurs et afin de promouvoir la coopération et encourager les opérateurs économiques à identifier les opportunités d'affaires dans plusieurs secteurs d'activités, le diplomate a rencontré dans la matinée de samedi le wali d'Oran et également les opérateurs économiques au siège de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie.

Notons que le ministre de l'Industrie M. Zeghdar avait précisé lors de sa rencontre en octobre dernier avec l'ambassadeur du Japon en Algérie que les portes de coopération et de partenariat sont ouvertes aux investisseurs japonais dans tous les domaines industriels, particulièrement les industries électroniques et mécaniques où le Japon détient une vaste expérience, de par la maîtrise de la technologie.

Misserghine Un homme mortellement fauché par une voiture

Un cadavre de sexe masculin a été déposé avant-hier à la morgue après avoir été victime d'un grave accident de la voie publique. Selon un communiqué de la protection civile, le drame s'est produit sur le boulevard périphé-

rique à hauteur de la commune de Misserghine. L'homme, qui ne portait aucune pièce d'identité sur lui, a été fauché par une voiture. Il est mort sur le coup. Une enquête a été ouverte.

J.B.

En hommage au Pr Hadj Miliani Des «journées littéraires» du 8 au 24 décembre

Houari Barti

La 1^{re} édition des Journées littéraires d'Oran, baptisées «Etre écrivain.e», prévue du 8 au 24 décembre prochains seront en hommage au défunt Professeur Hadj Miliani. Selon les organisateurs de ces journées, c'est «à la veille de son tragique départ, dans une discussion à bâtons rompus, que Hadj Miliani faisait partie de son voeu le plus cher : l'organisation du Salon local du livre à Oran et qui serait à l'origine de mouvements littéraires et participerait à la construction d'un statut de l'écrivain.e notamment lorsque celui ou celle-ci est nouvelle-

ment entrant dans le champ littéraire.» Et c'est en réponse à son rêve que «nous nous appuyons, en son Hommage, pour organiser aujourd'hui cet événement «Journées littéraires» que nous espérons être à la hauteur de ses aspirations», souligne-t-on. Les objectifs assignés à ces journées, précise-t-on par ailleurs, sont de contribuer à la construction de «l'Etre écrivain (e)», faire rencontrer de jeunes écrivain.e.s avec des auteur.e.s chevronné.e.s, œuvrer et faciliter la rencontre entre auteur.e.s et maisons d'édition, créer une dynamique littéraire qui englobera l'écriture, l'édition, la distribution, la

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

AMER Tatya, 73 ans, Boulanger
BENMACHTA AEK, 30 ans, Arzew
AZIFRANE Aïcha, 88 ans, St Eugène

Horaires des prières pour Oran et ses environs

1er jourmada el oula 1443				
El Fedjr 06h29	Dohr 12h54	Assar 15h32	Maghreb 17h53	Icha 19h16



lecture, la recherche et l'art de la lecture, à voix haute, permettre à des intellectuels, le.s de confronter leurs idées dans les domaines de la littérature écrite et orale, dans le domaine du patrimoine matériel et immatériel et autres liés à cet événement. Et de préciser enfin : «Ces Journées littéraires en hommage à Hadj Miliani» nous les voulons comme un espace dédié à la monstration de l'Art d'écrire, d'apprentissage de l'écriture pour donner envie aux jeunes de devenir écrivain.e car pour nous l'acte «d'écrire» et l'acte «de lire» sont les symboles premiers de l'acte citoyen.ne».

Au programme, une série de conférences avec des chercheurs, auteurs, éditeurs et libraires, des présentations d'œuvres littéraires et ventes-dédicaces, des ateliers d'écriture, de lecture à voix haute, des activités artistiques et culturelles et une ballade, à Sidi El Houari, sur les traces de Hadj Miliani.

Commune d'Oran

Les défis et les priorités de la nouvelle équipe municipale

Houari Saaïdia

Certes, les voyants du tableau de bord ne sont pas au rouge. Mais ils ne sont pas au vert non plus. Dans son ensemble, la situation laissée derrière elle par l'équipe municipale sortante est défavorable à bien des égards. En témoigne le rapport accablant de l'IGF ayant décortiqué la gestion comptable et financière de la commune sur la période 2017-2021. Les mesures d'exception prises par l'actuel wali d'Oran, dont le transfert de gestion de la collecte des déchets ménagers de la commune vers la wilaya par le biais de son EPIC 'Oran Propreté', assortie d'une saisine de la justice sur fond de « graves irrégularités » mises à nu par l'audit-expertise de l'Agence nationale des déchets (AND), en remettent une couche et enfonçant le clou. Or, à quelque chose malheur est bon, ce sont ces mêmes « alertes » données par des instruments étatiques d'expertise et de contrôle qui devront servir de guide et, par là même, faire œuvre de feuille de route pour une sorte de plan de redressement communal. Et ce, pour peu que la nouvelle Assemblée populaire communale qui devra être installée sous peu sache les utiliser à bon escient. Encore faut-il d'abord qu'il y ait Assemblée populaire communale « stricto sensu ». Une Assemblée, pas un assemblage, à la tête de cette collectivité.

l'Assemblée, la loi de l'autorité et la citoyenneté territoriale de base de l'Etat, qui de plus est la plus grande du pays. Une instance délibérante avec un conseil exécutif, en symbiose avec l'administration communale. Le tout sous l'autorité du président de l'APC. Cet élémentaire, en vérité, n'était pas présent dans le cas de l'équipe qui vient de tirer sa révérence. Ou plutôt n'existaient que sur papier. Dans la réalité, l'Assemblée générale était atomisée, désagrégée, déchirée par les conflits intestins. Les brouilles internes ont pris naissance au sein du cabinet 'boulevard la Soummam' dès les premiers jours ayant suivi la cérémonie d'installation. Pour s'intensifier et se radicaliser au fil des cessions. Avec comme principale pomme de discorde, les distributions de rôles à l'occasion du casting des vice-présidences et des commissions permanentes et autres postes-clés.

DÉFI N°1 : UNE EQUIPE SOUDÉE

Au mi-mandat, la situation était déjà sur le fil du rasoir. Boycott des briefings, des réunions du conseil exécutif et même des assemblées générales, actions de débrayage, insubordination et refus de travail, refus collectif de signature de délibérations, menace de retrait de confiance au maire...on aura tout vu à la commune d'Oran version 2017-2021. Néanmoins, le maire Boukhatem pouvait toujours compter sur un « noyau dur » d'élus pour assurer le quorum lors des AG délibératives et éviter le blocage et, partant, le gel des affaires courantes de la commune. La tutelle, la wilaya en l'occurrence, pour sa part, n'est jamais tombée dans le panneau : sa réaction était toujours pondérée, sage, transcendante. Les sombres desseins de certains dissidents n'avaient aucune chance d'aboutir. C'était en tout cas sans compter sur la clairvoyance de l'Etat et la vigilance de ses services de renseignement pour espérer voir venir une décision de dissolution de l'Assemblée au motif de « graves différents » entre les membres de l'APC. Un tel scénario extrême ayant pu être évité, la machine communale ne s'est jamais arrêtée de fonctionner. Mais, clairement, elle tournait au ralenti. Et à vide parfois. La gestion quo-

C'est peu dire que la nouvelle Assemblée élue qui tiendra les rênes de la commune d'Oran aura fort à faire pour remettre d'aplomb l'institution tant il est vrai que la situation dont elle héritera est difficile. Voici, à grands traits, les défis qui attendent au tournant la nouvelle équipe municipale.



tidiennes, l'administration, l'animation, l'entretien de l'environnement, le fonctionnement, le management, les programmes d'équipement-investissement, la valorisation des produits domaniaux, le recouvrement des recettes, la création de richesses, le développement économique, la communication, la promotion de l'image de la ville... rien n'était à la hauteur d'une ville censée être (ou devenir en tout cas) une métropole méditerranéenne. Bien loin de là. La désunion et les conflits d'intérêt au sein de l'Assemblée y étaient pour beaucoup dans ce sinistre tableau.

APPRENDRE DU PASSÉ
POUR MIEUX BÂTIR L'AVENIR

A la future équipe municipale d'en tirer des leçons. Former une équipe soudée, un bloc compact, est donc le premier défi qui attend au virage les nouveaux membres élus de l'APC d'Oran, dont accouchera le scrutin du 28 novembre. Pour le reste, les nouveaux élus n'auront pas à s'essorer les méninges pour connaître là où ça marche mal et là où ça ne marche pas du tout. C'est un livre ouvert depuis le dernier audit de l'Inspection générale des Finances (IGF). Les futures gestionnaires de la ville n'auront qu'à lire le rapport d'audit. Le premier grief retenu par les auditeurs de l'IGF ayant passé au peigne fin la finance et la comptabilité de la commune d'Oran au titre du quinquennat 2017-2021 peut être résumé en un recul net des recettes par rapport à la fiche de calcul relative à la fiscalité locale ainsi que des dépenses démesurées de l'ordre de 85%. La commune recouvre peu d'argent et en dépense trop, pour faire bref. Une situation expliquée alors par l'APC par le fait que « la commune a, de tout temps, présenté un budget équilibré dont les recettes au titre des produits fiscaux (fiche de calcul n°6) constituaient 70% de ses ressources financières, et ce outre l'aide de la Caisse de solidarité et de garantie des Collectivités locales, la dotation pour la compensation de la moins-value fiscale et la subvention d'Etat pour les salaires des personnels communaux, lesquelles contributions consistaient en une moyenne de 3,7 milliards de DA par an, mais qui ont été suspendues par l'Etat dès 2016 (dans le cadre des mesures de rationalisation budgétaire, en l'occurrence) ». Touchée de plein fouet par cette décision de coupe budgétaire, et devant le fait accompli, la commune d'Oran n'a eu d'autre choix pour amortir le choc et pouvoir joindre les deux bouts que d'agir sur des leviers alternatifs -devenus impératifs- dont l'actualisation et la valorisation de ses produits patrimoniaux et la création de nouvelles ressources propres, dont un tableau exhaustif a été joint à la lettre-réponse de l'APC. Ainsi, note encore le compte-rendu

explicatif de l'APC, « le total correspondant aux bons de versement transmis à la Trésorerie communale représente 60% des prévisions, soit en principe une nette amélioration dans les recettes par rapport aux années antérieures à 2016 ». Mais, sur le terrain, cela s'est avéré un dispositif à effet éphémère. L'état de santé financière de la commune ne s'est pas amélioré, en tout cas. Pire, il s'est dégradé. Peu à peu, d'année en année.

LE NERF DE GUERRE : LE PLUS GRAND DÉFI

Les raisons ? « Ce qui a entraîné la décadence de la situation financière de la commune et provoqué de fait une incapacité à payer les dettes, c'est le mauvais recouvrement au niveau de la Trésorerie communale et ce qui le correspond en charges obligatoires dépassant parfois la barre des 85%, dont la masse salariale qui se taille, à elle seule, une part de 70% du fait qu'Oran est la plus grande commune du pays, avec 18 délégations communales réparties sur un territoire s'étendant sur 64 km² ». Il faut avoir un bandeau sur les yeux pour nier le bond quantitatif et qualitatif réalisé par l'APC ayant fraîchement épousé son mandat en matière de fructification du potentiel productif de la ville, avec à la baguette une cinquantaine de délibérations se rapportant à la valorisation de biens communaux, l'augmentation de taxes et droits, la création de nouveaux prélèvements ponctués en échange de services donnés et autres droits et redevances auprès des contribuables, la mise en place de nouvelles ressources financières notamment à travers le mode de concession via adjudication, etc. Cependant, les retombées sonnantes et trébuchantes de ces mesures sont restées bien loin des résultats escomptés et encore davantage du potentiel valorisable d'une grande ville et capitale régionale qu'est Oran. La commune n'est pas sortie de l'auberge : A chaque année, BP et BS ne couvrant même pas les charges obligatoires dont la faramineuse masse salariale, la commune d'Oran se retrouvait tributaire des subventions d'Etat, elles mêmes dépendantes des recettes des hydrocarbures. Autant dire qu'on se plaisait encore et toujours dans ce système rentier par excellence. En tout état de cause, l'un des plus grands chantiers, si ce n'est le plus grand chantier, pour l'APC d'Oran désormais, c'est l'amélioration de ses recettes. Pour un départ à partir d'une base solide, l'ordonnateur, le maire, l'agent doit faire face à l'entretien, le perfectionnement. Bref, le nouveau locataire du cabinet 'boulevard de la Soummam' doit faire des changements de fond dans ce registre, mais qui soient bien étudiés sous peine de retomber dans les travers des politiques précédentes. Le deuxième défi, c'est le problème des dettes communales. L'endettement est l'un des dossiers sulfureux et non moins épiqueux qui rongent la commune d'Oran. 6 milliards de DA. C'est la consistance de la dette cumulée durant les exercices comptables de 2016 à 2020. L'APC sortante, qu'en a-t-elle dit? Les mêmes arguments de fond évoqués dans le point relatif à l'état des finances ont été réitérés là encore, en l'occurrence l'aide de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, la dotation pour la compensation de la moins-value fiscale (156 milliards de centimes), la subvention d'Etat pour les salaires des personnels (152 milliards de centimes) plus une dotation pour l'entretien des écoles (27 milliards), qui ont toutes sauté dès 2016, au grand dam de la commune. Conséquence : manque de liquidités à la Trésorerie communale, ceci alors que la commune était liée par des engagements de dépenses auprès du contrôleur financier (CF) à hauteur de 80 à 85% vu la consistance du plan de fonctionnement de la commune d'Oran. Devant cet état de fait, l'APC a fait des mains et des pieds pour atténuer la forte crise de liquidités, mais sans grande réussite puisque le problème du sous-recouvrement, tant fiscal que patrimonial, est resté entier. Et ce, poursuit le compte-rendu de la commune, en dépit de la disponibilité de crédits budgétaires si bien que la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales est venue au secours de l'APC, fin 2016, par une subvention sous le sceau de l'urgence d'une valeur de 67 milliards de centimes pour couvrir 4 mois de salaires impayés pour les travailleurs.

LE LOURD HÉRITAGE: PLUS DE 600 MILLIARDS DE DETTES

«Dans la foulée de cette crise, sur ordre du wali, une réunion entre les responsables de la wilaya et ceux de la

commune a été tenue au siège de la wilaya, où instruction a été donnée au Trésorier communal de prioriser le paiement des salaires des personnels communaux sans procéder aux retenues salariales, y compris celles liées aux cotisations de la Caisse nationale des Assurances sociales. Et c'est à partir de là que les dettes ont commencé à s'accumuler autre mesure bien que la commune ait tenté de redresser la situation et limiter les dettes à partir de 2019, et ce au travers un faisceau de mesures de rationalisation drastiques tant en fonctionnement-gestion qu'en investissement-équipement au point où le taux de consommation budgétaire de la commune est passé de 90 à 70% de 2020 à 2021». Dossier sous-jacent du gros dossier des dettes, les créances réclamées à la commune d'Oran par les établissements publics de wilaya (en l'occurrence les EPIC Oran propriété, Oran Vert, Ermes Oran et CET Oran). Dans le fond, c'est tout le dossier des contrats-programmes APC- EPIC de wilaya qui doit être réexaminé en profondeur par la commune. Idem pour certaines dettes concernant les sociétés publiques Sonelgaz et Seor, dont les valeurs excèdent les montants des marchés annuels respectifs signés avec l'APC. Autre dossier à traiter en priorité, voire même en urgence : les dettes communales auprès de la CNAS, plus précisément celles concernant les cotisations des travailleurs saisonniers avant leur régularisation en 2020, d'un montant global de 60 milliards de centimes. Le dossier des contrats-programmes est également l'un des points importants à inscrire sur l'agenda de la prochaine équipe communale d'Oran.

CONTRATS-PROGRAMMES APC-EPIC : UN PARTENARIAT À REVOIR

En effet, les auditeurs de l'IGF ont, dans le cadre de leur mission de contrôle et de vérification de la gestion financière et comptable au sein de la municipalité d'Oran, passé sous la loupe le dossier ayant trait aux subventions octroyées par cette commune aux établissements publics de wilaya. La réponse des gestionnaires communaux était nette et concise: «Effectivement, la commune octroyait des subventions financières aux établissements de wilaya, en l'occurrence Oran Ermes, Oran Propreté, Oran Vert et Oran CET, tout en concluant des contrats-programmes avec celles-ci en vertu de quoi elles prenaient ses services à la commune. Ces contrats n'étaient pas signés par l'APC de son plein chef mais étaient imposés par la tutelle, représentée par la wilaya, tout comme les subventions dont il est question, lesquelles devaient sur ordre de la wilaya également être obligatoirement budgétisés dans le budget communal, outre certains travaux hors programme (non couverts financièrement par le contrat-programme APC-EPIC) qu'effectuaient ces opérateurs publics au profit de la commune, mais qu'ils comptabilisaient en tant que créances sur services faits». Une «entorse à la loi», selon l'APC d'Oran, qui a poussé l'IGF à intervenir pour rétablir la loi en corrigeant, tout d'abord, le montant des dettes et en invitant, ensuite, l'APC et ses contractants de la wilaya à «légaliser» leur partenariat en passant par la seule voie légale du code de marchés publics. Ce à quoi se sont conformés les concernés dès 2022, suivant les dispositions du décret exécutif n° 247/15 du 16 mars 2015 et les directives de l'IGF.

TLEMCEN

L'agriculture, une affaire familiale

La zone nord du chef-lieu de Tlemcen est un des vergers de la wilaya. En témoigne la diversité de ses productions d'agrumes, céréales, pois chiches, fèves, pommes de terre, olives, pêches, abricots, cardes, laitues, grenades, melons et pastèques cultivés sur l'ensemble des communes de Chetouane, Fehoul, Sebâa Chioukh, Ain Youcef, Remchi, Bensekrane, Hennaya, Zenata et Ouled Ria.



Khaled Boumediene

En effet, l'agriculture familiale s'est nettement développée dans la vallée de Sekkak qui s'étend de l'agglomération rurale d'Ain Houtz jusqu'à la localité de Boukorra (commune d'Amieur) et Ain Youcef où de nombreuses exploitations de petite dimension sont travaillées chacune par une famille de la région. C'est par leur dévouement, leur passion et leur dur labeur que les exploitations connaissent un développement plus important et que ces familles qui ont péniblement défriché des sols d'alluvions et dépôts (cailloux, sables, boues) et des sols argileux, calcaires et rocheux, pour multiplier leurs superficies consacrées aux agrumes et olives et ce, malgré les qualités chimiques offertes par les sols qui ne sont pas toujours excellentes, en raison du manque de potasse et de l'acidité par endroits. De nombreux agriculteurs ont réussi à transformer leurs terres lourdes et caillouteuses en terre végétale très cultivable. Ce vaste verger irrigué à partir de l'oued qui alimente le barrage de Sekkak bénéficie des conditions agro-climatiques favorables.

Ce genre d'agriculture repose essentiellement sur de la main d'œuvre familiale, aussi bien les hommes que les femmes. Seuls travaillent à plein temps les membres de la famille. Une petite partie de la production est consommée par

la famille elle-même, le reste alimente les marchés. « Le travail de la terre améliore les moyens de subsistance et crée des liens forts entre la famille et l'exploitation. Ici, tout le monde a conservé cette forme d'organisation même si certains héritiers agricoles ont procédé au morcellement de leur parcelle, pour sauvegarder l'entente entre les membres de la famille. »

A un jet de pierres de ces nouveaux vergers se trouvent les plantations d'agrumes de nombreuses familles (Bendimerad, Abdelali, Ould Aissa, Benyarou, Drici, Safi, Faradj, Khaled, Abdeldjebar, Sebâa, Hamadi, Bellil, Kendouci, Hammou, Beddai, Louati, La-black, Ould Kaddour, Rahou, etc.) de la plaine de Hennaya, pour qui l'agriculture familiale s'est imposée comme un mode de vie. Leurs vergers sont, alors, pour une bonne part composés de thomson, clémentine, mandarine et de citron. Les agrumes au goût unique de la famille Bendimerad sont très célèbres en raison de l'expérience acquise dans le domaine de l'amélioration des traitements par la sélection des plants, le perfectionnement des pratiques et techniques culturales et la lutte contre les maladies. Ces familles exploitantes qui maîtrisent parfaitement, de père en fils, le travail du sol et de la fumure organique, contrôlent les principales ressources qui sont utilisées dans l'exploitation. Il s'agit notamment de la terre, du bétail, des cultures, du

matériel génétique de la ferme ou de la maison, des bâtiments, des équipements et de manière plus générale du savoir-faire qui indique comment combiner et utiliser l'ensemble de ces ressources. « L'exploitation familiale est le lieu d'auto-emploi et de progrès pour la famille. Toutes les activités agricoles reposent sur la famille qui grandit de plus en plus, en relation avec de nombreux aspects du développement rural. D'ailleurs, l'agriculture s'est beaucoup développée dans le nord de la plaine de Hennaya et le long de la vallée de Sekkak, qui abrite aujourd'hui de belles orangeraies auxquelles s'ajoutent les vergers d'oliveraies. Cette préférence de la vallée de Sekkak pour les agrumes tient aussi à de bonnes conditions physiques et à l'irrigation qui ne pose pas de gros problèmes car l'eau coule souvent dans l'oued. Les températures conviennent tout particulièrement et les gelées hivernales sont moins nuisibles car les champs sont cependant arbris. Loranger et le citronnier sont des espèces qui se développent dans les zones où le gel est absent », explique Abderrazek, un ancien agriculteur de la plaine de Hennaya.

Il faut noter que l'aviculture et l'oléiculture se développent de plus en plus dans la plaine de Hennaya, qui s'étend sur plus de 9.000 hectares, à l'image des fermes des familles Khemmar, Benyahia et Abdellali qui sont entrées en production, ces dernières années.

AIN TÉMOUCHENT

Opération de recherche d'un noyé à la plage de Terga

Les unités de la protection civile ont lancé une vaste opération de recherche d'un noyé dans la zone rocheuse de la plage de Terga, a-t-on appris samedi du directeur de wilaya de ce corps d'intervention, le commandant Mouad Bensalem.

Sitôt informés vendredi soir d'une noyade de deux jeunes dans une zone rocheuse de la pla-

ge de Terga, les éléments de la protection civile se sont déplacés sur les lieux où ils ont réussi à secourir l'un d'eux qui a reçu les soins nécessaires et les efforts se poursuivent sur le terrain à la recherche au large du deuxième jeune, âgé de 21 ans, porté disparu, a indiqué l'officier de la protection civile.

L'équipe des plongeurs relevant de la protection civile intensifie les

efforts au large à la recherche du noyé, appuyé par d'autres éléments de l'unité principale d'intervention et de l'unité secondaire de la daira d'El Malah, dans l'espoir de le trouver», a précisé le commandant Bensalem.

La mer, très agitée, a rendu difficile la mission des éléments de la protection civile et l'opération de recherche, a-t-il relevé.

SIDI BEL ABBÈS

Le cri de détresse d'éducateurs d'enfants trisomiques

M. Delli

Ils sont pas moins de 120 enfants handicapés pris en charge sur tous les plans par l'association «Eniaama» afin d'assister les familles et prodiguer une éducation à ces enfants qui n'ont pas eu la chance de fréquenter des établissements scolaires classiques. C'est grâce à la bonne volonté d'un groupe d'encadreurs que le centre d'accueil de ces enfants est maintenu ouvert. A l'occasion de la journée mondiale des handicapés, c'est un cri de détresse qui est lancé par des éducateurs et éducatrices en direction des autorités locales.

BECHAR

Des renforts pour le centre anti-cancer

Le service de médecine nucléaire du centre régional de lutte contre le cancer de Bechar vient d'être renforcé en équipements médicaux nouveaux, dans le but d'une meilleure prise en charge des malades, a-t-on appris samedi auprès de la direction de cet établissement hospitalier spécialisé (EHS).

L'opération, qui vise le confortement en équipements modernes de cet EHS, va permettre une meilleure prise en charge des patients tant du Sud-ouest, que des autres régions du pays, a affirmé son directeur, Abdelkrim Behih.

« La mise en service de ces équipements est en train de se faire actuellement sous la supervision de spécialistes du Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) », a précisé M. Behih, en soulignant que le COMENA, organisme public, est le seul habilité à travers le pays au contrôle de conformité réglementaire des installations utilisant les rayonnements ionisants.

La dotation de l'EHS en équipements de médecine nucléaire va permettre de grandes perspectives thérapeutiques, à travers l'accueil, le diagnostic et le traitement des pa-

tients atteints de cancers dans leur première phase, de même qu'elle va permettre de meilleurs résultats thérapeutiques, a estimé M. Behih.

Réalisé au titre du plan national anti-cancer, l'EHS, localisé au Nord de Bechar, s'étend sur sept (7) hectares et dispose de plusieurs services médicaux spécialisés dans le dépistage des cancers, la prise en charge et l'accueil des malades.

Il s'agit des services d'oncologie médicale, d'hématologie, de médecine nucléaire, de chirurgie, d'anesthésie-réanimation, d'imagerie médicale, de consultations, en plus d'un laboratoire central et d'une morgue, tous dotés d'un équipement ultramoderne, a-t-il fait savoir.

« Une réelle pression a été constatée ces derniers mois sur nos services, notamment celui de radiothérapie qui reçoit quotidiennement 75 patients issus des différentes régions du pays », a poursuivi M. Behih qui souhaite que les patients « s'enregistrent sur la plateforme numérique de l'EHS avant de venir pour des consultations en radiothérapie », en vue de « faciliter l'organisation et réduire les délais des rendez-vous ».

CHLEF

Une caravane en attendant des infrastructures culturelles

Une caravane culturelle et artistique est arrivée samedi dans la commune de Brira à la faveur d'une initiative de l'association «Ahlam» pour les échanges culturels et artistiques dans la wilaya.

Au programme de la manifestation, abritée par l'école Youssenadj Djelloul relevant de la commune de Brira, la présentation de spectacles de clowns, de musique et des contes, en plus de concours intellectuels destinés aux enfants et des spectacles de chants pour adultes en après-midi. «Cette caravane a pour but l'animation de la scène culturelle locale et faire connaître et partager les activités culturelles et artistiques des différentes régions de la wilaya, la commune de Brira étant considérée comme une zone reculée qui accuse un manque en structures de loisirs», a indiqué à l'APS la présidente de l'association, Kheira Barbari.

Les différents spectacles culturels programmés dans le cadre de la caravane sont adaptés, a souligné la présidente de l'association Ahlam, au thème de la Journée mondiale du bénévolat, coïncidant avec le 5 décembre de chaque année, célébrée cette année sous le signe «Le volontariat, une culture et des valeurs de citoyenneté», dans l'objectif d'ancrer, chez les enfants notamment, les valeurs de l'entraide et la politique de l'engagement. Le public présent à la manifestation a loué l'organisation de ce type d'activités visant à animer la scène culturelle et à rapprocher les activités artistiques des différentes franges de la société.

Déplorant le manque de structures de loisirs, Sofiane Araoubine, un visiteur, s'est particulièrement félicité de ce type d'activités, qui, «outre l'animation de la scène culturelle, contribue également aux échanges culturels entre les différentes régions de la wilaya», a-t-il estimé. La caravane culturelle a déjà sillonné les communes reculées de Beni Rached, Mssedek et Beni Bouatab, dans l'attente de la programmation d'autres communes, dans les prochains jours, en coordination avec les directions de la culture et des arts et de la jeunesse et des sports.

AIR ALGERIE



VOLS NATIONAUX

Vol Départ

LUNDI

Oran - Alger 08h30
Oran - Alger 09h35
Oran - Alger 14h25
Oran - Constantine 08h00
Oran - Adrar 10h20
Oran - Annaba 13h15
Oran - Béchar 13h30

MARDI

Oran - Alger 08h00
Oran - Alger 12h25
Oran - Alger 17h00
Oran - Constantine 08h35
Oran - Adrar 12h05

MERCREDI

Oran - Alger 08h15
Oran - Alger 16h45
Oran - Alger 17h15
Oran - Elbayadh 07h15
Oran - Bechar 10h15
Oran - Timimoune 11h00
Oran - Constantine 11h45
Oran - H.Messaoud 15h55

JEUDI

Oran - Alger 08h15
Oran - Alger 10h05
Oran - Alger 17h00
Oran - Ouargla 08h00
Oran - Tamanrasset 09h00
Oran - El Oued 13h20
Oran - Annaba 14h35
Oran - Adrar 15h45

VENDREDI

Oran - Alger 08h15
Oran - Alger 10h35
Oran - Alger 17h00
Oran - Timimoun 08h00
Oran - Tindouf 09h00
Oran - H. Messaoud 14h30

SAMEDI

Oran - Alger 08h15
Oran - Alger 10h50
Oran - Alger 17h00
Oran - Béchar 08h10
Oran - Annaba 13h20
Oran - Ghardaïa 14h00

DIMANCHE

Oran - Alger 08h15
Oran - Alger 10h45
Oran - Alger 17h15
Oran - Mecheria 08h00
Oran - Tindouf 11h05
Oran - Adrar 12h20

TRAIN - SNCF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER -----

06h10 11h25
08h00 12h00
10h00 14h09
12h30 17h54
15h45 19h46

----- ALGER - ORAN -----

06h10 11h25
08h00 12h00
10h00 14h09
12h30 17h54
15h45 19h46

ORAN - ARZEW

05h30 06h18
08h30 09h18
13h40 14h28
17h05 17h53

ARZEW - ORAN

06h30 07h22
09h30 10h18
15h00 15h48
18h30 19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10 09h15
13h30 14h35
17h02 18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57 07h04
09h20 10h24
14h40 15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50 15h12
16h00 18h32

TLEMCEN - ORAN

05h40 08h09
10h00 12h22

TLEMCEN - MEGHNIA

17h00 18h23

MEGHNIA - TLEMCEN

06h00 07h24

ORAN - SBA

17h10 18h32

SBA - ORAN

05h30 06h47

ORAN - CHLEF

16h15 18h35

CHLEF - ORAN

06h50 09h16

ORAN - RELIZANE

17h30 19h03

RELIZANE - ORAN

05h45 07h32

ORAN - SAIDA

15h20 17h59

SAIDA - ORAN

07h00 09h42

ORAN - BECHAR

10h20 17h11

BECHAR - ORAN

06h15 13h10

CINÉMATHÈQUE D'ORAN

Lun 06-12-2021	IL REVIENDRA	14H
Mar 07-12-2021	TCHEBTCHAK MARICAN	16H
	WINNA	
	TCHEBTCHAK MARICAN	14H
	IL REVIENDRA	16H

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► Mardi 07 décembre à 15h
Théâtre enfant : «PINOCCHIO»



Par : théâtre régional d'Oran

► Mercredi 08 décembre à 14h
Après-midi poétique (Littéraire)
Par : Ass/ wahy el moutakafine

► Mercredi 08 décembre à 17h
Théâtre adultes : «Doukhane Bila Nar»



Par : Coop/ Noudjoum

► Jeudi 09 décembre à 17h
One woman show : «MERYOUMA»



Par : Amir Meriem

► Samedi 11 décembre à 14h
Café littéraire : «ZEDDOUR IBRAHIM»
Par : théâtre régional d'oran

► Samedi 11 décembre à 17h
Match d'improvisation
«ARWAH NAHKOU HKAYETNA»
Par : Les Drolemadaires

INSTITUT FRANÇAIS

Ciné goûter : Ailo une odyssee en laponie

► Mardi 07 décembre à 16h00
à Institut Français d'Oran
Ailo une Oysée en Laponie raconte le combat pour la survie d'un petit renne sauvage, frêle et vulnérable face aux épreuves qui jalonnent sa première année. Son éveil au monde sauvage est un véritable conte au cœur des paysages grandioses de Laponie.

Conférence Influences musicales algériennes dans l'œuvre de camille saint-saëns

► Mercredi 08 décembre à 18h00
à Institut Français d'Oran
Avec Mouloud Ounnoughène, neurochirurgien, pianiste et compositeur. Enfant prodige de la musique, Camille Saint-Saëns (1835-1921) est pianiste, organiste et improvisateur de génie. Doué d'une oreille absolue et d'une mémoire prodigieuse, il séjournera 19 fois en Algérie durant la période s'étalant entre 1873 à 1921.

MÉTÉO

AUJOURD'HUI DEMAIN

ORAN	Ensoleillé Max.19-Min.11
Légère pluie Max.17-Min.12	
MOSTAGANEM	Ensoleillé Max.18-Min.11
Ensoleillé Max.16-Min.13	
TLEMCEN	Ensoleillé Max.17-Min.7
Nuageux Max.11-Min.7	
MASCARA	Ensoleillé Max.17-Min.6
Ensoleillé Max.13-Min.7	
TIARET	Ensoleillé Max.14-Min.3
Légère pluie Max.8-Min.3	
CHLEF	Ensoleillé Max.18-Min.18
Ensoleillé Max.15-Min.10	
BÉCHAR	Ensoleillé Max.16-Min.8
Ensoleillé Max.17-Min.10	
ALGER	Ensoleillé Max.18-Min.11
Légère pluie Max.15-Min.11	
CONSTANTINE	Ensoleillé Max.13-Min.4
Légère pluie Max.8-Min.3	
ANNABA	Peu nuageux Max.17-Min.11
Légère pluie Max.13-Min.10	

COTATIONS HEBDOMADAIRE

Billets	Achat	Vente
1 USD	136,74	145,08
1 EUR	4163,69	164,14
1 GBP	181,61	192,72
100 JPY	120,66	128,06
1 CHF	148,38	157,46
1 CAD	106,98	113,55
1 DKK	20,80	22,07
1 SEK	15,06	15,98
1 NOK	15,07	15,99
1 AED	37,22	39,50
1 SAR	36,45	38,67
1 KWD	451,27	480,08
Chèque de voyage	Achat	Vente
1 USD	138,12	145,08
1 EUR	156,26	164,14
1 GBP	183,46	192,72
100 JPY	121,89	128,06
1 CHF	149,89	157,46
1 CAD	108,07	113,55
1 SEK	15,21	15,98

COURRIER EXPRESS

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01 / 0560 06 95 03
0560 05 60 00 / 0559 70 26 61

KAZI TOURS

----- ALGER -----
 -Bab Ezzaouar: 0770 91 38 06
 0560 27 51 59 / 0560 91 40 67
 -Aïn Naâdja : 0770 616532 / 0560 270009
 -Gare Routière Kharrouba : 0770347421

 Oran: 0770 61 65 31 / 0560 27 54 02
 0770 33 91 32 / 0770 33 91 14
 Saida : 0560 90 86 18 / 048 41 31 57
 Mascara : 0560 27 05 72 / 0560 26 62 91
 SBA: 0560 275248/0561 611482
 Mostaganem : 0770948973 / 0560277359
 Relizane : 0560 27 08 41
 Setif : 0770 78 13 26 / 0560 27 71 05
 El

Espagne

Le Real règne sans Benzema, l'Atlético et le Barça déchantent

Malgré la blessure de Karim Benzema, le Real Madrid a consolidé sa place de leader de Liga en l'emportant 2-0 samedi à Saint-Sébastien pour la 16e journée, alors que le FC Barcelone et l'Atlético Madrid ont trébuché à domicile contre le Betis Séville (1-0) et Majorque (2-1). Sans son roi, le Real règne quand même: Benzema est sorti en grimaçant dès la 18e minute, visiblement blessé à la jambe gauche, mais son remplaçant Luka Jovic a largement tenu son rang. Le Serbe a servi une passe décisive en pivot pour Vinicius au retour des vestiaires (47e), puis a marqué son premier but de la saison, de la tête, dix minutes plus tard (57e). De quoi adoucir l'amertume de la blessure du meilleur buteur (12) et meilleur passeur (7) de

Liga, qui pourrait manquer un mois de décembre capital, avec la réception de l'Inter Milan mardi en C1 pour disputer la première place du groupe D en C1, puis le derby de la capitale espagnole face à l'Atlético, le week-end prochain en Liga. Avec ce succès, les Merengues portent un véritable coup de masse au classement: ils règnent sur la Liga avec huit points d'avance sur leur premier poursuivant, le Séville FC de Julen Lopetegui, vainqueur du Villarreal d'Unai Emery 1-0 dans l'après-midi grâce à un but de l'ex-Marseillais Lucas Ocampos (16e). Le Real compte aussi 10 longueurs d'avance sur l'Atlético (4e, 29 pts) et 16 sur le Barça (7e, 23 pts). Plus tôt dans la soirée, le Barça et l'Atlético, justement, ont connu des destins similaires lors de

ce samedi-marathon en Liga, avec deux défaites et deux blessés à la clé, quelques jours avant des rendez-vous décisifs en Ligue des champions. Les Catalans se sont inclinés 1-0 à domicile face au Betis Séville, qui remonte à la 3e place du classement grâce à un but de Juanmi Jimenez (79e). Il s'agit de la première défaite de Xavi à la tête du Barça. Ce revers arrive au pire moment, à quatre jours de la «finale» contre le Bayern Munich pour accéder aux 8es de finale de C1. Du côté de la capitale, même schéma: l'Atlético Madrid a esuyé sa première défaite de la saison à domicile, en Liga, face au promu Majorque (2-1).

Un coup d'arrêt malvenu pour les hommes de Diego Simeone, qui s'apprêtent à jouer leur place en 8es de finale de C1 mardi à Porto.

Italie

Naples plie, Milan leader devant l'Inter

Naples, avec un effectif déci-
mé, a dû rendre les armes samedi à domicile contre l'Atalanta Bergame (2-3) et abandonner la tête de la Serie A à l'AC Milan, qui a pour dauphin l'Inter Milan après la démonstration des Nerazzurri devant la Roma (3-0).

Lors de cette 16e journée de Serie A, les Rossoneri ont facilement battu la lanterne rouge la Salernitana (2-0) dans l'après-midi.

Ils mènent désormais un championnat plus serré que jamais avec les quatre premiers réunis en quatre points. Avec un effectif décimé par

les blessures (Osimhen, Insigne, Koulibaly, Anguissa, Fabian Ruiz...), Naples a eu le mérite de croire jusqu'au bout, mais en vain. Avec son Inter invaincue depuis 11 matches, l'ex-entraîneur laziale Simone Inzaghi a infligé une leçon à l'ancien coach nerazzurro José Mourinho, dont la Roma (5e) a été totalement dépassée. José Mourinho est lui déjà dans le dur.

Coupe arabe FIFA L'Algérie et l'Egypte comme prévu



L'Algérie et l'Egypte ont assuré leur qualification en quarts de finale de la Coupe arabe 2021 de la Fifa, après leurs victoires respectives contre le Liban (2-0) et le Soudan (4-0), en matches disputés samedi au Qatar, pour le compte de la deuxième journée de la phase de poules (Groupe D). Néanmoins, et bien que le principal objectif de ces deux grands favoris du groupe soit déjà atteint, le duel direct, qui les opposera mardi, pour le compte de la troisième et dernière journée, conserve une importance capitale, aussi bien les Verts que pour les Pharaons, car il permettra de les départager pour la première et deuxième place.

Une hiérarchie qu'il est, en effet, nécessaire de connaître, car c'est en fonction d'elle que l'Algérie et l'Egypte connaîtront leurs adversaires respectifs en quarts de finale. Suivant

le système de compétition, le premier du Groupe «D» affrontera le deuxième du Groupe «C», alors que le deuxième du Groupe «D» sera opposé au leader du Groupe «C». En cas d'égalité de points entre l'Algérie et l'Egypte à l'issue de la troisième et dernière journée, ces deux équipes seront d'abord départagées suivant la meilleure différence de buts, puis le plus grand nombre de buts.

Si les deux équipes restent à égalité, sur la base des deux critères susmentionnés, les organisateurs auront recours «au plus grand nombre de points obtenus entre les équipes concernées, la meilleure différence de buts particulière entre les équipes concernées et le plus grand nombre de buts marqués entre les équipes concernées». Il y aura également «le critère disciplinaire», suivant le barème négatif : 1 point pour un

avertissement non suivi d'une expulsion, 3 points pour le second avertissement dans un même match entraînant une expulsion, 4 points pour une expulsion directe, 5 points pour un avertissement suivi plus tard d'une expulsion directe. Si avec tout cela le partage n'est pas possible, il sera procédé à un tirage au sort, comme ultime recours.

Les quarts de finale auront lieu samedi prochain (11 décembre). Lors de la deuxième journée, l'Egypte a dominé le Soudan grâce aux réalisations d'Ahmed Refaât (4'), Ahmed Sayed (sp 13'), Mahmoud Hamdi (31'), Hussein Fayçal (57') et Mohamed Shérif (78'). Un peu plus tôt dans l'après-midi, l'Algérie avait difficilement dominé le Liban (2-0), grâce à Yacine Brahimi, ayant transformé un penalty à la 68', avant que le fraîchement incorporé Tayeb Meziani ne double la mise à la 90'+3.

Paris SG

Mbappé, un été qui a laissé des traces



C'est le feuilleton qui a agité les dernières semaines du mercato estival. Désireux de signer au Real Madrid, Kylian Mbappé (22 ans) avait été retenu par le Paris Saint-Germain malgré plusieurs offres du club espagnol, dont une dernière estimée à 200 millions d'euros. Une somme folle pour un joueur qui ne disposait plus que d'un an de contrat. Mais insuffisante pour faire craquer le Paris SG.

Selon les informations de Goal, l'attaquant français a très mal vécu cette période. Le média, qui s'appuie sur des témoignages de son entourage, raconte que le champion du monde était «submergé et paralysé». Le Parisien aurait même «touché le fond» lorsque son président Nasser Al-Khelaïfi avait pris la

parole dans L'Equipe pour fermer totalement la porte à un départ. «Kylian va rester à Paris, on ne va jamais le vendre et il ne partira jamais libre», avait assuré le dirigeant du PSG. Cette déclaration a été très mal perçue par le joueur.

Dans un entretien accordé à RMC en octobre, Mbappé a reconnu que cette sortie de «NAK» lui avait donné quelques frissons. «Ça fait peur quand ton président dit : «Il ne va jamais partir libre».

Quand j'ai entendu ça, j'ai avalé de travers. Je me suis dit «Mais donc il va se passer quoi là ?», racontait le Tricolore. Il avait alors préféré garder le silence pour ne pas remettre de l'huile sur le feu : «C'est pour cela que je n'ai pas voulu réagir à chaud,

parce que, quand j'entends ça, je me dis : oula...» Face à la position de ses dirigeants, le gamin de Bondy s'est senti piégé, assure Goal. Son souhait était de partir au Real en faisant entrer un chèque énorme dans les caisses du PSG, ce qui lui aurait permis en quelque sorte de remercier son club. Finalement, l'ancien Monégasque pourrait partir libre l'été prochain et, donc, ne pas rapporter le moindre centime à Paris.

A moins que la direction parisienne ne réussisse finalement à le convaincre de prolonger. Mais cet épisode n'a-t-il pas laissé des traces trop importantes dans la relation entre le joueur et sa direction pour croire à un rebondissement ? Réponse dans les mois à venir.

Leipzig L'entraîneur Jesse Marsch limogé

Le club allemand de Leipzig a annoncé dimanche s'être séparé de son entraîneur américain Jesse Marsch, en raison d'un début de saison décevant tant en championnat qu'en Ligue des Cham-

pions, où il évolue dans le même groupe que le Paris SG. «Le RB Leipzig et Jesse Marsch se sont mis d'accord pour mettre fin à leur collaboration avec effet immédiat», a affirmé le club saxon sur Twitter.

Real Madrid Mais où est donc passé Isco ?



En fin de contrat le 30 juin avec le Real Madrid, Isco serait condamné à faire ses valises en 2022. Alors qu'il ne disposerait pas d'offres concrètes, le milieu offensif espagnol serait d'ores et déjà assuré de jouer dans un nouveau club en 2022-2023. Comme l'a souligné Mundo Deportivo, Isco est au plus mal au Real Madrid. Pour le déplacement à la Real Sociedad, le numéro 22 merengue n'a pas été utilisé par Carlo Ancelotti.

D'ailleurs, le coach italien

ne l'a même pas envoyé

s'échauffer. A en croire le

média espagnol, Isco paiera actuellement son mauvais comportement. Pour rappel, le joueur s'était agacé face à Grenade parce que Carlo Ancelotti l'avait fait entrer en jeu trop tard.

Dans une situation plus que compliquée au Real Madrid, Isco serait de plus en plus proche d'un départ. Et alors qu'il ne disposerait pas d'offre alléchante concrète, l'international espagnol ne devrait pas changer de cap en janvier, mais plutôt lorsqu'il sera libre de tout contrat le 1er juillet.

Tennis - Coupe Davis La Russie bat l'Allemagne et va en finale

La Russie s'est qualifiée pour la finale de la Coupe Davis en remportant grâce à Andrey Rublev (N.5 mondial) et Daniil Medvedev (N.2) les deux simples face à l'Allemagne, et devait affronter hier la Croatie pour tenter de décrocher le Saladier d'argent. Après la victoire expéditive de Rublev face à Dominik Koepfer (54e) 6-4, 6-0 en 50 minutes, Medvedev a remporté le point de la

qualification en battant Jan-Lennard Struff (51e) 6-4, 6-4. Le double entre le duo russe Aslan Karatsev/Karen Khachanov (préféré au dernier moment à Andrey Rublev) et la paire allemande Kevin Krawietz/Tim Pütz est sans enjeu.

L'Allemagne, privée de son N.1 Alexander Zverev, était sortie première de son groupe en ayant notamment battu la Serbie de Djokovic, et avait atteint le dernier carré grâce à l'invincibilité de son

équipe de double. Mais les Russes ont réussi samedi à éviter d'en arriver à ce troisième match décisif.

La Russie jouera sa sixième finale de Coupe Davis dans l'espoir d'un troisième sacre après 2002 et 2006. En 2019, lors de la dernière édition (celle de 2020 a été annulée pour cause de Covid-19), la Russie, sans Medvedev, avait atteint les demi-finales où elle avait été battue par le Canada.

Boxe - WBC des légers Haney conserve son titre aux dépens de Diaz

L'Américain Devin Haney a conservé sa ceinture WBC des poids légers, en battant par décision unanime son compatriote Joseph Diaz samedi à Las Vegas. Les trois juges ont donné Haney vainqueur aux points (117-111, 117-111 et 116-112). Ce combat reflète sa précision (164 coups ont fait mouche sur 614 donnés), légèrement supérieure à celle de son rival (140 sur 573).

Mais ce combat serré n'a

pas tenu toutes ses promesses en termes de spectacle.

Il y a bien eu des moments où Diaz a mis un peu de folie dans ses gants, comme au 4e round, durant lequel il s'est une première fois rebiffé et au 7e lorsqu'il a placé deux gros crochets du gauche néanmoins bien encaissés par Haney. Mais ce dernier était bien campé sur ses jambes et a été plus chirurgical dans sa gestion du combat, contrôlant quasiment tout le

ASM Oran Un club en péril

M. Zeggai

Six points en sept matches joués et une position de potentiel relégable pour l'ASMO. Un tableau accablant pour ce représentant d'Oran en Ligue 2. Un constat très amer pour ce club qui n'arrive plus à rivaliser même pas avec les équipes moyennes et qui accuse un retard considérable de treize points sur les deux co-leaders, le RCK et le MCEB. Plus grave encore, certains proches du club et joueurs et même les entraîneurs continuent à jouer avec la sensibilité du public asémiste avec des déclarations mensongères. L'échec concédé à El Bayadh a été « justifié » par l'entraîneur Bouazza Abdelatif par... l'infériorité numérique de son équipe après l'expulsion de l'un de ses joueurs (81') !

Cette explication n'est pas en conformité avec la réalité du terrain, compte tenu du déroulement du match. Il faut le dire, et pourquoi le nier, l'équipe a été pénalisée en accusant un grand retard dans la préparation. Salem Laoufi a tenu une dizaine jours avant de partir. Certains ont préféré Hadj Merine alors que le président du CSA et le grand décideur du club, Merouane Baghor a, selon notre source,

opté pour Bouazza Abdelatif. Ce dernier a démissionné après le match face à l'USM-MH pour revenir le lendemain à de meilleurs sentiments. Aujourd'hui, l'ASMO flirte avec la relégation dans un championnat amateur. Qui l'aurait cru ? Si demain, l'ASMO venait à rétrograder, ce seront les conséquences de la gestion de ces dernières années. Au fait, pourquoi l'ASMO n'incite plus les investisseurs ou autres sponsors majeurs capables de le soutenir de manière efficace ?

Cette question mérite bien une réponse. Certains affirment que cette situation est due au recrutement qualifié d'anarchique.

D'autres accusent les dirigeants d'avoir pris en otage le club et « fermé » toutes les issues à de nouveaux dirigeants dévoués et animés de bonne volonté. A présent, l'ASMO n'intéresse plus personne au point de perdre sa crédibilité. Il est clair, qu'à cette cadence, le club d'Abdelkader Reguieg 'Pons' se dirige directement vers l'enfer. Tout le monde est complice dans ce désastre qui est en train de nuire à l'image des « Vert et Blanc ». Quelles sont les causes de ce déclin qui désolent leurs fidèles supporters ? Le club est abandonné par ses

actionnaires, ses anciens dirigeants et joueurs, ainsi que par certains supporters. Mais il fallait s'y attendre avec une telle gestion catastrophique dans un club, présidé jadis par le populaire Kacem Hamida. Où sont ceux qui ont utilisé l'ASMO à des intérêts personnels ? Il y a eu des décisions prises unilatéralement sans logique et sans aucun respect des critères. On citera des entraîneurs qui démissionnent pour revenir le lendemain, des joueurs recrutés avec la bénédiction de certains pseudo-managers qui se sont même immiscés dans la gestion directe de l'équipe avec le consentement de certains responsables du club.

Pire encore, la déperdition des jeunes talents fait des ravages au sein du club où des éléments sont imposés sur intervention sans tenir compte des critères techniques comme par le passé du regretté Habib Youcef. Résultat ? L'équipe réserve est classée sixième derrière le MCEB, l'ESBA, le MCROS et le GCM. Bizarre pour un club qui a donné des centaines de joueurs confirmés. En somme, la situation actuelle est des plus inquiétantes et à ce rythme, l'ASMO n'est pas près de sortir de l'impasse dans laquelle elle s'est fourvoyée.

JM-2022 d'Oran Les assurances de Mohamed-Aziz Derouaz

Le Commissaire des Jeux méditerranéens 2022 d'Oran (25 juin au 5 juillet), Mohamed-Aziz Derouaz, a affirmé à Alger, que «toutes les inquiétudes du Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM) liées aux préparatifs de la 19e édition ont été dissipées». «Beaucoup de choses ont été dites quant à la capacité de notre pays d'être prêt le jour J, mais je dirais qu'il y avait des inquiétudes par rapport à deux aspects contractuels liés au contrôle anti-dopage ainsi que la présentation des scénarios des cérémonies d'ouverture et de clôture qui devaient être présentes le mois de mai dernier.

Le dossier des kits anti-dopage a été réglé et les scénarios des cérémonies seront présentés au CIJM lors de la prochaine visite des chefs de mission à Oran, prévue du 8 au 12 décembre», a déclaré Derouaz lors du Forum Sports du quotidien d'El Moudjahid. Pour le Commissaire des JM-2022, «le CIJM a le droit d'être inquiet quant aux préparatifs liés à l'organisation de la 19e

édition, mais l'Etat algérien a pris toutes les dispositions, en procédant à des changements à la tête du Comité d'organisation et en prenant compte des insuffisances accumulées depuis l'attribution de l'organisation à Oran en 2015». «L'inquiétude du CIJM a été précédée d'abord par l'inquiétude des autorités algérienne quant à l'évolution des préparatifs et la réalisation des infrastructures abritant cet évènement méditerranéen.

Nous serons au rendez-vous des Jeux qui auront lieu bel et bien à Oran, à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie», a-t-il rassuré. Concernant le volet qui a trait à l'évolution des chantiers de réalisation des différents établissements sportifs, Derouaz a révélé qu'une rencontre a été organisée mardi dernier par visioconférence et des photos ont été présentées aux représentants du CIJM qui étaient rassurés du taux d'avancement des projets». «Le taux d'avancement du Complexe nautique est passé du 45 à 70%, tandis que le

taux de réalisation de la salle omnisports avoisine les 80%.

Au rythme actuel des travaux (24h/24h) et l'engagement des sociétés de sous-traitance, notamment le groupe Hasnaoui qui a déployé beaucoup de moyens pour l'achèvement de ces infrastructures à temps, l'Algérie sera prête le jour J. Le village méditerranéen est achevé à 100% et tous les établissements hôteliers seront au rendez-vous pour accueillir les hôtes de l'Algérie», s'est-il réjoui.

Après avoir annoncé que les 26 pays participants «ne payeraient aucun centime comme frais d'engagement suite à une décision prise par les hautes autorités du pays», le Commissaire des JM a affirmé que «l'Etat algérien a pris des dispositions urgentes concernant l'équipement des infrastructures ainsi que la gestion logistique de l'évènement». «Toutes les dispositions organisationnelles ont été prises pour réussir la prochaine visite des chefs de mission, prévue du 8 au 12 décembre.

Tennis - AGO de l'ITF Le président de la FAT était présent à Madrid

Le président de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Mohamed Sofiane Yousfi a pris part aux travaux de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la Fédération internationale de la discipline (ITF), tenus vendredi et samedi, à Madrid (Espagne), a-t-on appris auprès de l'instance fédérale. Lors de la première journée, le représentant algérien a participé à la réunion africaine CAT avant de prendre part à la Conférence inscrite au programme de ce rendez-vous mondial. Pour le compte de la seconde journée, plusieurs points ont été inscrits à l'ordre de jour com-

me l'approbation du procès-verbal (PV) de l'année 2020 et la présentation du bilan et des rapports financiers de la dite année. D'autres points étaient inscrits à savoir: demande d'augmentation du nombre d'actions et demande de transfert de classe C à classe B d'un membre.

Tunisie Zerdoum s'engage avec le Club Africain



L'attaquant algérien Redouane Zerdoum, libre de tout engagement depuis son départ de l'ES Sahel, s'est engagé pour un contrat de deux saisons avec l'autre formation de Ligue 1 tunisienne de football, le Club Africain, rapporte la presse locale vendredi. Zerdoum (22 ans), dont le contrat avec le club phare de Sousse a été résilié à l'amiable en octobre dernier, a décidé de continuer sa carrière en Tunisie, en acceptant la proposition de l'ac-

tuel 2e au classement du groupe B du championnat tunisien. Sélectionné par le coach de l'équipe nationale A, Madjid Bougherra dans sa liste élargie, en vue de la Coupe Arabe de la Fifa qui se déroule à Doha (30 novembre - 18 décembre), Zerdoum se trouvait dans une situation d'incertitude après la fin de son aventure avec l'ES Sahel. Disposant de quelques touches pour un retour en Algérie, l'ancien buteur du NA Hussein-Dey a finale-

Athlétisme - Commémoration Course pédestre vendredi prochain à Alger

Une course pédestre de 10 km, appelée Course de la ville d'Alger, aura lieu vendredi prochain en commémoration des Manifestations du 11-décembre 1960, a-t-on appris auprès de la ligue algéroise d'athlétisme (LAA), organisatrice de l'événement. A cet effet, le comité d'organisation prévoit une conférence de presse aujourd'hui (10h00) au siège du quoti-

s'agit de Boualem Rahoui (médaillé d'or aux JM-1975), Nouria Benida Merah (championne olympique -1500m), Azzedine Sakhi (médaillé d'or aux JM-1997), Sid Ali Sakhi (champion marathonien), Lounes Bellahcene (entraîneur national marche), Omar Benchiheb (médaillé olympique et mondial handisport) et Tahar Salhi (entraîneur handisport).

Karaté - Championnat d'Afrique Zahra Hamachi et Lamis Guessoum sacrées

La sélection algérienne de karaté a décroché quatre nouvelles médailles, dont deux en or remportées par Zahra Hamachi (kumité, -59 kg juniors) et Lamis Guessoum (kumité, -47 kg cadettes), à l'issue des finales de la 2e journée des Championnats d'Afrique toutes catégories, disputées samedi au Caire (Egypte). C'est la deuxième médaille de Lamis Guessoum dans cette compétition après celle en argent obtenue vendredi en kata individuel. Les deux autres médailles en argent ont été remportées par Kenza Yahiaoui (kumité, -59 kg juniors), Smail Rahmani (kumité, -76 kg juniors), Mohamed Lamine Guendouzi (kumité, -55 kg juniors), Mohamed Saadi (kumité, -61 kg juniors) et Nizar Achouri (kumité, -68 kg juniors). Avec ces quatre nouvelles breloques, l'Algérie porte son total à 18 médailles (2 or, 5

argent, 11 bronze). Les trois autres médailles d'argent ont été remportées par Lamis Guessoum (kata individuel - cadettes), Youcef Ziad (kata individuel - juniors) et l'équipe de kata juniors composée de Harigua, Loucif et Ziad, alors que celles en bronze ont été l'œuvre de Abdelhakim Haoua (kata individuel - seniors), Oussama Ziad (kumité, -84 kg seniors), Chaïma Midi (kumité, -61 kg seniors), Riyane Dilmi (kumité, -68 kg seniors), Mohamed Lamine Guendouzi (kumité, -55 kg juniors), Mohamed Saadi (kumité, -61 kg juniors), Smail Rahmani (kumité, -76 kg juniors), Mohamed Loucif (kata individuel - cadet), Rawan Boudraa (kumité, -54 kg cadettes), Ramzi Bouhambali (kumité,

-57 kg cadets) et Louail Saadi (kumité, -70 kg cadets). La 3e et dernière journée de compétition, prévue dimanche, était consacrée aux finales de la catégorie seniors avec sept algériens en course pour le titre continental. Il s'agit de Fouad Benbara (kumité, -67 kg seniors), Hocine Daikh (kumité, +84 kg seniors), Celia Ouikane (kumité, -52 kg seniors), Louba Mekdas (kumité, -68 kg seniors), Kamilia Hadj Said (kata individuel - seniors) et les sélections féminine et masculine de kata seniors. Les Championnats d'Afrique de karaté toutes catégories, qui se déroulent dans la capitale égyptienne, enregistrent la participation de 300 athlètes représentant 21 pays, dont 35 Algériens.

Bagdad

Une mosquée de l'ère Saddam cristallise les divisions

La monumentale mosquée inachevée en béton gris, en plein cœur de la capitale irakienne, était un des derniers projets phares de Saddam Hussein et devait rivaliser avec le Taj Mahal. Elle est aujourd'hui un enjeu de lutte entre différentes factions politico-religieuses. Prévue pour accueillir 15.000 fidèles, la mosquée Al-Rahmane devait être une des plus grandes du Moyen-Orient. Lancée à la fin des années 1990 en plein embargo occidental, sa construction était un pied-de-nez à Washington. Elle ne sera jamais achevée et le dictateur sera renversé en 2003 par l'invasion américaine.

Aujourd'hui, un trou béant s'ouvre vers le ciel, à l'endroit où le dôme central de céramique orné d'or, haut de 84 mètres, devait couvrir le lieu de culte.

En revanche, les huit dômes secondaires, hauts de 28 mètres et abritant eux-mêmes huit petits dômes de 14 mètres, sont quasi terminés. Plusieurs grues sont toujours immobilisées autour du bâtiment, dans un des quartiers aisés de la capitale.

«Malheureusement nous avons négligé le patrimoine du pays. Ces projets appartiennent à tous les Irakiens, il faut exploiter cet héritage, en faire des sites culturels et touristiques», plaide l'architecte et universitaire Mohamed Qassem Abdel Ghaffour.

«Tout ça, c'est l'argent de l'Irak et l'Etat doit en tirer profit», insiste-t-il.

Initialement de rite sunnite, la mosquée est tombée sous la coupe des religieux chiites après 2003. Elle est aujourd'hui au coeur de dissensions internes au sein de cette communauté, qui domine le pouvoir central de Bagdad après des décennies de marginalisation.

«Depuis la chute de l'ancien régime, la mosquée est contrôlée par le Parti de la vertu islamique», indique à l'AFP un haut responsable gouvernemental s'exprimant sous anonymat. «Le parti n'a jamais pu finir la construction, car les besoins (financiers) sont énormes.»

- «PARTIS ARMÉS» -

Ce parti a été un «obstacle» face aux projets du gouvernement, qui aurait pu transformer le bâtiment en université ou en musée, assure le responsable.



Saddam Hussein «voulait une mosquée plus grande encore que le Taj Mahal», reconnaît-il. Officiellement le parti nie avoir fait main basse sur la mosquée. Même si, chaque vendredi, ses partisans s'y rendent pour la traditionnelle prière de la mi-journée, sous un des dômes secondaires.

Et quelque 150 familles affiliées au parti vivent depuis des années dans des habitations informelles érigées sur des terrains vagues autour de la mosquée.

Saisi par le Waqf chiite — une institution religieuse gérant les biens de la communauté chiite —, un tribunal avait reconnu en janvier 2020 que la propriété de la mosquée revenait à cette institution qui gère les biens religieux de la communauté.

Le verdict obligeait le Parti de la vertu islamique à payer 200 millions de dollars (176,5 millions d'euros) de compensations, selon un communiqué du Waqf. Le Waqf accusait le

parti de s'être accapré le site «pendant plus de 16 ans», l'administrant «sans aucune légitimité légale ou religieuse». La décision de justice n'a jamais été appliquée. «A plusieurs reprises, l'armée et la police sont intervenues. Mais face aux armes de l'Etat, il y a les armes des partis», résume le militant Subeih al-Kachini. «La construction ne pourra pas reprendre tant que la mosquée continuera à être l'objet de conflits partisans.»

«RÉCUPÉRATION DE LA RELIGION»

Le site, assure le Waqf chiite, pourrait permettre la création de 20.000 emplois, grâce à des investissements visant à ériger des centres commerciaux ou des complexes résidentiels sur les terrains jouxtant la mosquée.

Mais en attendant, c'est le statu quo.

Pour Caecilia Pieri, chercheuse associée à

l'Institut français du Proche-Orient, la mosquée s'inscrit dans la «politique de symbolique architecturale» menée sous l'ancien régime. Saddam Hussein érige alors d'immenses monuments à Bagdad, et son action dans les années 1990 se fait sous le signe de «la récupération de la religion: je mets Allah Akbar sur le drapeau et je construis des mosquées», indique cette spécialiste de l'architecture de Bagdad au XXe siècle.

L'architecte Mazen al-Aloussi, un des responsables de la conception du projet sous l'ancien régime, vante lui une initiative «unique en son genre».

Ayant quitté l'Irak en 2005 pour fuir les violences confessionnelles qui déchiraient le pays, il assure que les financements nécessaires pour achever l'édification de la mosquée ne devraient pas être si élevés que cela.

«Il faudrait en faire une mosquée unifiée, où tant les chiites que les sunnites vont prier.»

Fermeture des frontières aériennes au Maroc : 100 millions USD de pertes prévues sur une semaine



La Confédération nationale du tourisme (CNT) au Maroc prévoit une perte de d'un milliard de dirhams (environ 100 millions de dollars) pour la seule dernière semaine de décembre, suite à la fermeture des frontières aériennes et maritimes du royaume devant la menace du variant Omicron du Covid-19.

La CNT, citée samedi par le quotidien français *Le Monde*, prévoit «une perte de 1 milliard de dirhams pour la seule dernière semaine de décembre».

Semaine durant laquelle 100.000 touristes étrangers étaient attendus». De son côté, Zoubir Bouhouste, président du Conseil du tourisme provincial à Ouarzazate, dans le sud du

pays, dresse un constat amer: «C'est fini. Il n'y aura pas de reprise à la fin de l'année et sans doute pas non plus dans les premiers mois de 2022».

Les autorités marocaines ont décidé dimanche dernier de suspendre tous les vols directs de passagers à destination du Maroc pour une durée de deux semaines à compter de lundi, en raison de «la propagation rapide du nouveau variant Omicron du Covid-19». Le Makhzen avait également décidé, le même jour (dimanche 28 novembre) de suspendre les liaisons maritimes avec l'Europe «jusqu'à nouvel ordre».

Ces décisions ont poussé, d'ores et déjà, «un bon nombre d'établissements touristiques

à fermer pour l'hiver» après une année de faillite avec un taux d'occupation pour les hôtels variant entre 15 et 30 % en novembre.

Même situation de crise a été signalée dans le transport touristique: «Nos 1.670 entreprises, dont 95 % sont des TPE-PME, sont à l'arrêt depuis le début de la crise sanitaire due au nouveau coronavirus. Elles n'ont plus les moyens de payer leurs charges ni leurs crédits. La situation est catastrophique», s'est alarmé Mounir Chami, de la Fédération nationale du transport touristique, citée par le quotidien français. «Quelque 80 % des agences de voyages sont déjà à l'arrêt», déplore Mohamed Semlali, président de la Fédération nationale des agences de voyage du

Maroc (FNAVM), cité par l'agence AFP. L'impact social des décisions du Makhzen de fermer ses frontières aériennes et maritimes, est «dévastateur», selon Lahcen Zelmat, président de la Fédération nationale de l'industrie hôtelière (FNIH), précisant que «entre 20 % et 30 % des emplois du secteur du tourisme ont déjà été détruits».

Le secteur du tourisme représente 7 % du PIB du Maroc et totalise plus de 500.000 postes d'emploi. En 2019 les recettes du secteur touristique avoisinaient 80 milliards de dirhams (8 milliards de dollars) pour 13 millions de touristes. Elles avaient chuté de 65 % début 2021, à 28 milliards de dirhams (2,8 mds USD), selon les chiffres officiels

Indonésie

L'éruption du volcan Semeru fait 13 morts, des disparus recherchés



Les sauveteurs redoublaient d'effort dimanche pour retrouver des survivants de l'éruption spectaculaire du volcan Semeru en Indonésie qui a fait au moins 13 morts et des dizaines de blessés.

Le volcan situé dans l'est de l'île de Java a projeté un vaste panache de cendres samedi après 15H00 locales (7H00 GMT), déclenchant la panique chez les habitants des villages environnants, et a recouvert la région autour du cratère d'une épaisse couche grise.

«Le bilan est maintenant de 13 morts. Les sauveteurs ont retrouvé plus de corps», après une première victime retrouvée samedi, a indiqué à l'AFP le porte-parole de l'agence, Abdul Muhari. Une dizaine de personnes piégées par l'éruption ont par ailleurs été sorties d'une mine où elles étaient bloquées, a-t-il ajouté.

L'éruption a fait au total au moins 57 blessés, dont 41 atteintes par des brûlures, a détaillé l'agence.

Les projections de cendres du volcan ont

pris les habitants de la zone par surprise samedi. Des vidéos ont montré des villageois s'enfuyant en courant devant le nuage gris grandissant.

- SIGNES DE VIE DES DISPARUS -

Au moins 11 villages du district de Lumajang ont été recouverts d'une épaisse couche de cendres, qui a enseveli presque complètement certaines habitations et véhicules, et tué du bétail. Quelque 900 personnes ont dû aller dans des refuges et des mosquées pour passer la nuit.

Les évacuations ont été temporairement suspendues en cours de journée dimanche à cause de nuages de cendres brûlantes, a rapporté la chaîne Metro TV, soulignant les difficultés auxquelles font face les sauveteurs.

Les fortes pluies risquent aussi de déclencher des flots de boue chaude, charriant de la cendre et des débris, a mis en garde le volcanologue indonésien Surono.

Au moins sept personnes sont encore portées disparues, dont deux sont considérées comme vivantes, a indiqué à l'AFP le porte-parole de la police de Lumajang Adi Hendro.

«Il a des signes de vie, comme des lumières, qui viennent peut-être de leur téléphones portables», a-t-il dit. «Mais nous ne pouvons pas nous rendre sur place, parce que le sol est encore très chaud. Nous voulons aussi garantir la sécurité de nos équipes».

- SCÈNE DE DÉSOLATION -

L'éruption a détruit au moins un pont à Lumajang, gênant le travail des sauveteurs.

Dans une vidéo partagée par le service des secours, on peut voir une scène de désolation, avec des toits et des palmiers émergeant des cendres et des débris recouvrant le sol, dans un paysage devenu gris sombre.

Les autorités ont demandé aux habitants de ne pas s'approcher à moins de 5 km du cratère car l'air saturé de poussières de cen-

dre dans la zone est dangereux pour les personnes vulnérables.

De l'aide alimentaire, des masques et des sacs mortuaires ont été envoyés dans la région par les services de secours.

Le mont Semeru, plus haut sommet de Java, culmine à 3.676 mètres.

Sa dernière éruption majeure date de décembre 2020. Elle avait aussi provoqué la fuite de milliers de personnes et recouvert des villages entiers.

Les autorités avaient maintenu depuis cet épisode le niveau d'alerte du volcan au deuxième le plus élevé.

L'Indonésie se trouve sur la «ceinture de feu» du Pacifique, où la rencontre des plaques continentales provoque une activité sismique élevée. Cet archipel du sud-est asiatique compte près de 130 volcans actifs sur son territoire.

Fin 2018, l'éruption d'un volcan entre les îles de Java et de Sumatra avait causé un glissement de terrain sous-marin et un tsunami, tuant près de 400 personnes.

Un mort et une vingtaine de disparus dans le naufrage d'un navire

Une personne est morte et une vingtaine d'autres sont portées disparues après le naufrage en mer vendredi d'un navire reliant la Guinée équatoriale au Cameroun, a annoncé samedi la télévision d'Etat équato-guinéenne.

Le navire a coulé à la limite entre les eaux territoriales camerounaises et équato-guinéennes. Des opérations de secours ont été déclenchées par la Guinée équatoriale pour tenter de retrouver d'éventuels survivants.

«Sur les 45 passagers et membres de l'équipage à bord du navire qui a coulé vendredi, la marine nationale a sauvé 20 personnes et a ramené le corps sans vie d'une femme ; les autres personnes sont pour le moment portées disparues», selon la TVGE, la télévision d'Etat.

Après avoir quitté Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale, vendredi matin, «le mauvais temps a commencé, suivi de la

pluie ; ensuite nous avons entendu un grand bruit du côté gauche du navire et on a constaté qu'une partie était rompue», a expliqué sur la TVGE Carlota Ayetebe, une rescapée du naufrage âgée de 60 ans.

«J'ai beaucoup vomé, du moment du naufrage jusqu'à celui où la marine équato-guinéenne est venue nous chercher, j'étais sur l'eau, assise sur une chambre à air», a-t-elle poursuivi.

Un responsable du navire, qui a témoigné sous couvert d'anonymat sur la TVGE, a déclaré qu'une tempête avait fait chavirer le navire, qui transportait six conteneurs de marchandises.

Les autorités équato-guinéennes ont «mobilisé la marine et les services de santé pour porter secours aux occupants», a déclaré dans un tweet le vice-président et fils du chef de l'Etat, Teodoro Nguema Obiang Mangue, surnommé Teodorin.

Cameroun



Ryad va accepter les voyageurs vaccinés avec le Spoutnik



L'Arabie saoudite va accepter à partir du mois prochain les voyageurs vaccinés contre le nouveau coronavirus avec le Spoutnik V russe, a annoncé dimanche Moscou, une mesure qui pourrait faciliter le pèlerinage des musulmans à La Mecque.

Le royaume saoudien a « autorisé l'entrée aux individus vaccinés avec le vaccin russe Spoutnik V à partir du 1er janvier 2022 », rejoignant ainsi une centaine d'autres pays, a déclaré le Fonds souverain russe, qui a financé la conception du sérum phare de Moscou.

Les arrivants devront toutefois se soumettre à un test PCR et un con-

finement de 48 heures, a-t-il précisé dans un communiqué.

« Cette décision va permettre aux musulmans du monde entier qui sont vaccinés avec le Spoutnik V de participer aux pèlerinages » à La Mecque et à Médine, où se trouvent les lieux les plus saints de l'islam, a ajouté le fonds souverain.

Le pèlerinage annuel à La Mecque, ou hajj, a été fortement marqué depuis deux ans par la pandémie de nouveau coronavirus.

Seuls 60 000 Saoudiens et étrangers résidant dans le royaume et vaccinés ont ainsi été autorisés à participer au grand pèlerinage cette année. Ils étaient quelque 2,5 mil-

lions fidèles à le faire en 2019, avant la pandémie.

La pandémie de Covid-19 liée au nouveau coronavirus a fait plus de cinq millions de morts dans le monde depuis son apparition fin 2019 en Chine.

Annoncé en grande pompe par le président Vladimir Poutine l'an dernier, le Spoutnik V est utilisé par plusieurs dizaines de pays et sa fiabilité a été validée par la prestigieuse revue médicale The Lancet.

Mais, pour l'heure, il n'a été homologué ni par l'Organisation mondiale de la santé, ni par les autorités médicales de l'Union européenne et des Etats-Unis.

Selon Moscou

Un vol russe dévié pour éviter un avion espion de l'Otan

Moscou a affirmé dimanche qu'une « catastrophe » avait été évitée après qu'un avion de ligne russe a été contraint de modifier sa trajectoire pour éviter un appareil espion de l'Otan au-dessus de la mer Noire.

« Une catastrophe a été évitée (...), mais cela ne veut pas dire que les Etats-Unis et l'Otan peuvent continuer à risquer des vies en toute impunité », a déclaré dans un communiqué la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova. Selon l'agence russe de l'aviation civile (Rosaviatsia), l'incident s'est produit vendredi matin lorsque l'avion espion « est descendu de façon rapide », traversant une route aérienne figurant sur le plan de vol d'un Airbus d'Aeroflot qui effectuait la liaison entre Tel Aviv et Moscou avec 142 personnes à bord.

« La direction et l'altitude de l'avion civil ont été immédiatement modifiées », a poursuivi Rosaviatsia dans un communiqué transmis dimanche à l'AFP, ajoutant que l'équipage de l'appareil espion n'avait pas répondu aux messages des contrôleurs aériens.

D'après l'agence de presse russe Interfax, l'avion russe a plongé de 500 mètres pour se tenir à l'écart de l'appareil de reconnaissance et ses pilotes ont pu l'apercevoir depuis le cockpit.

Un autre appareil plus petit, un jet CL-650 qui effectuait un vol vers



Skopje depuis Sotchi, station balnéaire russe, a lui aussi modifié sa trajectoire à cause de l'avion espion, selon Rosaviatsia.

« L'activité accrue des vols d'appareils de l'Otan près des frontières de la Russie (...) engendre un risque d'incidents dangereux impliquant des appareils civils », a dit Rosaviatsia, ajoutant qu'elle allait

« protester » par voie diplomatique. Rosaviatsia n'a pas précisé la nationalité de l'appareil espion, mais Mme Zakharova a accusé dans son communiqué l'armée de l'air américaine de « représenter un risque pour l'aviation civile ».

Des médias russes ont par ailleurs rapporté que des avions

de chasse russes avaient été dépêchés vendredi dans la région de la mer Noire pour escorter deux avions de reconnaissance américains.

Ni l'Otan, ni les Etats-Unis n'ont réagi dans l'immédiat à ces accusations. Cet incident intervient dans un contexte de tensions croissantes entre la Russie et les pays occidentaux, qui accusent Moscou

de masser des troupes aux frontières de l'Ukraine en vue d'une invasion. La Russie dément tout projet en ce sens et accuse les pays de l'Otan de multiplier les « provocations » avec notamment de récents exercices militaires près de ses frontières en mer Noire, une zone que Moscou considère comme son pré carré.

ONU: plan mondial pour réduire de moitié le nombre de décès sur les routes



Les Nations Unies ont mis en place un plan mondial visant à réduire de moitié le nombre de morts et de blessés sur les routes d'ici à 2030. Les accidents de la route, sont encore responsables de 1,3 million de morts et de 50 millions de blessés par an dans le monde. Ce plan, qui constitue un élément clé de la Décennie d'action pour la sécurité routière 2021-2030, a été examiné vendredi lors d'un événement organisé à l'appui de la réunion de haut niveau sur la sécurité routière mondiale à l'Assemblée générale à New York.

Le président de l'Assemblée générale, Abdullah Shahid, a déclaré lors de l'ouverture de la rencontre, que le monde doit s'attaquer à ce « fardeau inutile et tragique pour les familles, les communautés et les économies ».

« Les accidents de la route sont entièrement évitables, et notre priorité doit être exactement cela,

France : une adolescente morte électrocutée par son téléphone dans son bain



Une jeune fille de 13 ans est morte après avoir été électrocutée par un téléphone portable tombé dans l'eau de son bain, alors qu'il était branché sur le secteur. Une adolescente de 13 ans est morte électrocutée par un téléphone portable tombé dans l'eau de son bain, a appris vendredi le *Journal de Saône-et-Loire*. Les faits se

sont déroulés une semaine plus tôt, le samedi 27 novembre. Deux jeunes filles passent la soirée ensemble dans une maison de Mâcon, en Saône-et-Loire. Dans la salle-de-bain, l'une d'elles prend son bain à proximité d'un téléphone portable en train de charger. Soudain, l'appareil glisse dans l'eau et provoque l'électrocution de l'adolescente.

Publicité



■ A vendre appartement F4, acté, 2^{ème} étage, à Dar El Hayat Oran, superficie 80 m², immeuble refait à neuf, près de toutes commodités - Tél : 0791.16.36.25

■ Av appartements désistement, 1^{ère} main, F3, F2, F3 bien aménagé, bon voisinage, bon prix, à Oran - Tél : 0790.04.35.38

■ Vends apparts F3 C, SDB 70 m², 1^{ère} Millenium + F3 C, SDB 70 m², 2^{ème} El Kerma + F3 C, SDB 65 m² 4^{ème} Gd terre + F4 C, SDB 130 m², 2^{ème} rue Med Khemisti + F4 RDC 130 m² Bd Benzerdjeb. Contact AG : 041.36.16.43 / 041.36.16.42

■ Loue F3 Seddikia, 1^{er} (4U), F3 meublé, Ain El Turck 1^{er} (3.5U), F3 Trouville, 2^{ème} (2.5 U), Bureau 31 m², rue La Remonte, 1^{er} (3U), F2 dans une villa à Coca 1^{er} (2.5U) Ag. Abdallah : 01.38.62.87 / 0770.40.87.48

■ Vds F2, F3, F4 et F5, luxe, cuisine équipée, chaudière, chauffage C, box, à Choupot, wilaya, millénium, Fernand-ville 0772.43.37.38 / 0555.89.91.04



■ Vd villas : 900 m², 2 F, Trouville, face mer, 669 m², 24 m fac, vieux bâti, artère principale A. Turck pour promotion / F4, 127 m², 2^{ème} acté + location local 120 m², boussuville - Ag El Bahia - 0774.01.89.57 - agimobahria@gmail.com

■ Vd belle maison de maître, 135 m², F6, actée + L/F, ttes commodités, finie à 100%, ch/c, 5 climatis, huis, équipée, B/ea + citerne + 2 terrasse - T.b. vois, endroit très calme - Senia Kara - Tél : 0779.18.74.07 / 0668.35.62.77



■ Une enseignante loue son agrément de crèche pour des personnes ayant l'expérience dans le domaine de crèche 0540.42.24.00



■ Pensée A mon très cher grand-père, BENGHOMARI Sid Ahmed. C'est le 06 décembre 2009 que tu nous as quittés. Tu resteras pour toujours dans nos pensées, nous avons toujours eu une grande admiration pour toi, pour cet homme qui a lutté pour que sa famille ne manque de rien, malgré une vie professionnelle physiquement dure, je me souviens toujours de ces vacances que nous passions autour de lui. « A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons » Allah Yerhak Ton petit-fils Latifi



Les adultes présents au domicile préviennent les secours qui tentent de ranimer la victime avant de la transporter en urgence à l'hôpital de Mâcon dans un état critique.

40 DÉCÈS PAR ÉLECTROCUSSION CHAQUE ANNÉE

Mal en point, la jeune fille est finalement transférée à l'hôpital de Bron à Lyon, en état de mort cérébral. Elle succombe au choc ce vendredi. Son amie, secouée, a elle aussi fait l'objet d'une prise en charge.

L'Observatoire national de la sécurité électrique recense chaque année 40 décès par électrocution et quelque 3000 électrisations (choc électrique sans conséquence mortelle) en France. Il est recommandé de ne pas utiliser d'appareil électronique dans les pièces d'eau, surtout s'ils sont branchés sur le secteur.

Publicité

FÉLICITATIONS

A notre fille



GUENICHE

Samira

pour l'obtention

de son doctorat en Traduction avec mention très bien.

Ses parents



■ Une dame sérieuse, expérimentée, habitant Oran, cherche travail comme femme de ménage ou garde personne âgée 0549.45.85.13

■ Pizzeria à Oran cherche pizzaïo, serveur, plaqueuse et femme de ménage, sérieux et disponibles de suite 0779.22.19.92

■ Marketel Algérie Oran recrute téléconseillers (ères) francophones à plein temps, transport le soir, salaire de 35.000 à 40.000 DZD, pour temps plein + primes - Tél : 0662.20.33.13 / 041.83.01.73



■ Vd ou loue local luxe 40 m² avec sanitaires, situé sur le grand Boulevard commercial de Choupot, Oran. 0540.11.33.07

Excellente affaire, vend hôtel à Corales-Plage, pieds dans l'eau

Contactez : 0 5 6 0 . 0 8 6 4 . 9 5

Des milliers de manifestants à Bruxelles contre les mesures anti-Covid



Des milliers de manifestants,

8.000 selon la police, se sont rassemblés

dimanche dans les rues de Bruxelles pour protester contre la gestion de la crise sanitaire en Belgique, deux semaines après une précédente mobilisation qui avait dégénéré en violences, selon des médias. Le cortège défilait pacifiquement en début d'après-midi, malgré quelques pétards et fusées de détresse, encadré par un important dispositif policier. "Vaccins non merci", "Covid = génocide organisé", "QR = swastika", pouvait-on lire sur des pancartes. "Pas de vaccin

pour nos enfants", scandait un groupe de femmes.

Les manifestants dénoncent les obligations imposées à la population depuis le début de la pandémie de Covid-19 pour limiter les contaminations, comme le pass sanitaire rendu obligatoire pour accéder à certains lieux. Ils critiquent également la couverture médiatique de la crise. Des unités de police anti-émeute avec boucliers et casques étaient déployées aux alentours du quartier européen qui abrite les institutions de l'UE. Plusieurs routes étaient bloquées avec

barrières et barbelés. Des canons à eau étaient également postés en ville alors qu'un hélicoptère survolait la zone.

Il y a deux semaines les forces de l'ordre avaient été surprises par l'ampleur de la mobilisation et n'avaient pas réussi à empêcher les débordements.

Baptisée "Acte 2, Marche pour la liberté", la manifestation entend poursuivre la mobilisation du 21 novembre qui avait réuni 35.000 personnes, selon la police, dans la capitale belge. Le cortège, d'abord pacifique, avait laissé place à des scènes d'émeutes.

Communiqué

Ooredoo et FAPH plaident pour l'autonomisation et la scolarisation des enfants handicapés

Ooredoo, entreprise citoyenne, et son partenaire la Fédération Algérienne des personnes Handicapées (FAPH) célèbrent la Journée internationale des Personnes Handicapées coïncidant avec le 3 décembre de chaque année, placée cette année sous le thème : « Leadership et participation des personnes handicapées pour construire un monde post-COVID-19 inclusif, accessible et durable».

Cette journée onusienne rappelle le solide partenariat liant Ooredoo à la FAPH qui s'est décliné en plusieurs projets concrets en faveur des personnes vivant avec différents types de handicap.

Dans ce sillage, Ooredoo soutient en effet un programme ambitieux lancé par la FAPH baptisé : « Service d'Accompagnement à l'Autonomie et à la Scolarisation des Enfants Handicapés (SAA-SEH) ». Ce projet a permis durant la première année de sa mise en œuvre en 2017, d'accompagner et d'aider des enfants handicapés en leur octroyant des aides techniques, de l'appareillage, du mobilier ainsi que des supports adaptés (téléphones, laptop, fournitures scolaires adaptées, tables et chaises aménagées).

A la faveur de leur partenariat renouvelé en 2021, Ooredoo accompagnera la FAPH dans la relance, prochainement, de ce service d'accompagnement en faveur des élèves de 03 à 16 ans en situation de handicap.

Commentant ce programme partenariat, Mme Atika El Mamri a déclaré : « Le service a pour mission de rapprocher les dispositifs publics existants et de créer un réseau de professionnels rassemblant une

équipe pluridisciplinaire de la solidarité, de la santé, de la réadaptation et de l'éducation et également de réunir autour de l'enfant handicapé une panoplie de dispositifs complémentaires appropriés pour faciliter son insertion scolaire à travers notamment des programmes de socialisation, des aides techniques à la locomotion, des appareillages, des auxiliaires scolaires, des logiciels d'interface à l'enseignement et du matériel didactique. »

Pour sa part le Directeur général de Ooredoo M. Bassam Yousef Al Ibrahim a déclaré : « Ooredoo poursuit son engagement aux côtés de la Fédération algérienne des personnes handicapées en soutenant plusieurs projets et actions dont le programme d'accompagnement à l'autonomie et à la scolarisation des enfants handicapés. Ce projet a permis durant la première année de sa mise en œuvre en 2017, d'accompagner et d'aider des enfants handicapés en leur octroyant des aides techniques, de l'appareillage, du mobilier ainsi que des supports adaptés (téléphones, laptop, fournitures scolaires adaptées, tables et chaises aménagées).

Et pour accompagner la célébration de cette journée onusienne, Ooredoo a lancé une campagne de communication avec le message : « Mon handicap, mon inspiration ». Pour rappel, Ooredoo et la FAPH ont signé en 2015 un contrat de partenariat, renouvelé en 2020 puis en 2021. Ce partenariat prévoit l'accompagnement de la FAPH dans la mise en œuvre de son programme d'actions en faveur des personnes handicapées.

Réseau AudiFel		www.audifel.com			
الأجهزة الطبية لتقوية السمع		Made in Germany			
Pour une baisse de l'audition chez l'enfant et l'adulte. AudiFel vous fait un test prothétique gratuit.					
من أجل نقص سمع الأطفال والكبار والمسنين.					
قسنطينة - سعيدة - تلمسان	عنابة - الجزائر	وهران			
06 61 10 35 03	06 61 10 35 02	06 61 10 35 01			
سطيف - بجاية	تيلات - مستغانم - غليزان	مع تجربات فتال			
06 61 10 35 05	06 61 10 35 04				

• 2

- 11.45** Tout le monde veut prendre sa place
- 13.00** Journal 13h00
- 13.55** Ça commence aujourd'hui
- 16.10** Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
- 18.00** Tout le monde a son mot à dire
- 18.35** N'oubliez pas les paroles
- 19.45** Météo 2
- 20.00** Journal 20h00
- 20.40** Protégeons demain

21.05 L'art du crime



Série policière - France - 2019
Saison 3 - Episode 2/2

- La malédiction d'Osiris
- Avec Nicolas Gob, Éléonore Gosset, Aziz Kabouche, Philippe Duclos
- Dans le département d'égyptologie du musée du Louvre, à Paris, Florence Chassagne fait la connaissance d'une jeune femme qui souhaite faire expertiser une boîte datant de 3 000 ans. Mais l'entrevue tourne au drame : l'inconnue est prise de délire, s'effondre et meurt.

• 3

- 11.35** Outremer.l'info
- 12.25** 12/13 : Journal national
- 14.00** Rex
- 16.10** Des chiffres et des lettres
- 17.00** Slam
- 17.45** Questions pour un champion
- 18.28** Le 18.30
- 18.29** 19/20 : Météo régionale
- 18.30** Le 18.30
- 18.50** 18.30, la suite
- 19.30** 19/20 : Journal national
- 20.20** Plus belle la vie
- 20.45** Tout le sport

21.05 Secrets d'histoire



- Présenté par Stéphane Bern
- A l'occasion du bicentenaire de sa naissance, l'animateur propose de revenir sur la vie de l'écrivain, qui, au milieu du XIXe siècle, fut à l'origine du roman moderne. Pour cela, Stéphane Bern se rend notamment à Rouen, la ville où Gustave Flaubert est né en 1821. Il rencontre également de nombreux historiens et spécialistes de l'œuvre de l'auteur de «Madame Bovary», comme le comédien Jacques Weber ou encore Yvan Leclerc, qui dirige le Centre Flaubert.

• 4

- 10.35** Il était une fois... l'Homme
- 12.20** Masha & Michka
- 13.10** Disco Dragon
- 14.10** Une saison au zoo
- 14.40** Un Noël à Springdale
- 16.00** Teen Titans Go!
- 16.30** Angelo la débrouille
- 17.40** Ninjago
- 18.55** Il était une fois... les découvreurs
- 19.25** Une saison au zoo
- 20.25** Culturebox l'émission

21.10 Gilberto Gil à la philharmonie



- Enregistré le 25 octobre 2021 à la Philharmonie de Paris. Gilberto Gil, icône contestataire de la musique brésilienne et ministre de la culture sous la présidence Lula, vient revisiter son répertoire unique. Il s'entoure pour cela du batteur et percussionniste Marcelo Costa et de sa famille, ses fils Bern Gil et João Gil et sa petite-fille Flor, 13 ans.

• 5

- 10.45** La p'tite librairie
- 10.50** Destination Wild : L'Inde à l'état sauvage
- 11.45** La quotidienne
- 13.00** Imprévus
- 13.05** Vues d'en haut
- 13.40** Le magazine de la santé
- 14.35** L'aventurier du goût en Afrique
- 15.05** Isaan : la Thaïlande authentique
- 16.55** C Jamy
- 17.45** C dans l'air
- 19.00** C à vous
- 20.00** C à vous la suite
- 20.55** La vie et rien d'autre
- 23.10** C ce soir

arte

TF1

- 10.20** GEO Reportage
- 11.20** Merveilles de la nature
- 12.15** Cuisines des terroirs
- 12.50** Arte journal
- 13.00** Arte Regards
- 13.35** La mort aux trousseaux
- 16.00** A la rencontre de l'âme roumaine
- 16.55** Archipel New York
- 17.40** Invitation au voyage
- 18.25** Invitation au voyage : Nos inspirations
- 18.55** Archipel New York
- 19.45** Arte journal
- 20.55** Les désaxés
- 22.55** Les gens de Dublin

C 8



BEN AFFLECK
THE WAY BACK

CINE + PREMIER 20.50

THE WAY BACK

Drame - Etats-Unis - Canada - 2020

Avec Ben Affleck, Janina Gavankar, TK Carter, Michaela Watkins

Jack Cunningham, ouvrier dans le bâtiment, divorcé. L'homme, ancien espoir du basket-ball, inquiète sa famille, à tel point que sa soeur Beth lui en parle au cours du dîner de Thanksgiving. Mais une chose change dans la vie de Jack quand il est contacté par une ancienne connaissance, le père Devine, qui lui demande de remplacer l'entraîneur de basket-ball d'un lycée, victime d'une crise cardiaque. Après une nuit d'hésitation, Jack finit par accepter la proposition du père Devine.

CANAL+ CINEMA 20.53

THE RENTAL



THE RENTAL

Thriller - Etats-Unis - 2020

Avec Dan Stevens, Alison Brie, Sheila Vand, Jeremy Allen White

Pour célébrer le succès de leur petite entreprise, Charlie et Mina ont décidé de louer, via une application, une superbe demeure en bord de mer pour le week-end. Josh, le frère de Charlie, doit venir avec eux, tout comme Michelle, la compagne de Charlie. Sur place, le contact avec Taylor, qui leur fait visiter les lieux, est tendu. Mais la beauté des lieux fait vite oublier eux deux couples cet incident. Pourtant, quelques heures plus tard, Mina et Josh découvrent une étrange porte, verrouillée par une serrure à code.

RTL 9 20.55

SPIRITS



Film d'horreur - Etats-Unis - Japon - Thaïlande - 2008

Avec Joshua Jackson, Megumi Okina, Rachael Taylor, David Denman

Alors qu'elle vient juste de l'épouser, Jane accompagne Ben à Tokyo où il doit faire des photos de mode pour un magazine. Au cours d'une excursion en voiture au Mont Fuji, les jeunes mariés renversent une jeune fille apparue soudainement sur la route. Malgré leurs recherches, le corps reste introuvable.

TF1

21.05 Camping Paradis



09.25 Familles nombreuses : la vie en XXL

11.00 Les feux de l'amour

12.00 Les douze coups de midi

13.00 Journal

13.55 Un Noël romain

15.40 Dernière escale avant Noël

17.20 Familles nombreuses : la vie en XXL

18.35 Ici tout commence

19.10 Demain nous appartenir

19.55 Météo

20.00 Journal

20.50 Météo

- Série humoristique - France - 2020
- Saison 12 - Episode 4/4

- Les bleus font du ski

Avec Laurent Ournac, Patrick Paroux, Thierry Heckendorf, Candide

Le père de Xavier invite son fils, Tom, Audrey et André à venir passer les vacances d'hiver dans l'hôtel dont il est le nouveau propriétaire à Morzine, dans les Alpes. Dans le car qui les emmène, ils découvrent avec étonnement que monsieur Parizot a également été convié.

21.05 Scènes de ménages



11.35 Ça peut vous arriver chez vous

12.45 Le 12.45

13.40 Scènes de ménages

14.00 Le gala de Noël

15.55 Incroyables transformations

16.20 Les reines du shopping

18.40 Tous en cuisine, menus de fêtes avec Cyril Lignac

19.45 Le 19.45

20.10 Météo

20.30 Scènes de ménages

- Série humoristique - France - 2021
- La vie de château

Avec Valérie Karsenti, Frédéric Bouraly, Marion Game, Gérard Hernandez

Liliane et José participent à une thérapie de couple dans un relais-château. Huguette et Raymond tombent en panne près d'un lieu... hanté et vont devoir y passer la nuit.

Emma accompagne Fabien à son séminaire d'écriture pour profiter du magnifique cadre. Camille et Philippe rejoignent le manoir familial pour une cousinade mémorable à Royan.

CANAL+

21.11 La meilleure version de moi-même



09.41 American Rust

10.35 Killer Inside

12.21 La boîte à questions

12.31 En aparté

13.04 Schitt's Creek

13.26 J'accuse

15.34 Trop d'amour

16.50 Après le mariage

18.39 The Tonight Show Starring Jimmy Fallon

19.24 La super vie d'Hakim Jemili

19.30 WorkinGirls

20.30 La boîte à questions

20.37 En aparté

- Série humoristique - France - 2021
- Saison 1 - Episode 1/9

Avec Blanche Gardin, Paul Moulin, Louis CK, Françoise Gazio

Souffrant de problèmes digestifs chroniques depuis cinq ans, Blanche Gardin décide de consulter un naturopathe pour se soigner. Adepte de la pensée positive, ce dernier lui fait comprendre que son problème vient de l'autodérisson dont elle fait preuve sur scène. Son salut est dans la bienveillance qu'elle doit exercer envers elle-même. L'humoriste prend une décision radicale : elle arrête l'humour.

PLANÈTE +

TFX

09.20 Navires de légende

11.07 Sites Sacrés

12.58 Planète safari

13.55 Les super-pouvoirs du sang

14.50 Les secrets du corps humain

15.45 Palais du monde

17.25 Fautes entrer l'accusé

19.06 Planète safari

20.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.

20.55 Un opéra pour un empire

22.31 Egypte : chasseurs de tombes

W9

09.00 W9 Hits & célébrites

10.30 W9 Hits Gold

11.35 W9 Hits

12.45 Météo

13.50 NCIS

16.40 Un dîner presque parfait

18.50 Les princes et les princesses de l'amour

21.00 Météo

21.05 Taken 3

20.50 Sisbro

21.00 Petits plats en équilibre

21.05 Appels d'urgence

22.31 Egypte : chasseurs de tombes

23.10 Taken

Bélier 21-03 au 20-04

Depuis quelques jours, vous avez envie d'entreprendre, d'élargir vos horizons sociaux. Si vous avez les atouts en mains, persévérez jusqu'à la réussite !

Taureau 21-04 au 21-05

Vous vivez une période où l'argent devient assez préoccupant. Mais que cela ne vous empêche pas d'avancer, quitte à vous déplacer.

Gémeaux 22-05 au 21-06

Ces jours-ci, votre partenaire ou vos collaborateurs vous sollicitent souvent. C'est le moment de discuter gestion et finances avant d'aller plus loin.

Cancer 22-06 au 22-07

En cette période, vous privilégiez votre vie professionnelle et vos partenaires sociaux, ce qui ne vous laisse pas beaucoup de temps pour... votre conjoint.

Lion 23-07 au 23-08

Le pouvoir de création et les loisirs deviennent prioritaires pour vous en ce moment, ce qui pose problème avec la vie quotidienne, moins agréable à gérer...

Vierge 24-08 au 23-09

En ce moment, vous avez envie de rester chez vous ou de ronronner en famille. Soyez un peu plus à l'écoute de vos enfants ou, si vous êtes célibataire, de votre partenaire.

Balance 24-09 au 23-10

En ce moment, vos pensées sont essentiellement orientées vers la communication, les contacts et les rencontres. Toutefois, vous ne devez pas oublier votre propre foyer.

Scorpion 24-10 au 22-11

Vous pouvez mettre en avant vos dons ou vos qualités, ou parler de ce qui a de la valeur à vos yeux. Excellente journée pour communiquer, argumenter, convaincre et... gagner la confiance !

Sagittaire 23-11 au 21-12

Bonne volonté et vitalité sont à vos côtés en ce moment, et les occasions de vous mettre en valeur se présentent. Pensez à ce que vous pourriez améliorer aujourd'hui dans votre look.

Capricorne 22-12 au 20-01

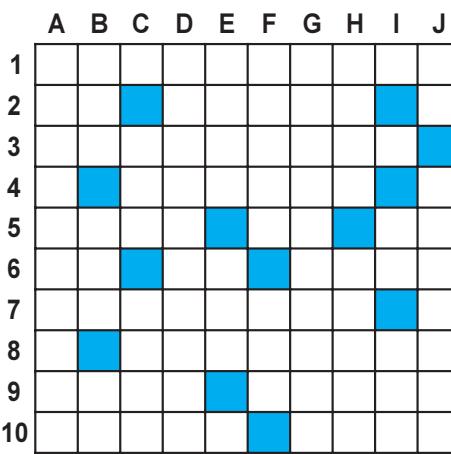
Depuis quelque temps, vous préférez vous isoler afin de faire le point ou préparer au mieux les lendemains qui viennent. Ce n'est pas une raison pour faire la tête !

Verseau 21-01 au 18-02

Actuellement, vos amis vous sollicitent et les projets ne manquent pas, mais aujourd'hui vous avez besoin de repos et de solitude pour méditer sur tout cela.

Poissons 19-02 au 20-03

Actuellement, vous visitez haut et vous avez sans doute raison. Mais vous gagnez à tenir compte de vos amis, et de leur avis en matière de projet.



Horizontalement:

1. Pas du tout vernis.
2. Note. Crier sous bois.
3. Tour.
4. Une belle qui donne des idées !
5. Fis la bête.
- Entrée en scène. Infinitif.
6. Dans le coup. Sur la rose. Prise à poignée.
7. Figure à côtés.
8. Non cultivé, parce que inculte !
9. Lame. Fait la forte tête.
10. Réputé. Se gagnent à la force des poingnats.

Verticalement:

- A. Incompétences en place.
- B. Infirme. Fait son chou gras ! Moitié femme, moitié vieillard.
- C. Toujours en tournée. Des nèfles !
- D. Primitives.
- E. Prend le métro. Coupe en règle.
- F. Fait un monde à part. Retire au hasard.
- G. Telles une méduse.
- H. Arbre africain. Tranchée.
- I. Préposition.
- J. Possessif. Louées.



AGENT - ASTICOT - AUTOBUS - AUTOCAR - BELETTE - BERCEAU - BETE - CARVI - CIRE - CONCESSIONNAIRE - CONDITIONNEMENT - COUPON - COUSSIN - DESIR - ECUYER - ELIXIR - FACETTE - GOURMETTE - GOUT - HABILETE - INNOVATION - JUGEOTE - KAOLIN - LABEL - LAPSLUS - MEGARDE - NATURALISATION - NORME - OASIS - RAVIN - SARI - TARTAN - TONNAGE - TRANSPLANTATION - VACHE - VASE - VIDEO.

Les 10 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un seau. Mon 2e est méprisable.

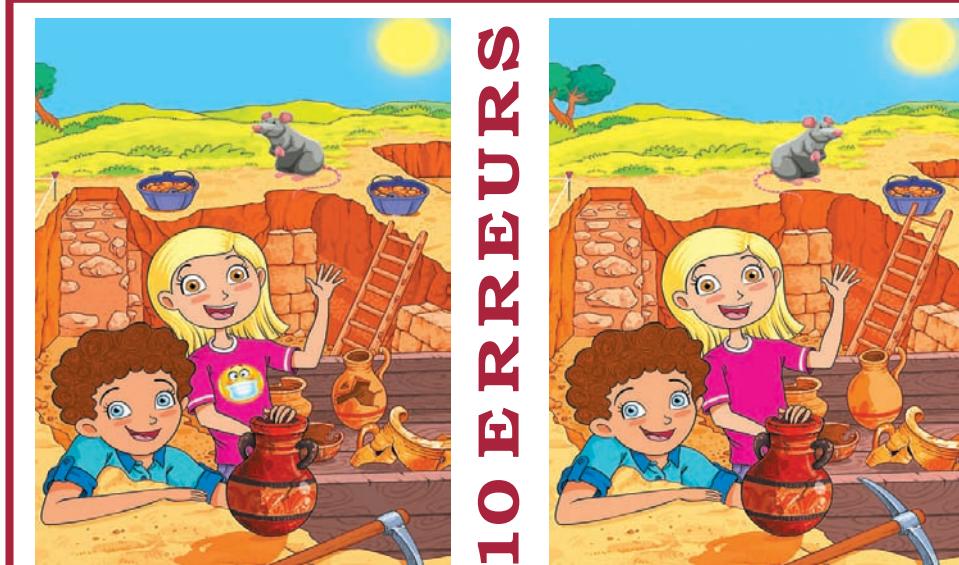
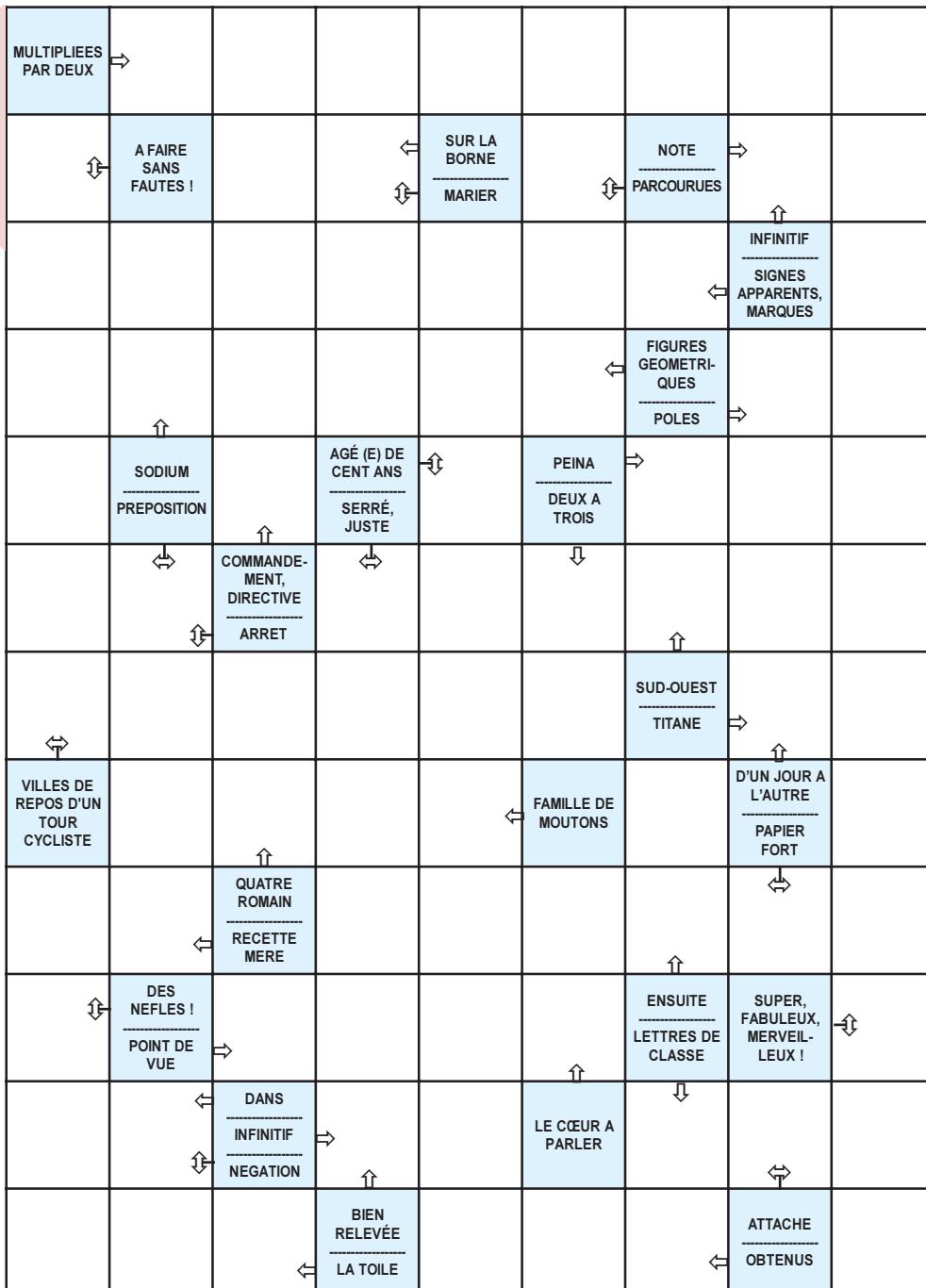
Mon tout est une agglomération de misérables constructions.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	3	16	4	13	4	8	7	15	4
9	4		3	7	6	4		4	17
11	8	2	7	9	4		7	1	7
10	3	12	14	4	9	6		10	11
12	4		4		15	7	11	9	4
8	9		8	2		11	2	11	5
15	15	6		1	2	8	7	4	
7	7		10	1	8	4		5	15
5	1	7	4	4	5		10	6	4
5	12	15		15	4	13	2	7	9
4	14		5	4	9	6		10	6
13	2	8	7		7		12	9	7
4	7		8	4	1	10	7	9	5
9	8		10	11	6		4		6
6	4	13	3	10	8	2	7	8	4

CONTES N° 8225

Jeux proposés par Chérifa Benghani



10 ERRREURS

CROISÉS N° 8224

D	I	P	O	L	O	D	O	C	U	S
O	R	D	O	N	N	E	E		P	
U	A	F	E	I	R	A	I			
A	S	A	R	E	L	I	E			
I	C	O	N	E	S	K	I			
R	I	D	U	P	E	E	T			
I	B	S	S	E	T	M	I			
E	L	P	E	R	C	L	U			
R	E	V	I	S	E	U	L			
E	S	S	E	C	I	E	E			

9	2	5	1	8	7	6	4	3
7	4	6	5	9	3	2	8	1
1	3	8	4	2	6	5	7	9
5	9	7	6	4	2	1	3	8
3	6	4	9	1	8	7	2	5
8	1	2	3	7	5	4	9	6
4	7	3	8	6	1	9	5	2
2	8	1	7	5	9	3	6	4
6	5	9	2	3	4	8	1	7

PO	L	T	R	O	N	S
MO	I	R	RO			
AU	F	AT	CS			
L	R	EDI	RE			
AV	A	RIC	E			
D	V	T	MA			
REAL	L	ITE	E			
O	G	RON	DER			
ILE	N	ET	C			
TRU	S	SE				
LA	N	II	S			
PARE	I	EL	E			

PO	L	T	R	O	N	S
MO	I	R	RO			
AU	F	AT	CS			
L	R	EDI	RE			
AV	A	RIC	E			
D	V	T	MA			
REAL	L	ITE	E			
O	G	RON	DER			
ILE	N	ET	C			
TRU	S	SE				
LA	N	II	S			
PARE	I	EL	E			

PO	L	T	R	O	N	S
MO	I	R	RO			
AU	F	AT	CS			
L	R	EDI	RE			
AV	A	RIC	E			
D	V	T	MA			
REAL	L	ITE	E			
O	G	RON	DER			
ILE						

Kenya : 20 morts dans un bus emporté par une rivière en crue

Au moins 20 personnes sont mortes noyées samedi lorsque le bus à bord duquel elles se trouvaient a été emporté d'un pont par une rivière en crue dans le centre du Kenya, a annoncé la police. «Les recherches et opérations de sauvetage se poursuivent mais jusqu'à présent 20 corps ont été sortis» de la rivière, a déclaré Joseph Yakan, commandant de la police du sous-comté de Mwingi Est où s'est produit l'accident. Il a ajouté que dix personnes ont été secourues. Le nombre précis de passagers qui se trouvaient à bord du bus lorsqu'il a basculé dans la rivière Enziu, en crue, à environ 200 km à l'est de la capitale Nairobi, n'était pas connu dans l'immédiat.

Yémen : neuf morts dont quatre civils dans un raid aérien de la coalition



Qatre civils yéménites et cinq membres du mouvement Ansarullah (houthis) ont été tués dans un raid aérien de la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite dans le sud-ouest du Yémen, ont affirmé samedi des sources locale et médicale. Le raid a été mené vendredi soir dans le district de Makbana, à 35 kilomètres au nord-ouest de Taëz, ville sous contrôle gouvernemental mais assiégée depuis 2015 par les Houthis, a précisé un responsable local cité par l'AFP. «Quatre civils étaient montés à bord du véhicule militaire avant qu'il ne soit bombardé par la coalition tuant tous les passagers, soit neuf personnes en tout», a-t-il indiqué.

Une source médicale a confirmé ce bilan, ajoutant que deux civils qui se trouvaient non loin du véhicule visé avaient été blessés. Un média houthi a de son côté évoqué la mort de 18 civils. La guerre qui oppose depuis 2014 les autorités yéménites aux Houthis aura causé d'ici la fin de l'année, de manière directe et indirecte (faim, maladie, manque d'eau), la mort d'environ 377 000 personnes, selon un rapport de l'ONU la semaine dernière. Les Nations unies qualifient la situation dans le pays de pire catastrophe humanitaire actuelle au monde. Des millions de personnes ont par ailleurs été déplacées en raison des combats.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Irak : 10.000 trafiquants et consommateurs de drogue arrêtés



Au moins 10.000 trafiquants, consommateurs et dealers de drogue, ont été arrêtés en Irak dans le cadre d'opérations sécuritaires menées sur tout le territoire, durant les 10 derniers mois, a indiqué le ministère de l'Intérieur irakien. Maan a déclaré : «au cours des 10 derniers mois de cette année, le ministère de l'Intérieur a réussi à arrêter près de 10.000 suspects sur l'ensemble

du territoire dont des consommateurs de drogue, des dealers et des trafiquants», selon le général Saad Maan, porte-parole du ministère.

Et de souligner que «ce grand nombre dénote des activités menées par les services de sécurité», soulignant la nécessité de «conjuguer tous les efforts avec le ministère de l'Intérieur pour lutter contre ce fléau dangereux pour la société».

Avant 2003, l'Irak était considéré comme l'un des pays propres en matière de consommation, de vente et de trafic de drogue.

Mais après les événements qui ont secoué le pays, à la suite de la détérioration de la situation sécuritaire, le trafic et le commerce de la drogue a commencé à gagner du terrain, en raison de la situation géographique privilégiée du pays.

Cinq morts, dont trois enfants, trouvés dans une maison près de Berlin



Les corps sans vie de deux adultes et trois enfants, blessés par balle et à l'arme blanche, ont été découverts samedi dans un pavillon de la banlieue de Berlin, ont indiqué le parquet et la police. «Les deux adultes âgés de 40 ans et les trois enfants âgés de quatre, huit et dix ans présentaient des blessures par balle et par arme blanche», selon un communiqué de la police du Land de Brandebourg.

Les secours sont intervenus à la mi-journée dans la maison située dans la commune de Königs Wusterhausen, au sud de Berlin, «car des témoins y avaient vu des personnes inanimées», ajoute la même source. Une enquête judiciaire a été ouverte.

Inde : une fusillade fait 13 morts dans le Nord-Est



Au moins 13 personnes ont été tuées et beaucoup d'autres blessées lors d'une fusillade survenue tard samedi soir dans l'Etat indien du Nagaland (nord-est), ont confirmé dimanche des responsables sécuritaires. Pour l'instant, l'identité des assaillants et leur mobile demeurent inconnus. Une équipe spéciale de haut niveau enquête en profondeur sur cet incident afin de rendre justice aux victimes, ont assuré les autorités.

Le ministre fédéral de l'Intérieur Amit Shah s'est dit «angoissé par cet incident malheureux» et a exprimé ses plus sincères condoléances aux familles des victimes. Le bilan de ce drame risque de s'allonger, selon les médias locaux.

Birmanie : des militaires foncent en voiture sur des manifestants



Des militaires birmanes ont foncé avec une voiture sur des manifestants pro-démocratie dimanche à Rangoun, faisant au moins trois blessés, ont rapporté des témoins oculaires. Malgré la sanglante répression contre les opposants à la junte militaire birmane qui a pris le pouvoir en février, de petites manifestations pro-démocratie continuent d'avoir lieu régulièrement dans le pays. Dimanche matin, un groupe s'est rassemblé pacifiquement dans une rue commerçante de Rangoun en brandissant une banderole avec le célèbre slogan «Se libérer de la peur» d'Aung San Suu Kyi, tout en scandant : «Rendez le pouvoir au peuple».

Peu de temps plus tard, une voiture de grande taille a foncé sur les protestataires, heurtant plusieurs d'entre eux tandis que les autres se dispersaient, a rapporté un journaliste présent sur place. «Ils ont accéléré en arrivant sur les manifestants, ils leur ont foncé dessus», a raconté ce journaliste sous le couvert de l'anonymat. «Puis les soldats ont sauté hors de la voiture et ont commencé à tirer», a-t-il poursuivi. Un autre témoin a dit avoir vu un homme couvert de sang, apparemment dans un état grave. Lui et deux autres blessés, dont un journaliste birman qui couvrait la manifestation, ont été évacués en ambulance.

Les généraux ont justifié leur coup d'Etat en assurant avoir découvert des irrégularités lors des élections de novembre 2020, remportées massivement par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi. Les observateurs internationaux ont pour leur part qualifié ce scrutin de «globalement libre et équitable». Le chef de la junte, Min Aung Hlaing, a menacé de dissoudre la LND et assuré que de nouvelles élections seront organisées d'ici août 2023.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LONGUE CHAÎNE LÉTALE

En connaissance de cause, le président Tebboune a insisté samedi qu'il était indispensable de mettre le doigt dans l'inouïe plaie qui fait barrage au développement du pays. Il a été surtout question d'investissement industriel, mais en homme très bien avisé il a une connaissance pointue, comme de nombreux Algériens d'ailleurs, de la genèse et de la profondeur du phénoménal blocage qui annihile tout effort d'avancée. L'énorme gangrène certainement était en passe de faire écrouler l'Etat lui-même en s'incrustant y compris dans les institutions pour qu'elles perdent tout leur sens n'ayant plus qu'un rôle décoratif et de faire-valoir.

Quand en effet un mandat de représentant du peuple se monnaye à coups de milliards au vu et au su de tout le monde, il n'était

pas nécessaire de chercher midi à quatorze heures pour comprendre que le pays allait à la déroute. Quand en outre un chef de gouvernement chargé de gérer la destinée de la nation s'amuse à vendre des lingots d'or au marché informel, il n'était pas difficile de déduire qu'il était impossible pour la société algérienne de tourner rond. De telles phénoménales gerçures antipatriotiques avaient vite fait d'amplifier les secrets de polichinelle pour instaurer une culture de rapine généralisée au point où il n'était plus surprenant de constater qu'un wali de la République exigeait au grand jour, sans honte et sans gêne, à un investisseur de s'accommoder d'une

offrande financière et conséquente pour que son dossier d'investissement soit libéré. Il devenait alors naturel que la chaîne de l'enrichissement avec barème imposé aux citoyens aille jusqu'à atteindre la cupidité du petit agent administratif.

Les soudards, petits et grands, connus ou anonymes, installés alors à tous les niveaux de l'activité économique et administrative rendaient totalement ridicule et simpliste l'idée généralement reçue de la bureaucratie car le risque d'une atomisation de l'Etat devenait assuré.

De fait, neutraliser cette chaîne létale pour le pays pour qu'il retourne aux normes nécessaires à son progrès et à un sain développement ne sera pas une œuvre facile. Mais connaissant la carrière morale du président de la République, on peut espérer que l'on en viendra à bout.